

L'image de l'Union européenne dans les éditoriaux français dans le contexte de la crise migratoire

Sofia Marin
Université de Tampere
Langue française
Mémoire de maîtrise
Août 2017

Tampereen yliopisto
Viestintätieteiden tiedekunta
Ranskan kielen maisteriopinnot

MARIN, SOFIA: L'image de l'Union européenne dans les éditoriaux français dans le contexte de la crise migratoire

Pro gradu -tutkielma, 62 sivua + liitteet 31 sivua
Elokuu 2017

Tässä pro gradu -työssä tarkastellaan, millainen kuva Euroopan unionista välittyy ranskalaisten sanomalehtien pääkirjoituksissa Euroopan pakolaiskriisin aikana. Tutkimukseen valittiin mukaan kolme tunnettua sanomalehteä: *Le Monde*, *Le Figaro* ja *Libération*. Tutkimuksen korpuksiksi valittiin näiden sanomalehtien kaikki pakolaiskriisiä käsittelevät pääkirjoitukset vuoden 2015 elo- ja syyskuulta, sillä kyseisenä vuonna Eurooppaan saapui ennätysmäärä pakolaisia, ja julkinen keskustelu aiheesta oli vilkkaimmillaan. Analysoitavia pääkirjoituksia on yhteensä 21.

Euroopan unionin kuva viittaa tässä tutkimuksessa mielikuvaan, joka välittyy lukijalle teksteistä. Analyysiä ohjaavia kysymyksiä ovat: millaisena Euroopan unioni esitetään, miten sitä kuvataan, ja minkälaista diskurssia siitä pidetään yllä pääkirjoituksissa. Näihin kysymyksiin etsitään vastauksia faircloughlaisen diskurssianalyysin avulla.

Tutkimuksen hypoteesi on, että Euroopan unioni esitetään suurena, jäsenmaidensa yläpuolella olevana toimijana, joka yrittää etsiä ratkaisua pakolaistilanteeseen. Unionilla on suuri kuorma harteillaan, sillä kriisi on pitkäkestoinen ja harvinaisen vakava. Euroopan unionin jäsenmailla on vaikeuksia päästä yksimielisyyteen pakolaispolitiikasta, ja täten niiden on vaikea toimia yhdessä kriisin ratkaisemiseksi. Oletuksena on siis, että Euroopan unionin epäyhtenäisyys ja yhteistyön puute näkyvät pääkirjoituksissa.

Työn metodologisen rungon muodostaa diskurssianalyysi ja teoriapohjan Fairclough'n ja van Dijkin kriittinen diskurssianalyysin teoria. Ennen varsinaista analyysiä pääkirjoituksista poimittiin kaikki Euroopan unioniin viittaavat kohdat, ja ne lajiteltiin sisällön mukaan eri kategorioihin. Nämä kategoriat muodostavat diskurssit, jotka luovat kuvaa Euroopan unionista. Varsinaisessa analyysissä, johon työ keskittyy, tarkastellaan löydettyjen diskursiivisten kategorioiden tarkempaa sisältöä sekä verrataan kunkin sanomalehden pääkirjoitusten muodostamaa kuvaa toisiinsa.

Tutkimuksen mukaan Euroopan unioni ei toimi tehokkaasti kriisin ratkaisemiseksi. Jäsenmaiden pakolaispoliittiset linjat ovat epäyhtenäiset, minkä takia Unionin sanotaan jopa epäonnistuneen pakolaispolitiikassaan. Yksi jäsenmaista, Saksa, esitetään poliittisena johtajana koko Euroopan unionin sijasta. Tutkimuksessa nousevat esille myös Euroopan unionin arvot ja perusolemus, joiden epäilyllään muuttuneen pakolaiskriisin aikana.

Avainsanat: Euroopan unioni, pakolaiskriisi, pääkirjoitukset, Euroopan unionin kuva, diskurssianalyysi, diskurssi

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|----|
| 1. Introduction | 1 |
| 2. Méthodologie..... | 4 |
| 2.1. Discours | 4 |
| 2.1.1. Discours journalistique | 7 |
| 2.2. Analyse critique du discours..... | 9 |
| 2.2.1. Représentation | 10 |
| 2.2.2. Pouvoir..... | 11 |
| 2.2.3. Idéologie | 13 |
| 2.2.4. Polyphonie | 13 |
| 2.3. Corpus..... | 15 |
| 2.3.1. Éditoriaux..... | 16 |
| 3. Analyse de l'image de l'Union européenne | 20 |
| 3.1. Image de l'Union européenne dans les éditoriaux du <i>Monde</i> | 20 |
| 3.1.1. L'UE face au défi majeur..... | 21 |
| 3.1.2. L'UE inactive..... | 22 |
| 3.1.3. L'UE ne réussit pas à gérer la crise..... | 24 |
| 3.1.4. L'Allemagne a pris les rênes de l'UE | 25 |
| 3.1.5. Les pays membres de l'UE en désaccord..... | 29 |
| 3.1.6. L'essence et les valeurs de l'UE | 31 |
| 3.1.7. L'image après le 22 septembre | 33 |
| 3.2. Image de l'Union européenne dans les éditoriaux du <i>Figaro</i> | 34 |
| 3.2.1. L'UE ne distingue pas les réfugiés des guerres et migrants économiques..... | 34 |
| 3.2.2. L'Allemagne à la tête de l'UE | 35 |
| 3.2.3. L'UE manque d'organisation et de responsabilité | 37 |
| 3.2.4. La politique d'asile de l'UE est un échec..... | 38 |
| 3.2.5. L'UE a un rôle crucial..... | 44 |
| 3.2.6. Les pays membres ont abandonné les principes de l'UE | 45 |
| 3.3. Image de l'Union européenne dans les éditoriaux de <i>Libération</i> | 46 |
| 3.3.1. L'UE doit reformer sa politique migratoire | 46 |
| 3.3.2. L'âme et les valeurs de l'UE..... | 48 |
| 3.3.3. L'UE face à un moment crucial | 49 |
| 3.3.4. L'UE permet de reconstruire la vie..... | 50 |
| 3.3.5. Une partie de l'UE veut fermer les frontières | 50 |
| 3.3.6. L'UE inactive..... | 51 |
| 3.3.7. L'UE manque d'organisation..... | 52 |
| 3.3.8. L'incohérence intérieure de l'UE..... | 53 |
| 3.3.9. La glorification d'Angela Merkel | 54 |

| | |
|------------------------|----|
| 4. Conclusion..... | 56 |
| 5. Bibliographie | 60 |
| Annexes | 63 |

1. Introduction

Pendant les années 2014-2015, l'Europe s'est confrontée à la plus grande crise migratoire depuis la Seconde Guerre mondiale. Le nombre de migrants et de réfugiés a augmenté dramatiquement durant ces années. En 2014, le nombre de demandeurs d'asile dans les pays de l'Union européenne était de 627 000, et en 2015 la crise migratoire a culminé avec 1.3 million de demandeurs d'asile¹. Les États membres ont attribué en 2015 l'asile à plus de 330 000 demandeurs. Quant aux États individuels en 2015, l'Allemagne était, avec 148 200, de loin le pays ayant octroyé le plus de demandes de protection. La proportion de l'Allemagne correspondait à près de la moitié des asiles attribués cette année-là. Le deuxième pays qui a accordé le plus de demandes d'asile est la Suède (34 500), suivie par l'Italie (29 600) et puis la France (26 000).² L'arrivée massive des migrants a provoqué une crise pour les pays européens essayant de faire face à la situation. Cela a été également une crise pour l'Union européenne qui a eu des difficultés à trouver une position commune entre les pays membres sur la manière de gérer la réinstallation des réfugiés.

L'accueil des réfugiés se base sur la Déclaration universelle des droits de l'homme³, adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies à Paris le 10 décembre 1948. Il y est dit que « Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays » dans l'article 14 du document. Même si la déclaration n'a pas la portée juridique d'un traité international, elle a une portée morale dans la politique européenne. En outre, elle a créé la base pour plusieurs traités internationaux comme la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés⁴, également nommée Convention de Genève. Cette convention dicte les droits des

¹ Pour connaître le nombre de demandeurs d'asile : http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Asylum_statistics consulté le 4 mai 2017.

² Le nombre de premières demandes d'asile : http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/04/21/asile-plus-360-000-refugies-accueillis-en-2015-en-europe_4906413_4355770.html.

L'information sur le nombre de demandes d'asile accordé par les États membres de l'Union européenne : <http://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/7233427/3-20042016-AP-FR.pdf/ec39010f-9f64-45e5-a57c-ec8cb05a5b2f>. Les deux sites consultés le 6 mai 2017.

³ La Déclaration universelle des droits de l'homme : <http://www.un.org/en/universal-declaration-human-rights/> consulté le 5 mai 2017.

⁴ L'information générale sur la Convention de Genève : <http://www.unhcr.org/1951-refugee-convention.html>. La Convention de Genève : <http://www.unhcr.org/3b66c2aa10>. Les deux sites consultés le 5 mai 2017.

personnes déplacées et les modalités selon lesquelles les États doivent attribuer le statut de réfugié aux demandeurs d'asile. Il existe également une loi promulguée par l'Union européenne relative aux demandeurs d'asile. Cette loi est le Règlement Dublin⁵ qui établit les critères et les mécanismes de détermination du pays membre de l'Union européenne ayant la responsabilité d'examiner la demande d'asile. Chaque demande d'asile déposée dans l'espace de l'Union européenne doit être examinée et chaque État membre doit pouvoir déterminer s'il est responsable de faire l'examen de demande d'asile.

La crise migratoire et son traitement par l'Union européenne a obtenu un espace vaste dans les médias pendant les dernières années. Dans ce mémoire de maîtrise, nous allons étudier l'image de l'Union européenne dans certains journaux français. Le but est de savoir comment l'Union européenne est présentée pendant la crise migratoire qui continue à se dérouler en Europe. Comme contexte plus précis, nous avons choisi deux mois de l'année 2015 car pendant cette année-là, la crise a atteint son apogée, c'est-à-dire que le plus grand nombre de réfugiés est venu en Europe (au moins jusqu'au moment de la rédaction de ce mémoire).

D'après nos recherches, il n'existe pas beaucoup de travaux qui se concentrent sur l'étude de l'image (en tant qu'impression) de l'Union européenne. Cependant, il y a de nombreux travaux sur son identité. Nous considérons que les études de l'image et de l'identité peuvent être conduites de manière similaire. Suite justement à plusieurs recherches sur le sujet, l'identité a obtenu plus de définitions que l'image. La formation de l'identité requiert normalement un *Autre* avec lequel on peut déterminer ce qui n'appartient pas à l'identité.

Pendant la dernière décennie, l'Union européenne a été affectée par plusieurs crises : crise économique qui suit la faillite financière américaine en 2007, la crise de la dette publique grecque qui a commencé en 2008, la crise ukrainienne qui a débuté en 2013, et la crise des réfugiés en Europe qui a commencé dans les années 2010 et qui forme le contexte de notre mémoire de maîtrise. Il est certain que ces crises ont eu un impact dans une grande mesure et ont toujours un impact non seulement sur l'Union

⁵ Pour voir le contenu du Règlement Dublin : <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0604&from=en> consulté le 5 mai 2017.

européenne mais aussi sur son image tenue par le public. Les mesures que l'Union européenne a prises pour gérer les crises influencent également l'image du public sur l'organisation. En outre, il est clair que les médias jouent un rôle essentiel dans la formation de l'image. La tâche des médias est d'informer le public de ce qui se passe dans les sessions entre les dirigeants européens et de maintenir les gens au courant des mesures prises. Nous avons donc voulu étudier l'image de l'Union européenne transmise par les médias français, plus spécifiquement par les éditoriaux de trois journaux français, pour voir comment cette crise migratoire sans précédente est présentée au public.

Notre hypothèse est que l'Union européenne sera représentée comme un grand organe essayant de trouver une solution européenne à l'arrivée des migrants. En même temps nous pensons que l'Union européenne sera dépeinte comme un sujet en train de porter un joug sur ses épaules. Nous avons remarqué qu'au contexte de la crise migratoire, les pays européens ont été en désaccord sur le traitement des réfugiés et, par conséquent, ils ont eu des difficultés en prenant des mesures, comme l'établissement des quotas pour l'accueil des réfugiés, pour gérer la crise. Les membres de l'Union n'ont pas pu effectuer un plan fonctionnel pour résoudre la situation. Notre image de l'Union européenne pendant la crise migratoire est qu'elle manque de ligne uniforme, et pour cette raison les pays membres n'arrivent pas à coopérer suffisamment pour améliorer la situation.

On entend souvent que « l'Union européenne est dans une crise » et nous supposons que cette idée sera présente également dans les éditoriaux analysés dans ce mémoire. Nous voulons signaler qu'à notre avis, cette idée est, néanmoins, assez étrange car certainement les gens quittant leur pays à cause de la guerre et de la violence traversent une crise plus grave que celle des pays européens.

Ce travail se compose de deux parties principales : la partie théorique et l'analyse. Dans la partie théorique, nous introduirons la méthodologie choisie pour ce travail et nous établirons le cadre théorique dans lequel notre étude se situe. Nous procurerons des explications sur les concepts pertinents du point de vue de l'étude. Le corpus de cette étude sera également présenté dans la partie théorique. Ensuite, nous analyserons le corpus et présenterons les conclusions que nous avons faites à partir de l'analyse.

2. Méthodologie

Dans notre mémoire, nous allons utiliser l'analyse critique du discours comme approche méthodologique pour analyser les éditoriaux. Dans l'analyse critique du discours, on analyse les textes d'une manière vaste et critique et on prend en considération ce qui est présent et également ce qui *n'est pas* présent dans le texte. D'après l'analyse critique du discours, le contenu du texte résulte des choix de l'auteur. (Richardson 2007 : 38).

Le point de départ de notre étude est la conception de l'image de l'Union européenne comme construction discursive à partir des idées mentales. Cette image se manifeste dans et par l'usage de la langue. Nous pensons que les auteurs des textes journalistiques construisent dans leurs articles une certaine image de l'Union européenne pour les destinataires. Les destinataires des articles reçoivent cette image et l'interprètent à partir du contenu et des indices lexicaux du texte et à partir de leurs propres idées mentales préalables.

Avec l'image de l'Europe nous nous référons à l'impression et au concept subjectif que les gens ont de l'Union européenne. Nous nous intéressons aux questions comme les suivantes : quelles idées viennent à l'esprit quand on pense à l'Union européenne et quelles sont les pensées que l'on rattache à elle. Naturellement, cette étude ne nous fournira pas les réponses à ces questions si vastes mais en étudiant le contenu des éditoriaux français nous essayerons d'avoir une idée sur les différents types d'images qui sont attribués à l'Union européenne dans le cadre du corpus choisi. Nous croyons que les images transmises par les journaux ont une influence sur les images mentales des gens.

2.1. Discours

La définition de *discours* est contestée : il existe plusieurs définitions distinctes qui ont été formulées au sein de différentes branches scientifiques. Généralement, le *discours* signifie l'actualisation de la langue à l'écrit ou à l'oral par un sujet parlant. Le terme *discours* peut être également utilisé pour décrire différents types de langues dont on se sert dans les diverses situations sociales, par exemple à l'université dans un cours, on utilise un certain type de discours, *le discours de cours* (Fairclough 1992 : 3). Selon Fairclough (1995b : 54-55), le discours est une forme de pratique sociale. Il est

socialement constitutif et socialement constitué, ce qui veut dire que le discours constitue les situations sociales et en même temps les situations sociales constituent le discours.

D'après Adam (1990, cité par Jeandillou 1997 : 109), le discours est constitué de deux parties : le texte plus le contexte. Le discours inclut donc toujours un contexte. Fairclough (1989 : 24-25) y ajoute encore l'interaction ; il définit alors le discours comme un concept tridimensionnel qui comprend le texte, l'interaction et le contexte. La figure 1 montre la structure du discours selon Fairclough. Comme on le voit dans la figure, l'existence d'un texte exige d'abord un processus de production de texte dont le texte est le résultat. Ensuite, on traite le texte en tant que ressource pour le processus d'interprétation. Le terme *discours* inclut donc tout le processus à partir de la création du message jusqu'à son interprétation par le récepteur, c'est-à-dire que le discours signifie le processus d'interaction sociale. (*Ibid.*)

Quand on analyse des discours, il s'agit de l'analyse des processus productif et interprétatif. Du point de vue de l'analyse de discours, le contenu du texte a deux fonctions : il inclut des traces du processus de production et, en même temps, il donne des signaux qui sont utiles pour le processus d'interprétation. L'interprétation du texte est faite à l'aide des signaux et des « ressources des membres »⁶ comme les représentations du monde, les croyances et les présomptions de l'interprète. Les ressources du producteur de texte et de l'interprète sont générées toujours dans un certain contexte social. En d'autres mots, la société dans laquelle ils vivent joue un rôle important dans la formation des ressources. En même temps, les conditions sociales définissent les ressources que les personnes utilisent en produisant et interprétant des textes. (*Ibid.*). Dans le cadre de notre étude, on peut considérer les bureaux de rédaction comme les circonstances sociales qui influencent les journalistes et les journaux comme le produit des personnes qui travaillent dans les bureaux. Ensuite, les articles rédigés ont un effet sur les consommateurs des journaux.

⁶ *Members's resources* en anglais, le terme est utilisé par Fairclough 1989 : 11.

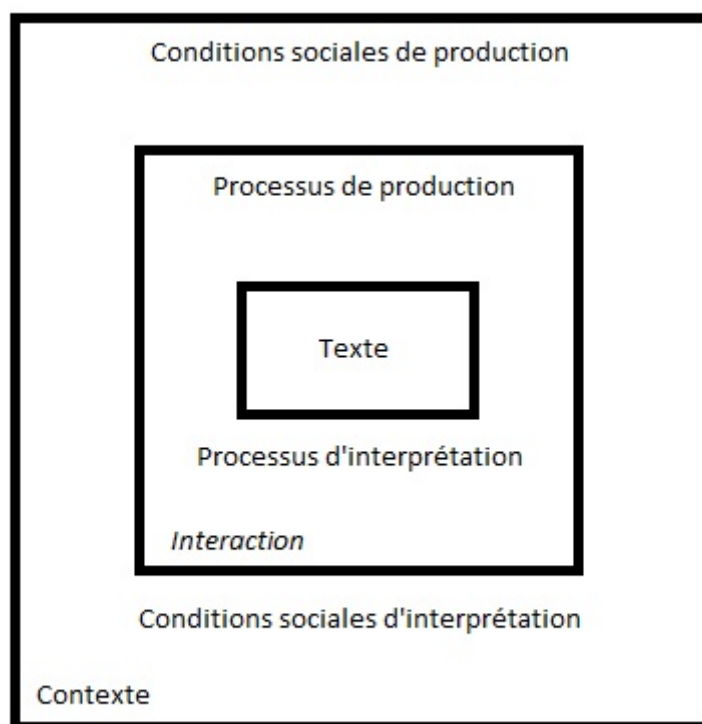


Figure 1 : Le discours en tant que texte, interaction et contexte⁷ (Fairclough 1989 : 25).

D'après Kunelius (2003 : 223), « Chaque texte inclut une présupposition sur la façon dont le lecteur le lit »⁸. Cela signifie que chaque texte appartient à un certain discours, et ce discours détermine les façons de comprendre le texte et les façons dont il est possible de parler du sujet du texte. Il ne s'agit pas nécessairement de la lecture des textes ; les discours sont présents aussi dans d'autres situations de communication. On interprète la réalité toujours dans le cadre d'un discours, c'est-à-dire à partir d'un certain point de vue (*ibid.*). On peut dire que le discours offre une paire de lunettes au travers de laquelle on observe le monde.

Kunelius (2003 : 225) propose également d'autres caractéristiques pour déterminer ce qui est un discours. D'abord, le discours est relativement stable ; il n'y a que peu de changement au cours d'une période longue. Ensuite, il détermine et limite les modes de l'usage de la langue en déterminant les modes d'actions des personnes. Le discours joue

⁷ La figure originelle est en anglais mais nous l'avons traduite pour ce travail.

⁸ La citation est notre propre traduction du finnois.

également un rôle dans la détermination de qui a le droit de parler, c'est-à-dire qu'il détermine la personne dont la réalité compte le plus. Et finalement, le discours d'une certaine situation sociale crée les limites pour ce qui est perçu comme vrai et normal dans la situation. (*Ibid.*).

Selon Kunelius (*ibid.*), « La communication de masse est un appareil idéologique qui, pour sa part, produit et maintient des discours. En consommant et comprenant ces discours nous jouons notre rôle. »⁹ Étant un réseau large, la communication de masse a la puissance de créer et de répandre différents discours. Ceux qui suivent la communication de masse participent à la diffusion et au renforcement des discours.

Dans ce travail, nous adapterons la conception de discours propre à la théorie de l'analyse critique du discours (nous introduirons la théorie dans un chapitre plus bas) selon laquelle le discours est vu comme une pratique sociale. Cependant, pour examiner le *discours journalistique* et ses caractéristiques, nous nous servirons de la définition du discours comme une façon typique d'utiliser la langue dans une certaine situation ou dans le cadre d'une institution.

2.1.1. Discours journalistique

Rester informé et pouvoir s'informer sont des besoins fondamentaux pour les membres d'une société. Le journaliste permet ces actions en publiant des nouvelles dans son rôle de messenger, témoin et rapporteur. En plus de la publication des nouvelles, le journaliste interprète et commente des nouvelles, ce qui veut dire qu'au niveau des journaux, chaque journal propose sa propre interprétation des actualités. (Chanteau 1998 : 70-71). Charaudeau formule la fonction du discours journalistique de la manière suivante : « Le discours journalistique ne peut se contenter de rapporter des faits et des dits, son rôle est également d'en expliquer le pourquoi et le comment, afin d'éclairer le citoyen. » (Charaudeau 2006 : 32). On peut donc dire que le but principal du discours journalistique est de répandre l'information.

Kunelius (2003 : 21) définit le journalisme comme communication de masse qui est actuelle et basée sur les faits. Le rôle du journalisme est de fonctionner en tant que surveillant du système décisionnel, et c'est la raison pour laquelle on parle parfois du

⁹ Notre propre traduction du finnois en français.

journalisme comme le « quatrième pouvoir » dans la société (les trois autres étant le pouvoir exécutif, législatif et judiciaire). Il est clair que le journalisme contribue au fonctionnement du système décisionnel par plusieurs méthodes. Grâce au journalisme les personnes dans la prise de décision se maintiennent informées des actions des autres dans la même position. En reportant sur les événements sociaux les journalistes informent les décideurs sur ce qui se passe autour d'eux, et en étant près des décideurs les journalistes informent les citoyens sur les intentions des décideurs. (Kunelius 2003 : 193).

Selon Chanteau (1998 : 58), le discours journalistique a trois dimensions : marchande, politique et culturelle. La première signifie que le marché de l'information fonctionne pratiquement de la même manière que celui des produits de grande consommation. Les entreprises de presse sont économiquement semblables aux autres entreprises : toutes les deux cherchent une norme médiane avec leurs produits pour pouvoir « séduire au moindre coût le plus grand nombre de consommateurs ». Cette logique économique explique l'impression de concorde entre les journaux informatiques (la presse politique formant une exception). (*Ibid.*).

La dimension politique se manifeste par le fait que le discours journalistique participe à la création des rapports de pouvoir (Chanteau 1998 : 70). Les journalistes commentent les événements et prennent des positions sur les actualités, faisant ainsi partie de la production des rapports de pouvoir dans la société. La dimension culturelle est liée à la dimension politique : en offrant au public du contenu avec une certaine position ou opinion le discours journalistique exerce une domination culturelle sur le public (Chanteau 1998 : 72). Il indique indirectement quelles sont les manières dominantes de penser dans la culture d'une société. Néanmoins, le contenu du discours journalistique est aussi en partie délimité par les lecteurs des journaux sans lesquels les journaux ne survivraient pas économiquement (*ibid.*). Ainsi, aucun journal ne rejetterait complètement les idées de ses lecteurs, choisissant préférentiellement de les renforcer (*ibid.*).

Effectivement, pour être crédible, le journal doit refléter au moins partiellement les idées et les opinions dominantes de la société. Cette crédibilité signifie qu'il y aura une diffusion payante, et par conséquent, le journal aura une position d'autorité dans la société. Comme quelques journaux profitent d'une position d'autorité, le gouvernement

sera obligé de tenir compte du contenu du discours journalistique et également de faire attention à son comportement afin de créer une bonne image de soi au média. Les journaux suivent attentivement les actions du gouvernement, ce qui pousse le gouvernement à rendre ses actions visibles. (Chanteau 1998 : 79).

On peut dire que les journalistes sont des acteurs politiques car ils déterminent comment « le jeu politique » se déroule dans les journaux. Ils se trouvent au niveau le plus haut du champ médiatique et ils profitent d'une position dominante de la parole médiatique. (*Id.* p. 73). Il est particulièrement important de prendre en compte cette position dominante en étudiant les éditoriaux parce que même si leurs contenus sont basés sur les faits, en fin de comptes ils sont de la pure création journalistique.

2.2. Analyse critique du discours

L'analyse du discours touche à plusieurs branches de la science. Bien qu'elle ait des particularités spécifiques dans différentes branches, l'essence de la théorie est la même : étudier la construction sociale du sens. De ce fait, l'analyse du discours appartient au cadre théorique du constructivisme social. Selon l'idée de base de l'analyse du discours, les discours construisent la réalité et en même temps la réalité détermine les façons possibles d'utiliser la langue. (Pietikäinen 2009 : 7, 12, 17).

L'analyse du discours est une théorie qui est utilisée pour étudier le contenu et le contexte d'un discours oral ou écrit. Dans notre mémoire, nous utiliserons une variation de l'analyse du discours, nommée *l'analyse critique du discours* (désormais abrégée en ACD) comme théorie de base pour notre analyse. L'ACD est une variation de l'analyse du discours dont un de fondateurs est Norman Fairclough. Dans cette théorie, on affirme que le discours est toujours lié au pouvoir et à l'idéologie. Néanmoins, les relations entre l'usage de la langue et l'exercice du pouvoir et les traits idéologiques ne sont pas toujours évidentes dans les discours (Fairclough 1995b : 54). L'ACD a pour but d'essayer de dévoiler la connexion entre la langue et l'exercice du pouvoir, et c'est pourquoi l'analyse est dite « critique » (*ibid.*).

Dans les sous-chapitres qui suivent, nous allons présenter des éléments qui peuvent être étudiés au sein de l'ACD. Le champ de l'ACD est vaste et c'est pourquoi les éléments sur lesquels les chercheurs se concentrent dans ses études varient. Il aurait été possible

d'inclure encore plus d'éléments à notre analyse ou bien choisir d'analyser des éléments différents, mais après plusieurs lectures de notre corpus et une analyse préliminaire, nous avons choisi de nous concentrer sur la représentation, le pouvoir, l'idéologie et la polyphonie. Tous les éléments sont liés les uns aux autres.

2.2.1. Représentation

La représentation dans le contexte de l'analyse du discours signifie la manière de représenter les événements, les situations, les relations, les personnes, les objets et les circonstances dans un texte. Les textes ne représentent pas directement des réalités mais ils constituent différentes versions de la réalité qui varient selon les positions sociales, les intérêts, et les objectifs de leurs producteurs. Les manières de représentation sont le résultat des choix que l'auteur a fait en produisant le texte. Tout ce qui est exclu ou inclus, explicite ou implicite, au premier plan ou à l'arrière-plan résulte de choix. L'idéologie et les motivations sociales jouent un rôle important derrière les choix de représentation. (Fairclough 1995b : 102-104).

Dans l'analyse de la représentation, on se concentre sur ce qui est présent et ce qui est absent dans le texte, c'est-à-dire que l'on analyse les choix de représentation mentionnés dans le paragraphe précédent. Il existe différents degrés de présence à partir desquels on peut créer une échelle de présence des choses qui sont absentes jusqu'aux choses qui sont au premier plan. (*Id.*, p. 106). L'illustration de cette échelle se trouve dans la figure 2.

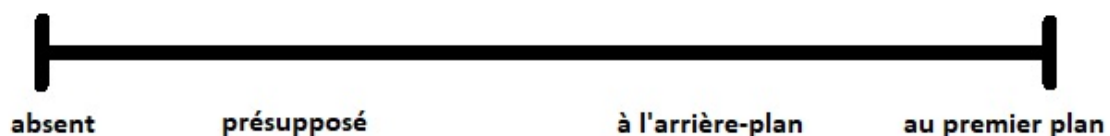


Figure 2 : L'échelle de présence.

Les choses qui ne se manifestent pas dans le texte sont absentes. L'auteur a pu les laisser de côté soit intentionnellement soit inconsciemment. Le contenu présupposé, à son tour, est présent mais seulement dans le sens implicite du texte. Les présupposés sont des contenus qui sont présentés comme de l'information allant de soi et déjà

validés (Maingueneau 2007 : 116). Les choses qui sont explicitement présentes dans le texte peuvent être de l'information donnée à l'arrière-plan ou au premier plan (Fairclough 1995b : 106). Souvent, et en particulier quand la proposition principale précède la proposition subordonnée, c'est la proposition principale qui contient l'information du premier plan et la proposition subordonnée qui inclut le contenu de l'arrière-plan. (*Id.*, p. 119).

D'après Fairclough (*id.*, p. 106-107), « chaque texte est une combinaison des sens explicites – ce qui est vraiment 'dit' – et des sens implicites – ce qui 'n'est pas dit' mais qui est donné comme pris, présupposé. À l'aide des présuppositions, la nouvelle information est attachée à la vieille information, les choses inconnues sont attachées à ce qui est déjà connu, et les connaissances contestables sont attachées aux connaissances déjà assurées. En étudiant les présuppositions dans le texte, on peut déduire comment le texte positionne son lecteur : quelles choses sont considérées comme évidentes et lesquelles sont expliquées. (*Ibid.*).

L'analyse du vocabulaire est également une partie essentielle de l'analyse de la représentation. Comme nous l'avons déjà vu, les manières de représentation résultent des choix de l'auteur. Le vocabulaire joue un rôle important dans les choix représentatifs parce que le vocabulaire que l'auteur connaît construit certaines catégories dans lesquelles il place ce qui est représenté. (Fairclough 1995b : 109) Par exemple, dans notre corpus, en décrivant l'arrivée des réfugiés en Europe, l'éditorialiste doit décider s'il l'appelle *l'exode*, *l'afflux*, *le flou* ou tout simplement *l'arrivée* des réfugiés.

2.2.2. Pouvoir

Les discours et le pouvoir sont liés car les discours dominants ont tendance à signaler ce qui est considéré comme vrai et / ou normal dans la société. C'est-à-dire que les discours ayant une position dominante et les contenus dominants des discours contribuent à la légitimation de certaines connaissances, vérités et relations sociales dans la société (Jokinen et Juhila 2016 : 87). En analysant l'exercice du pouvoir dans les discours, le pouvoir est traité comme un phénomène qui s'est attaché aux pratiques sociales. On s'intéresse au processus qui permet à certains discours de devenir comme la vérité. (*Id.*, p. 75). Fairclough (1995a : 2) définit le pouvoir dans le discours de la

manière suivante : « The power to control discourse is seen as the power to sustain particular discursive practices with particular ideological investments in dominance over other alternative practices. » Cela veut dire donc que ceux qui réussissent à maintenir certaines pratiques discursives avec certains traits idéologiques comme pratiques dominantes ont du pouvoir discursif. Par conséquent, il est possible d'influencer les gens et leurs actions par l'usage des discours dominants. On peut même dire que les discours contribuent à la création de la réalité parce qu'ils définissent les limites de la réalité sociale et influencent les actions des personnes. (Kunelius 2003 : 225).

La théorie de l'ACD est utilisée pour élucider les moyens par lesquels le pouvoir et l'idéologie sont exprimés et reproduits dans et par le discours (Fairclough 1995a : 17, 28). Le but principal de l'approche critique de l'analyse du discours est de montrer comment les idéologies et les rapports de pouvoir influencent les discours et que les discours ont un rôle essentiel dans la construction des relations sociales et des systèmes de connaissances (Fairclough 1992 : 12).

Pour analyser les rapports de pouvoir entre les discours, il est nécessaire de chercher les discours dominants dans le corpus. Ce sont les discours qui ont une position hégémonique, c'est-à-dire la position la plus importante. En plus des discours dominants, il faut prendre en compte également les autres discours visibles et chercher à les identifier le mieux possible. (*Id.*, p. 76-78). Pour trouver les discours dominants, il faut se concentrer sur les similitudes entre les discours trouvés dans le corpus. En général, les discours hégémoniques ont certaines caractéristiques avec lesquelles ils peuvent être identifiés : ils se répètent ou ils paraissent évidents. (*Id.*, p. 80). Parmi les éditoriaux étudiés dans ce mémoire, nous pouvons dire que les discours dominants sont ceux qui sont présents dans plus d'un journal. Par exemple, un discours dominant est celui de la glorification d'Angela Merkel dans la gestion de la crise migratoire car on peut le trouver dans les éditoriaux du *Monde* et de *Libération*.

En analysant les rapports de pouvoir dans les discours, on étudie le contenu des discours dans le corpus. On s'intéresse à ce qui est dit dans le discours, ce qui peut être dit de l'opérateur dans le discours, quelles sont les relations entre les opérateurs, et comment on détermine les opérateurs du discours. (Fairclough 1992 : 85-86). Dans le cadre de

notre travail, nous affirmons que les éditoriaux ont du pouvoir social et en analysant les éditoriaux nous étudierons comment le pouvoir est représenté et reproduit.

2.2.3. Idéologie

En général, les idéologies sont présentes dans l'étude des journaux parce que ceux-ci ont des traits idéologiques. Nous n'entrons pas vraiment dans l'étude des idéologies des journaux complets dans ce mémoire car notre corpus consiste seulement en une partie du journal, les éditoriaux. Néanmoins, ce mémoire inclura l'analyse idéologique au niveau des éditoriaux et leurs messages parce que nous analyserons des propriétés du texte qui sont potentiellement idéologiques. D'après Fairclough (1995 : 2), les caractéristiques du vocabulaire et des métaphores, la grammaire, les présuppositions et les implicatures, les règles de courtoisie, la structure générique et le style sont des propriétés qui ont possiblement des traits idéologiques.

2.2.4. Polyphonie

Quand les journalistes écrivent des textes, ils font entendre également d'autres voix dans leurs textes. Ce phénomène s'appelle la *polyphonie*. Selon Tuomarla (2000 : 41), il s'agit de la polyphonie quand la personne qui parle n'est pas la même personne qui prend en charge le discours. La polyphonie se manifeste dans le discours rapporté, l'énonciation proverbiale, l'usage de l'ironie, et l'usage des guillemets, entre autres (*ibid.*). La polyphonie comme sujet est vaste et il serait possible de faire un mémoire uniquement sur ce thème, mais notre étude se concentre sur plusieurs éléments discursifs. Dans ce qui suit, nous présenterons donc seulement les éléments de la polyphonie qui sont pertinents du point de vue de notre étude.

Le discours rapporté se divise en deux catégories : le discours rapporté direct et indirect. Le discours rapporté direct est signalé par l'usage de certains indices, tels que les guillemets, un verbe de citation et autres signes typographiques, comme les deux points ou l'italique. On peut dire que les guillemets de citation indiquent la polyphonie, c'est-à-dire la présence de plusieurs locuteurs. Même si une citation avec les guillemets et un verbe de citation s'appelle discours rapporté direct, on peut dire qu'elle n'est presque jamais fidèle car la citation représente toujours seulement une partie du discours du locuteur cité et sa longueur varie d'un mot à plusieurs phrases. La citation se trouve dans un nouveau contexte, ce qui veut dire qu'elle constitue une nouvelle situation

discursive. En plus, quand on cite, on place les mots d'autrui dans un nouveau discours qui est coloré, marqué et jugé par l'attitude du nouveau locuteur. (Tuomarla 2000 :14). Maingueneau (2007 : 124-125) est du même avis et il ajoute qu'il n'est même pas certain que les paroles citées aient été dites en réalité ; il se peut qu'il s'agisse par exemple d'une énonciation rêvée ou future.

En général, la présence des guillemets indique un changement de plan d'énonciation, ce qui est typique dans le genre comme l'éditorial parce que l'auteur participe à un débat social avec son texte. Typiquement, l'éditorial met en scène plusieurs voix desquelles il s'éloigne ou auxquelles il montre son soutien. (Maingueneau 2007 : 112). En se servant du discours direct avec les guillemets l'auteur peut donc se mettre à distance de l'opinion du locuteur originel. Avec les guillemets on peut également chercher à donner une impression d'authenticité en montrant qu'il rapporte les mots exacts du locuteur cité. Il est aussi possible d'utiliser les guillemets pour se montrer objectif et sérieux (*Id.*, p. 125).

En utilisant le discours indirect, l'auteur peut changer de plan d'énonciation également sans guillemets comme dans l'exemple a :

- a. [...] la chancelière a constaté la faillite du système européen [...] (*Le Monde* 09.09.2015)

D'après Maingueneau (2007 : 131), le discours rapporté indirect est souvent présenté sous la forme d'une proposition subordonnée, par exemple : « Elle a dit que... ». Toutefois, ce type de discours indirect ne se manifeste pas vraiment dans notre corpus.

Des *îlots textuels*, par contre, peuvent être trouvés dans notre corpus. Ce terme vient de Maingueneau (2007 : 133) et il fait référence à une citation courte, isolée avec l'italique et/ou les guillemets parmi le texte. Selon Maingueneau (*ibid.*), il s'agit d'un « fragment que tout à la fois il [l'auteur] utilise, mentionne, emploie et cite ». L'îlot textuel est donc une citation courte qui est attribuée à l'énonciateur du discours cité.

Outre la citation, l'utilisation des guillemets à quelques autres fins. En les employant, l'auteur peut montrer qu'il veut se démarquer du contenu entre guillemets et indiquer au lecteur que ce qui est entre guillemets ne correspond pas aux idées de l'auteur. (Maingueneau 2007 : 142-143). L'exemple b montre ce type d'usage des guillemets :

- b. L'Europe devra se donner les moyens d'une politique migratoire commune. Cela suppose de s'entendre sur une liste de pays dits « sûrs », dont les ressortissants n'ont pas vocation au statut de réfugié politique [...]. (*Le Monde* 01.09.2015)

Dans cet exemple, on peut avancer l'interprétation selon laquelle l'auteur cherche également à donner un effet ironique. Ainsi, on peut constater que les usages des guillemets sont divers.

2.3. Corpus

Le corpus de cette étude consiste en 21 éditoriaux tirés de trois journaux nationaux français : *Le Monde*, *Le Figaro* et *Libération*. Parmi les 21 articles, six proviennent du *Monde*, huit du *Figaro* et sept de *Libération*. Nous avons eu les versions électroniques des journaux à notre disposition pendant la collection des articles. Pour trouver les éditoriaux, nous avons utilisé l'outil de recherche qui se trouvait dans la page de chaque journal, et nous avons fait la recherche en utilisant le paramètre du « date précise » et nous avons limité notre recherche aux éditoriaux. Comme en 2015 s'est présenté l'apogée de la crise migratoire, nous avons choisi d'analyser des éditoriaux publiés en 2015. Plus précisément, nous avons parcouru tous les éditoriaux cherchant ceux qui parlent de la crise migratoire pendant les mois d'août et de septembre. Le choix de ce cadre temporel a été motivé par le fait que le nombre de réfugiés arrivant en Europe était particulièrement élevé pendant les mois estivaux, alors nous avons pensé qu'il serait fructueux d'examiner des éditoriaux juste à la fin de l'apogée pour analyser les réactions et les opinions des journaux sur l'Union européenne et son activité.

Parmi les éditoriaux trouvés, nous avons sélectionné pour l'analyse ceux qui mentionnaient l'Union européenne dans le cadre de la crise migratoire. Nous voulons souligner qu'en français les termes « Union européenne » et « Europe » sont utilisés presque comme des termes interchangeables. Par conséquent, nous avons également pris en compte des contenus des articles dans lesquels on fait la référence à l'« Europe ». Nous pensons qu'il est pertinent d'inclure aussi des occurrences avec le terme « Europe », même s'il existe la possibilité que le journaliste se réfère à l'« Europe » dans le sens du continent, parce que la crise migratoire touche toute l'Europe et les pays européens doivent coopérer pour résoudre la crise. Comme la coopération entre les pays européens dans ce contexte équivaut pratiquement au fonctionnement de l'Union européenne, nous constatons qu'il n'importe pas vraiment lequel de ces termes est

utilisé. Naturellement, les occurrences de l'« Europe » qui font clairement la référence au continent sont ignorées dans cette analyse.

Même si les journaux régionaux sont de loin plus vendus que les journaux nationaux, nous avons choisi d'étudier des éditoriaux de la presse nationale afin d'avoir une approche plus internationale, en accord avec notre thème. Tous les trois journaux sont généralistes. Durant l'époque prise en compte dans notre étude, la diffusion totale en France et à l'étranger du *Monde* était environ de 280 000 exemplaires. La diffusion du *Figaro* était approximativement de 298 000 et celle de *Libération* était environ de 83 000.¹⁰ Comme ces journaux atteignent un nombre significatif de lecteurs, il est justifié d'analyser quel type d'image de l'Union européenne ils transmettent aux lecteurs.

Ces trois journaux ont été choisis également pour obtenir une échelle des différentes lignes éditoriales. La ligne politique du *Monde* est parfois dite être de centre gauche bien que le journal même revendique d'une ligne non partisane (*Le Monde*, 30.10.2010)¹¹. *Le Figaro* a une ligne éditoriale droite conservatrice tandis que *Libération* se situe politiquement plutôt au gauche. Parmi ces trois journaux, *Le Monde* et *Le Figaro* ont généralement été considérés plutôt pro-européens, tandis que *Libération* est plus critique envers l'Union européenne. Il sera intéressant de voir si ces idées générales à propos de ces journaux se manifesteront dans le cadre de notre analyse.

2.3.1. Éditoriaux

Dans ce chapitre, nous justifierons d'abord les raisons pour lesquelles nous avons choisi d'étudier les éditoriaux et de limiter notre étude uniquement aux articles de type éditorial. Ensuite, nous parcourrons les caractéristiques des éditoriaux et la fonction du genre éditorial comme formateur d'opinions.

L'éditorial comme genre de la presse écrite est un type de commentaire et un article du genre de l'opinion (Herman et Jufer 2001 : 125), mais il est séparé des autres articles

¹⁰ Pour connaître la diffusion des journaux, nous avons consulté le 15 février 2017 le site <http://www.acpm.fr>. L'ACPM signifie l'Alliance pour les chiffres de la presse et des médias.

¹¹ *Le Monde* 30.10.2010 http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/10/30/ligne-politique-par-veronique-maurus_1433279_3232.html consulté le 9 février 2017.

d'opinion dans le journal (comme les lettres envoyées par les lecteurs), ce qui prouve sa position spéciale. En effet, l'éditorial se trouve généralement dans les premières pages d'un journal et il « jouit d'une position prestigieuse au sein de la rédaction » (*ibid.*).

Nous nous sommes intéressée à l'analyse des éditoriaux parce qu'ils indiquent la position du journal envers de différents sujets actuels ou importants (Albert 1989 : 72, cité par Le 2010 : 39). Cette position est déterminée par les rédacteurs en chef et les propriétaires du journal. L'éditorialiste a donc beaucoup de responsabilité quant au contenu de son texte. Généralement, les dirigeants du journal décident le sujet et ils choisissent l'auteur de l'éditorial (ou bien les auteurs parce que parfois les journaux ont plus d'un éditorial). Traditionnellement, l'éditorial n'est pas signé justement parce qu'il exprime la position de la rédaction, ce qui est toujours le cas avec *Le Monde* (Herman et Jufer 2001 : 130). Toutefois, actuellement il existe des journaux qui ont ses éditoriaux signés, par exemple les deux autres journaux dans notre étude, *Le Figaro* et *Libération*. Cela peut donner l'impression que l'éditorial représente l'opinion de son auteur. D'après Herman et Jufer (2001 : 132), on peut remarquer la tendance du texte éditorial de devenir de plus en plus la représentation d'un commentaire d'un individu que l'opinion du journal. Néanmoins, il s'agit d'un texte qui ne peut pas être décrit (au moins uniquement) comme étant l'opinion personnelle de l'éditorialiste parce que la rédaction décide le sujet du texte et le contenu doit aussi avoir son soutien. De toute façon, l'éditorial fait partie du journal qui est l'instance auctoriale supérieure. Par conséquent, nous ne considérons pas que le fait que quelques éditoriaux de notre corpus sont signés et d'autres ne le sont pas soit pertinent du point de vue de notre étude.

Selon Chanteau (1998 : 78), il existe une hiérarchie entre les journalistes : les auteurs des éditoriaux sont des journalistes comme le rédacteur en chef ou un journaliste ayant un statut politique, c'est-à-dire des personnes ayant une position haute dans la hiérarchie. D'après Chanteau (*ibid.*), le travail rédactionnel est divisé de cette manière dans les trois journaux inclus dans cette étude, *Le Monde*, *Le Figaro* et *Libération*. Les rédacteurs des éditoriaux expriment leurs avis et la position générale du journal quant au sujet traité, et normalement le même sujet sera abordé également d'ailleurs dans le journal dans la forme d'article d'un autre type.

« Editorials depict how media perceive and react to the world around them » (Le 2010 : xi). Chaque éditorial montre donc quelle est la vision du monde du journal et quelles

sont ses réactions envers les événements politiques, c'est-à-dire que les journaux construisent leurs identités dans une large mesure à travers des éditoriaux. On peut dire que les éditoriaux montrent l'identité socio-culturelle du journal à un moment donné (Le 2010 : xi). L'idéologie dominante du journal et/ou les opinions de l'auteur ont également un effet sur le contenu des éditoriaux (Herman et Jufer 2001 : 136). Néanmoins, l'éditorialiste doit essayer de satisfaire les attentes de ses lecteurs et du propriétaire du journal (*ibid.* : 136, 148).

Selon notre idée, les journalistes écrivant des éditoriaux peuvent exprimer leurs opinions plus facilement et plus clairement que ceux qui écrivent des reportages sur les événements de l'actualité. Suivant cette idée, nous avons choisi justement des éditoriaux pour notre analyse. Nous supposons que les éditoriaux peuvent offrir plus de matériel adéquat pour notre étude que les articles et les reportages des actualités. En plus, d'après nos recherches, il n'existe pas autant de mémoires de maîtrise sur les éditoriaux que sur les articles d'actualité, alors notre mémoire, pour sa part, pourrait contribuer à l'étude des éditoriaux.

Les éditoriaux sont fortement liés à la société et à la culture. Leurs contenus et leurs visions s'appuient sur les faits et sur les idées exposées dans la société (Herman et Jufer 2001 : 134). Les éditoriaux jouent un rôle essentiel dans la formation des opinions et dans l'expression des idéologies dans leurs discours. Nous adoptons la conception de Teun A. van Dijk sur les éditoriaux et leurs fonctions dans notre analyse : « They play a role in the formation and change of public opinion, in setting the political agenda, and in influencing social debate, decision making and other forms of social and political action » (van Dijk, 1996)¹². On peut donc constater que les journalistes et les journaux peuvent exercer un pouvoir significatif à travers de leurs éditoriaux. Cependant, l'exercice du pouvoir est limité car, d'après Herman et Jufer (2001 : 135), les journaux doivent adopter une opinion pas trop éloignée de celle du public car il est difficile d'être en désaccord complet avec la majorité des gens. Le rôle puissant des éditoriaux peut être partiellement expliqué par le fait qu'ils jouissent d'un grand nombre de lecteurs : selon Van Dijk (1996), les éditoriaux appartiennent au groupe des discours d'opinion

¹² Van Dijk, Teun A. 1996 : « Opinions and Ideologies in Editorials » : <http://www.discursos.org/unpublished%20articles/Opinions%20and%20ideologies%20in%20editorials.htm> consulté le 22 mars 2017.

les plus répandus dans la société. On peut dire que l'opinion formulée dans un éditorial n'est pas (forcément) une opinion personnelle de l'éditorialiste mais elle est l'opinion d'une institution, bien qu'elle ait été écrite par une personne (van Dijk 1996). Comme nous l'avons déjà mentionné, les éditoriaux déterminent l'opinion d'un journal particulier.

3. Analyse de l'image de l'Union européenne

Dans cette partie du travail, nous analyserons l'image de l'Union européenne (désormais abrégée en l'UE) dans le cadre de la crise migratoire transmise par les éditoriaux choisis pour notre étude. Avec l'*image* de l'UE, nous nous référons à l'image, à l'impression ou au concept que l'on se fait d'elle en lisant les éditoriaux. Plus précisément, nous nous intéressons aux questions suivantes : comment l'UE est présentée dans les textes et quelle est l'impression que les textes donnent de l'Union ? Du point de vue de l'analyse du discours, le but principal est d'étudier quel type de discours est maintenu sur l'UE dans les éditoriaux du *Monde*, du *Figaro* et de *Libération*.

Pour réaliser notre étude, nous avons d'abord lu les éditoriaux minutieusement en nous concentrant sur toutes les parties du texte traitant l'UE. Nous voulons souligner que les auteurs des éditoriaux ne se réfèrent pas à l'Union européenne toujours en ces termes mais en utilisant des termes comme *l'Europe* (comme nous avons déjà vu auparavant dans ce travail), *l'Union*, *les Vingt-Huit* et *les pays de l'Europe*. Parfois on ne parle pas directement de l'UE mais des pays membres individuellement (par exemple de l'Allemagne), mais nous avons pris en compte également ces passages parce qu'ils donnent aussi une information importante de l'image de l'UE. Ensuite, nous avons examiné et interprété le contenu des passages abordant notre objet de recherche. Après cette analyse préalable, nous avons établi des catégories à partir de nos observations pour réaliser une analyse plus profonde sur le discours sur l'UE. Ces catégories sont les différents discours que nous avons trouvés sur l'UE.

Dans ce qui suit, nous analyserons donc l'image de l'Union européenne à partir des catégories discursives établies et nous terminerons notre analyse en comparant les images obtenues des trois journaux avec l'une et l'autre. Nous utiliserons des extraits tirés de notre corpus dans l'analyse en abrégeant les nombres des journaux de la manière suivante : *Le Monde* sera abrégé en *LM*, *Le Figaro* en *LF* et *Libération* en *Libé*.

3.1. Image de l'Union européenne dans les éditoriaux du *Monde*

Les éditoriaux du *Monde* nous ont donné les catégories suivantes : *L'UE face au défi majeur*, *L'UE inactive*, *L'UE ne réussit pas à gérer la crise*, *L'Allemagne a pris les*

rênes dans l'UE, Les pays membres de l'UE en désaccord, et L'essence et les valeurs de l'UE. À la fin, nous avons la catégorie qui s'appelle *L'image après le 22 septembre* dans laquelle nous verrons si les descriptions sur l'UE ont changé après le 22 septembre car ce jour-là les ministres de l'Intérieur de l'Union européenne ont trouvé un accord sur la répartition des 120 000 migrants, ce qui était considéré comme un changement majeur dans la situation complexe de la crise migratoire¹³. Pourtant, l'analyse de l'après-22 septembre ne peut pas être décrite comme exhaustive car le corpus entre cette date et la fin de notre cadre temporel (le 30 septembre) ne consiste qu'en un seul éditorial. En plus, nous n'avons pas pu établir une comparaison semblable dans les chapitres concernant les deux autres journaux parce qu'ils n'ont pas publié des éditoriaux sur notre sujet entre le 22 et le 30 septembre.

3.1.1. L'UE face au défi majeur

1. L'Union européenne au défi de l'immigration. (Titre) (LM 01.09.2015)
2. Elle [l'UE] est maintenant en première ligne. Elle doit s'organiser face à cette crise majeure et durable. (LM 01.09.2015)
3. Face à la crise migratoire sans précédent à laquelle l'Europe est confrontée [...] (LM 10.09.2015)

Ces extraits du corpus indiquent clairement que selon les éditoriaux du *Monde*, l'arrivée des immigrés pose un véritable challenge à l'Union européenne. Le challenge est référé par les mots *défi* et *crise*. Dans le premier extrait, on constate simplement que l'immigration est un défi pour l'UE. Le deuxième extrait décrit la crise avec les adjectifs *majeur* et *durable*, ce qui souligne la gravité de la crise. On dit également que l'UE est en première ligne, ce que signifie qu'elle est dans une position importante et elle a beaucoup de responsabilité. Étant en première ligne, on suppose qu'elle est à la tête de la résolution de la crise. En plus, cet extrait donne le pouvoir à l'UE parce qu'il place l'organisation en première ligne sans mettre en question cette position. D'après l'extrait numéro trois, cette crise migratoire est plus grave que les crises antérieures en Europe, ce qui renforce l'idée d'une situation particulièrement grave.

¹³ Voir par exemple cet article sur *Le Monde* : http://www.lemonde.fr/europe/article/2015/09/22/l-union-europeenne-s-accorde-sur-la-repartition-en-deux-temps-de-120-000-refugies_4767331_3214.html consulté le 19 mars 2017.

Le document officiel du Conseil de l'Union européenne sur la décision prise le 22 septembre 2017 : <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32015D1601> consulté le 19 mars 2017.

3.1.2. L'UE inactive

4. Migrants et réfugiés : Europe, réveille-toi ! (Titre) (LM 24.08.2015)

5. Dans l'UE, tout se passe comme si ni les opinions ni nombre de gouvernants n'avaient encore pris la mesure du drame en cours. (LM 01.09.2015)

6. Peut-être faudra-t-il cette photo [celle d'Alan Kurdi] pour que l'Europe ouvre les yeux. Et comprenne un peu ce qui arrive. (LM 03.09.2015)

Les auteurs des éditoriaux écrivent que l'UE manque d'action dans la crise. Le titre d'un éditorial (l'extrait quatre) fait allusion à l'UE dormante en suggérant qu'elle devrait *se réveiller* – l'Union est si inactive qu'elle paraît être en train de dormir. Le verbe *se réveiller* inclut une présupposition d'un acteur dormant, donc ici on a l'impression que l'UE dort. *Dormir* et *se réveiller* sont des verbes qui exigent un acteur humain parce qu'une organisation ne peut pas dormir, alors il s'agit d'une personnification. L'extrait numéro cinq décrit l'ignorance des gouvernants envers la crise – rien ne paraît avoir changé dans l'organisation et les gouvernants ne paraissent pas avoir compris l'amplitude de la crise en cours. La même ignorance est évoquée dans l'extrait six et, par conséquent, le lecteur pense que l'Europe a les yeux fermés et qu'elle devrait les ouvrir pour voir et ainsi comprendre ce qui se passe. Ce passage mentionne également la photo de l'enfant syrien mort noyé¹⁴ en proposant qu'elle pourrait ouvrir les yeux des européens. L'auteur suggère implicitement que l'inaction de l'UE est si grave que les dirigeants européens devraient voir une photo aussi choquante que celle de l'enfant syrien sur la plage. Dans la phrase « Et comprenne un peu ce qui arrive », l'expression *un peu* renforce la présupposition que l'UE ne paraît pas comprendre du tout la gravité de la situation, donc même *un peu* plus de compréhension de ce qui arrive aiderait.

7. Mais ils [Angela Merkel et François Hollande] peuvent, et doivent, ensemble, lancer enfin l'appel à la mobilisation générale dont l'Union européenne a cruellement besoin pour comprendre qu'il faut d'urgence changer de paradigme sur ce dossier. (LM 24.08.2015)

Selon le passage numéro sept, l'Union européenne a entrepris quelques actions mais elle n'agit pas suffisamment pour régler la crise. Cet extrait fait penser qu'Angela Merkel et

¹⁴ Plus d'information sur la photo qui a choqué toute l'Europe : <https://www.theguardian.com/world/2015/sep/02/shocking-image-of-drowned-syrian-boy-shows-tragic-plight-of-refugees> et sur l'incident : <http://www.bbc.com/news/world-europe-34141716>. Les deux sites consultés le 22 mars 2017.

François Hollande sont les chefs de l'UE dans cette affaire parce qu'ils sont les personnes qui devraient « lancer enfin l'appel à la mobilisation générale » pour toute l'Union. L'utilisation du verbe *pouvoir* signale, en effet, que leur position politique dans la crise migratoire leur permet de mener l'action. Le verbe *pouvoir* indique également qu'il s'agit d'une obligation éthique : si l'on peut aider, il faut le faire car il est moralement bien d'aider les gens dans le besoin. Le verbe *devoir*, pour sa part, indique qu'ils ont la responsabilité d'agir. Il s'agit également d'une obligation politique dans ce cas-là. Selon l'auteur, l'UE n'a pas compris que la situation requiert des actions rapides, et il utilise l'adverbe *cruellement* pour souligner le besoin urgent de cet appel à la mobilisation.

8. A Bruxelles, la Commission européenne prêche dans le désert. (LM 24.08.2015)

Dans l'extrait huit, l'auteur exprime l'inaction de l'UE en écrivant que « la Commission européenne prêche dans le désert ». *Prêcher dans le désert* est une expression qui provient de la Bible, mais son sens a changé depuis, et actuellement, elle signifie 'parler sans être écouté', 'parler dans le vide, inutilement'¹⁵. Ici, l'éditorialiste veut dire que la Commission européenne essaye de faire des plans pour résoudre la crise migratoire mais les pays membres l'ignorent. Le fait que la branche exécutive parle sans être écoutée par le reste de l'organisation donne une impression disparate de toute l'UE, ce que nous interprétons comme quelque chose de négatif car nous pensons que pour bien fonctionner l'UE devrait avoir une ligne uniforme. En plus, si l'UE ne réussit pas régler la crise au niveau européen, qui peut le faire ?

9. Berlin tire le signal d'alarme et propose des pistes. Paris n'en est encore qu'à constater, comme l'a fait Laurent Fabius, le ministre des affaires étrangères, dans un entretien publié par Le Journal du dimanche, qu'il s'agit d'une « crise considérable et qui va durer » - doux euphémisme. Londres fait mine de ne pas voir plus loin que le bout de l'Eurotunnel. (LM 24.08.2015)

¹⁵ Pour voir la signification de l'expression *prêcher dans le désert* : <http://www.expressio.fr/expressions/precher-dans-le-desert.php> consulté le 10 avril 2017.

L'origine de l'expression provient de l'Évangile selon Saint Matthieu, chapitre 3 : 1-2 : *En ces-jours-là parut Jean le Baptiste, prêchant dans le désert de Judée, et disant : « Repentez-vous car le royaume des cieux est proche. »* Le sens de 'prêcher dans le désert' est différent ici, car Jean le Baptiste a réussi à faire venir à lui tous ceux qui voulaient se faire baptiser, donc il n'a pas parlé sans être écouté.

Le passage de la Bible : <https://bible.catholique.org/evangile-selon-saint-matthieu/3183-chapitre-3> consulté le 8 mai 2017.

L'extrait neuf souligne les différences entre les attitudes de l'Allemagne, la France et la Grande Bretagne. Selon l'éditorialiste, l'Allemagne a fait un effort en signalant la gravité de la situation et en proposant des mesures. Néanmoins, les propositions ne suffisent pas – les actions manquent. La France est restée au niveau de constatation, c'est-à-dire qu'elle n'a pas agi non plus. L'éditorialiste cite le ministre des affaires étrangères de l'époque de la publication de l'éditoriale, Laurent Fabius, qui, selon l'éditorialiste, décrit la situation comme une « crise considérable et qui va durer ». L'utilisation des guillemets dans ce contexte peut être interprétée comme un éloignement de la part de l'éditorialiste des mots du ministre. Le commentaire « doux euphémisme » de l'auteur montre qu'à son avis la description de Laurent Fabius n'est qu'un euphémisme, une description atténuée et adoucie de la situation réelle, et qu'il n'est pas d'accord avec Laurent Fabius, ce qui explique l'utilisation des guillemets. La Grande Bretagne « fait mine de ne pas voir plus loin que le bout de l'Eurotunnel », ce qui signifie qu'elle fait semblant de ne pas voir la crise migratoire à laquelle il faudrait s'adresser. Cet extrait fait penser que les pays essaient d'ignorer la situation pour éviter la prise de mesures. L'Allemagne agit activement pour s'adresser à la crise mais le reste de l'UE paraît inactif.

3.1.3. L'UE ne réussit pas à gérer la crise

10. Débordées, l'Italie puis la Grèce crient au secours depuis longtemps – en vain. (LM 24.08.2015)

11. [...] nos Etats-providence, encore malmenés par la crise de 2008, lourdement endettés, faisant souvent face à un chômage massif, en proie, pour certains, à un malaise identitaire sérieux, sont désespérés face à l'afflux des migrants. (LM 03.09.2015)

12. [...] la chancelière a constaté la faillite du système européen [...] (LM 09.09.2015)

Ces extraits (10, 11, 12) signalent que l'UE ne réussit pas à se débrouiller avec la crise. L'extrait neuf relève que l'Italie et la Grèce ont eu besoin d'aide avec l'afflux des migrants déjà depuis longtemps mais leurs cris au secours ont été *en vain*. Cela signifie implicitement que l'UE n'a pas réussi à les aider. L'auteur humanise les actions de l'Italie et la Grèce en utilisant le verbe *crier* dans la phrase. Ce verbe exige normalement un acteur humain, mais ici une partie de l'UE, l'Italie et la Grèce, est personnifiée. L'adjectif *désespéré* de l'extrait numéro dix donne au lecteur l'idée que l'UE n'a pas la situation sous contrôle, ce qui donne l'image de l'UE perdue avec la situation migratoire. L'éditorialiste se réfère aux autres problèmes qui ont touché

l'Europe pendant la dernière décennie comme une cause de l'incapacité de l'UE de résoudre la crise. Selon l'extrait 11, Angela Merkel a dit que le système de l'UE ne fonctionne pas. Elle exprime le dysfonctionnement de la manière claire et forte en utilisant le mot *faillite*, qui est défini comme « insuccès patent de quelque chose »¹⁶ par Larousse. Cela donne une image négative de l'UE et renforce l'idée de l'incapacité de l'organisation.

3.1.4. L'Allemagne a pris les rênes de l'UE

On peut voir clairement que selon les éditoriaux, l'Allemagne a pris le contrôle à la place de l'Union européenne et elle est le membre le plus actif dans la crise migratoire. Cette constatation est renforcée par le grand numéro des passages dans les éditoriaux qui appartiennent à cette catégorie.

13. Tardivement mais clairement, l'Allemagne a, ces derniers jours, pris la mesure des choses et le fait savoir. (LM 24.08.2015)

14. La réponse européenne enfin. Pour une fois, Merkel a pris les affaires européennes en main et assumé son rôle de puissance dominante. (LM 09.09.2015)

Les passages 13 et 14 montrent que l'Allemagne a commencé à activement régler la crise migratoire européenne. Les adverbes *tardivement* et *enfin* signalent que les actions ont quand même été prises tardivement ; il aurait fallu commencer par régler la crise il y a longtemps. Dans l'extrait 13, l'éditorialiste constate que l'Allemagne *fait savoir* qu'elle agit dans la crise. On peut l'interpréter que l'Allemagne agit clairement et les mesures qu'elle a prises sont visibles pour tout le monde. Cette phrase fait penser que l'Allemagne est dans la position de chef dans l'UE, et l'extrait 14 soutient cette impression en annonçant qu'Angela Merkel a *assumé son rôle de puissance dominante*. Selon ces extraits, Angela Merkel, ou bien l'Allemagne, est la puissance dominante dans l'UE qui agit pour toute l'organisation.

15. L'Allemagne, a-t-il [le ministre de l'intérieur, Thomas de Maizière] dit, va s'organiser en conséquence, mais il faut impérativement « des solutions européennes ». (LM 24.08.2015)

16. Dimanche, le vice-chancelier Sigmar Gabriel et le ministre des affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier, deux figures importantes du Parti social-démocrate, ont

¹⁶ La signification du mot *faillite* : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/faillite/32695> consulté le 22 mai 2017.

appelé à une répartition plus équitable des réfugiés entre Etats membres de l'UE et plaidé pour la création d'un « code d'asile européen ». (LM 24.08.2015)

Dans les extraits 15 et 16, on peut voir que même si l'Allemagne a pris en charge la crise migratoire pour la part de toute l'UE, elle souligne l'importance de l'action européenne, c'est-à-dire qu'elle essaye de motiver les autres pays membres à apporter leur contribution pour surmonter la crise. Elle ne veut ni ne peut résoudre la crise seule, c'est pourquoi elle demande des « solutions européennes » (l'extrait 15). Le contenu des solutions européennes est révélé dans l'extrait 16 qui provient du même éditorial : elles pourraient signifier une répartition plus équitable des réfugiés entre les pays membres et la création d'un code d'asile européen. Nous pensons qu'avec cette expression on peut faire référence également aux mesures que les membres de l'UE pourraient prendre ensemble, mais ces mesures sont toujours à découvrir. En tout cas, il s'agirait d'une sorte de coopération entre les pays membres, ce qui représente l'idéal de l'esprit européen depuis la fondation de l'organisation. Demander des solutions européennes indique implicitement que, selon l'Allemagne, les solutions européennes ne sont pas encore en marche et que les autres pays ne contribuent pas suffisamment. Il semble que les pays membres soient rétifs à avancer des solutions européennes. L'idée de la création d'un code d'asile européen dans l'extrait 16 est similaire : l'Allemagne ne peut pas recevoir tous les réfugiés seule, ce qui signifie que les autres pays membres doivent activement participer à la résolution de la crise pour qu'on puisse répartir les réfugiés d'une manière équitable.

Il faut noter que les deux expressions, « des solutions européennes » et « un code d'asile européen » sont mis entre guillemets. Le lecteur comprend qu'il s'agit probablement des expressions utilisées en réalité par les dirigeants de l'Allemagne. Toutefois, l'éditorialiste a décidé de les mettre entre guillemets au lieu de les citer indirectement sans guillemets, ce qui leur donne plus de poids. Nous interprétons qu'ici l'éditorialiste se veut neutre et qu'il utilise les guillemets pour renforcer l'image de son objectivité.

17. La chancelière a convoqué ce qui est au cœur de l'Union européenne – « les droits civils universels », selon ses mots – pour appeler à un sursaut commun de « solidarité », requis par une situation qui, pour être exceptionnelle, n'en va pas moins être durable. (LM 01.09.2015)

18. Mme Merkel, dont le pays est le plus généreux dans ce domaine, appelle les plus réticents d'entre ses membres, les nations de l'Est, à faire preuve de solidarité. (LM 01.09.2015)

On parle de la solidarité dans les passages 17 et 18. L'Allemagne essaye de rappeler les autres pays membres de contribuer aux actions visant à résoudre la crise en montrant de la solidarité, ce qui signifie par exemple accueillir des réfugiés, participer activement à la gestion commune des frontières extérieures, et assister le financement des opérations maritimes dans la Méditerranée. La chancelière allemande se réfère même aux droits civils universels pour renforcer son message. L'auteur a mis entre guillemets, « les droits civils universels » et le sursaut commun de « solidarité », ce qui souligne ces termes, et de nouveau, le lecteur a l'impression qu'il s'agit vraiment des mots qu'Angela Merkel a utilisés. L'auteur clarifie que ce qui est entre guillemets provient d'elle en disant « selon ses mots ». Par l'usage des mots exacts de la chancelière allemande, l'éditorialiste cherche à donner une impression objective. En plus, comme les droits civils universels et la solidarité sont des concepts abstraits, en les mettant entre guillemets l'éditorialiste n'a pas besoin d'expliquer ses contenus exacts et il laisse la responsabilité à l'énonciateur originel de ces concepts.

L'extrait 18 contient une affirmation selon laquelle l'Allemagne reçoit le plus grand nombre de réfugiés, tandis que les pays de l'Est de l'Europe n'ont pas apporté leur pierre à l'édifice. Ici, il faut quand même tenir compte des différences entre les pays de l'Europe occidentale et orientale quant au niveau de vie : les populations de plusieurs pays de l'Ouest ont un niveau de vie assez haut, tandis que la grande partie des pays de l'Est ont des problèmes sociaux graves et le niveau de vie des gens est en général plus bas que dans les pays occidentaux. Il n'est pas surprenant que l'Allemagne soit le pays le plus généreux quant à l'accueil des réfugiés parce qu'elle est un pays grand et riche et la majorité de son peuple mène une vie de niveau assez haut. Alors, de ce point de vue on peut mettre en doute la justesse des demandes selon lesquelles les pays de l'Est devraient faire preuve de solidarité, du moins s'il s'agit d'une preuve aussi grande que celle de l'Allemagne. Ce fait n'est pas mentionné dans l'éditorial, et l'éditorialiste qualifie les pays de l'Est de « réticents ». On voit donc que *Le Monde* a une position tendancieuse sur ce sujet et il ignore l'image complète de la situation. On peut constater que le journal a également une idéologie pro-allemande.

19. Angela Merkel, la fierté de l'Europe (titre) (LM 09.09.2015)

20. [...] la chancelière allemande a été à la hauteur de l'enjeu. (LM 09.09.2015)

21. Dans cette crise, Angela Merkel fait avancer la construction communautaire. (LM 09.09.2015)

22. Mais, lorsque les réfugiés ont afflué en Europe par centaines de milliers, cet été, Angela Merkel a su concilier éthique de responsabilité et éthique de conviction, défendre les valeurs de l'Europe, prendre les décisions opérationnelles qui s'imposent... et faire un extraordinaire coup de communication. (LM 09.09.2015)

Ces quatre extraits (19-22) mettent Angel Merkel sur un piédestal. D'après l'éditorialiste, elle est « la fierté de l'Europe ». Cette phrase peut être interprétée comme signalant que l'Europe n'a pas bien traité la crise migratoire mais Angela Merkel agit de la manière dont on peut être fier. Dans l'extrait 20, on dit qu'elle a été « à la hauteur de l'enjeu », ce qui signifie qu'elle a été 'capable d'assumer une situation'¹⁷, dans ce contexte la situation étant la crise migratoire. Selon l'extrait 21, c'est elle qui a fait avancer la construction communautaire au lieu de l'UE. Néanmoins, d'après l'éditorialiste, la construction communautaire semble inclure seulement la résolution de la crise migratoire, et il oublie que l'Europe aurait besoin également d'autres types de mesures, par exemple une amélioration dans la situation économique et une meilleure coopération pour combattre les risques de sécurité causés par le terrorisme.

L'extrait 22 glorifie Angela Merkel comme la reine de l'UE qui a su prendre les mesures requises par la situation critique. La liste des qualités d'Angela Merkel donne l'impression d'une personne avec une capacité remarquable de gérer la crise en tête de toute l'UE. Elle est présentée comme une héroïne : Angela Merkel a défendu les valeurs de l'Europe et elle a pris les décisions opérationnelles pour l'UE. Il faut noter qu'on ne spécifie pas dans l'éditorial quelles sont « les valeurs de l'Europe ». Selon le Traité de Lisbonne¹⁸, elles sont les suivantes :

« L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'Etat de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux Etats membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes. » (Le Traité de Lisbonne de l'UE).

D'après notre interprétation, la dignité humaine, les droits de l'homme et la solidarité sont les trois valeurs les plus pertinentes du point de vue de la crise migratoire. Nous

¹⁷ La signification de l'expression *être à la hauteur* : <http://www.linternaute.com/dictionnaire/fr/definition/etre-a-la-hauteur/> consulté le 29 mars 2017.

¹⁸ Le Traité de Lisbonne : https://www.traité-de-lisbonne.fr/Traite_de_Lisbonne.php?Traite=2 consulté le 8 mai 2017.

interprétons donc que ces trois valeurs sont en particulier celles qu'Angela Merkel a défendues.

3.1.5. Les pays membres de l'UE en désaccord

Les éditoriaux présentent l'UE comme une organisation non stable à cause du désaccord entre les pays membres à propos de la gestion de la crise migratoire.

23. [...] L'Europe devra se donner les moyens d'une politique migratoire commune. Cela suppose de s'entendre sur une liste de pays dits « sûrs », dont les ressortissants n'ont pas vocation au statut de réfugié politique ; d'unifier les législations sur le droit d'asile ; d'accepter une clé de répartition des migrants décidée en commun. (LM 01.09.2015)

D'après l'extrait 23, l'Europe sera obligée de se procurer les outils pour trouver une politique migratoire commune. Cela implique que les pays membres n'arrivent pas à parvenir au consensus sur l'accueil des réfugiés et d'autres fonctions faisant partie de la politique migratoire. On ne spécifie quand même pas dans l'éditorial pourquoi le consensus ne peut pas être atteint. L'auteur énumère les sujets sur lesquels les États membres n'arrivent pas à être d'accord et qui empêchent le processus de création de la politique migratoire commune. On peut percevoir un ton ironique quand l'éditorialiste mentionne la liste des pays dits « sûrs ». La mise entre guillemets du mot *sûr* indique ici que l'éditorialiste doute qu'il existe des pays qui pourraient être qualifiés de sûrs parmi les pays d'où viennent les réfugiés. Les guillemets signifient alors qu'ici l'auteur utilise le mot sûr dans un sens qui ne correspond pas à son sens normal. L'apparence de l'ironie peut être interprétée comme une mise en doute du plan de politique migratoire commune.

24. [...] cet échec des Européens à décider ensemble d'un minimum d'action collective face aux drames des réfugiés. (LM 15.09.2015)

Dans le passage 24, l'éditorialiste décrit le désaccord comme un *échec* : les pays de l'UE ne sont capables ni de réaliser un minimum d'action collective même si les réfugiés souffrent et se trouvent dans les circonstances dramatiques. En annonçant que même le « *minimum* d'action collective » est impossible pour l'UE, l'éditorialiste critique fortement l'UE, et on a l'impression que tout type d'action collective est impossible pour les pays membres.

25. Il n'y aura pas de politique commune de l'Union européenne (UE) à l'égard des réfugiés fuyant les guerres de la banlieue sud de l'Europe – de la Syrie à l'Irak. Face à

une tragédie humanitaire à ses marches, l'UE est incapable d'action collective. Ses vingt-huit membres ne peuvent se mettre d'accord sur les quelques opérations de solidarité et de bon sens proposées par le président de la Commission, le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker. (LM 15.09.2015)

Il poursuit de la même manière dans l'extrait 25 en constatant que l'UE est incapable d'action collective en dépit de la tragédie humanitaire qui se déroule à ses frontières. Ceci nous laisse avec une idée inactive de l'UE et fait penser qu'elle est intentionnellement ignorante de la misère des réfugiés. Bien que le président de la Commission européenne ait proposé des actions communes pour tous les pays membres, ils n'arrivent pas à se mettre d'accord. La raison du désaccord est exprimée plus tard dans l'éditorial et nous le verrons dans l'analyse de l'extrait 26.

L'auteur désigne les pays d'où les réfugiés viennent avec les mots « la banlieue sud de l'Europe », ce qui est dans l'éditorial une métaphore pour dire *les pays de la Syrie à l'Irak*. Selon le Dictionnaire Larousse, le mot 'banlieue'¹⁹ signifie « Ensemble des localités administrativement autonomes qui environnent un centre urbain et participent à son existence », mais en réalité, il a souvent des connotations négatives, et il est utilisé pour désigner les régions suburbaines posant des problèmes sociaux. Comme dans le contexte de la crise migratoire, on se réfère souvent au côté problématique des pays en guerre et souffrant de la violence, on peut assumer qu'ici *banlieue* est utilisé dans le sens négatif. Avec cette expression métaphorique, l'éditorialiste oppose l'Europe avec les pays de la Syrie à l'Irak et les désigne de manière négative. En plus, il les regroupe sous un seul mot et ainsi simplifie l'image en oubliant qu'il s'agit de pays différents dans des situations différentes.

26. L'Allemagne et la France ont échoué à faire l'unanimité des Européens sur les propositions de la Commission : répartition « solidaire » (« obligatoire », disait François Hollande) de quelque 120 000 réfugiés des guerres [...] installation aux frontières de l'UE de structures chargées d'enregistrer les demandes d'asile politique et celles concernant les migrants économiques ; esquisse d'un début d'harmonisation des législations sur l'asile politique au sein de l'Union.

Au terme d'échanges peu aimables, le front du refus d'Europe centrale et orientale a empêché un accord en bonne et due forme qui aurait ressemblé à une réponse collective de l'Europe. Pas question pour ces pays-là d'accepter le principe d'une répartition, même décidée ensemble, des réfugiés – peu importe le nombre, c'est affaire de souveraineté. (LM 15.09.2015)

¹⁹ Le sens du mot *banlieue* : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/banlieue/7849> consulté le 22 mai 2017.

Cet extrait (26) illustre également le désaccord entre les pays membres de l'UE en constatant qu'il n'existe pas d'unanimité entre eux. Ils n'ont pas accepté les propositions de la Commission sur les mesures pour gérer la crise. Ce qui distingue cet extrait des autres extraits dans cette catégorie est le fait que l'éditorialiste exprime la situation comme l'échec de deux pays : l'Allemagne et la France. Ces deux pays « ont échoué à faire l'unanimité des Européens sur les propositions de la Commission ». Ceci donne l'impression que l'Allemagne et la France seraient désignées pour faire aboutir toute l'UE à un consensus sur ce sujet.

La répartition des réfugiés est décrite comme « solidaire » entre guillemets, ce qui donne au mot *solidaire* un sens ironique : il ne s'agit pas vraiment de la solidarité mais de l'obligation parce que la situation migratoire est devenue si critique. Pour montrer le vrai sens du mot « solidaire », l'auteur cite François Hollande qui a décrit la répartition comme « obligatoire ».

L'éditorialiste constate que ce sont certains pays de l'Europe centrale et orientale, « le front de refus d'Europe centrale et orientale », qui ont empêché l'accord pour la répartition des réfugiés. On peut dire qu'il porte une accusation contre le groupe de ces pays pour être l'obstacle à la formation d'une réponse collective européenne, « un accord en bonne et due forme » et pour voir le plan comme une menace pour leurs souverainetés nationales. Il paraît même frustré avec la position des pays qui ont refusé le plan de répartition. Comme dans l'extrait 18, l'éditorialiste adopte un point de vue partiel. Il ne mentionne rien sur les raisons possibles derrière ce refus ou sur les différences entre les pays de l'Ouest et l'Est ; il se contente seulement d'accuser les pays refusés pour leur manque de réponse commune européenne.

3.1.6. L'essence et les valeurs de l'UE

Avant de commencer l'analyse des extraits de cette catégorie, nous allons examiner l'essence et les valeurs de l'UE parce que dans les extraits qui suivent, on se réfère souvent aux valeurs de l'organisation sans spécifier ce qu'elles contiennent.²⁰

²⁰ Les valeurs de l'Union européenne dans sa Constitution : <http://www.robert-schuman.eu/fr/supplements-lettre/0185-les-valeurs-de-l-union-dans-la-constitution-europeenne> consulté le 11 mai 2015.

27. Laissons de côté le fait que l'attitude des obstructionnistes est peu conforme aux valeurs fondatrices de l'UE : après tout, l'immigration ne fait pas partie, ou seulement très peu, des compétences communautaires. Evitons les leçons de morale qui, venant du monde politico-médiatique, ont peu de chance de convaincre les Etats réfractaires – la Hongrie, la Slovaquie, la Tchéquie, la Roumanie, par exemple [...] (LM 15.09.2015)

Dans l'extrait 27, l'éditorialiste se réfère aux valeurs fondatrices de toute l'Union européenne, bien qu'il n'explique pas ce qu'elles sont. Il mentionne que l'immigration n'appartient pas, « ou seulement très peu » aux compétences communautaires de l'Union. L'attitude des pays qui n'acceptent pas les mesures proposées par la Commission n'est pas en accord avec les valeurs fondatrices de l'Union. L'éditorialiste appelle une partie des pays de l'UE *réfractaires*, ce qui signifie qu'ils sont des adversaires dans l'UE dans le cadre de la crise migratoire. L'auteur même nomme quelques pays qui appartiennent à ce groupe des pays qui refusent le plan de répartition des réfugiés. Cet extrait montre une partie des pays de l'Union sous un mauvais jour.

28. Elle réagit comme une association d'Etats liés par un accord de marché unique et pas grand-chose d'autre. C'est une régression par rapport à ses ambitions originelles. (LM 15.09.2015)

Selon l'extrait 28, l'UE paraît ne pas donner beaucoup d'importance à ses aspirations initiales et elle réagit comme si elle était uniquement une organisation avec des buts économiques. « C'est une régression par rapport à ses ambitions originelles » signifie qu'elle s'est éloignée de ce qu'elle était avant. On a donc l'impression que l'UE a changé et qu'elle a perdu au moins une partie de son essence originelle.

29. La chancelière a convoqué ce qui est au cœur de l'Union européenne – « les droits civils universels », selon ses mots [...] (LM 01.09.2015)

L'éditorialiste écrit dans l'extrait 29 que selon la chancelière (dans ce contexte, on se réfère à Angela Merkel), les droits civils sont au cœur de l'UE. L'auteur a mis *les droits civils universels* entre guillemets pour montrer qu'il s'agit des mêmes mots qu'Angela Merkel a utilisés. Cela signifie que l'UE est, avant tout, une organisation qui promeut les droits civils, donc cela devrait être au centre de toutes ses actions. Angela Merkel réfère également à la Déclaration universelle des droits de l'homme selon laquelle chaque personne persécutée a le droit de solliciter un asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays.²¹

²¹ Voir l'introduction de ce travail.

30. Il [l'échec] n'est pas seulement le symbole d'une Europe qui se referme face aux malheurs de l'époque, une Europe qui entend ignorer la tragédie qui frappe à ses portes. C'est le sens de l'Union européenne qui est remis en question. Elle prétend avoir une politique extérieure commune, défendre des valeurs universelles, afficher l'exemplarité de ses démocraties, en somme être autre chose qu'une simple zone de libre-échange. (LM 15.09.2015)

D'après le passage numéro 30, le fait que les États membres ne sont pas parvenus à l'unanimité sur les propositions de la Commission est le signe d'une Europe qui ignore la tragédie des réfugiés. La fermeture et l'ignorance modifient le sens de l'UE. L'éditorialiste écrit que le sens de l'UE est « remis en question », ce qui signifie quelque chose de grave et donne une image altérée de l'UE. Pour renforcer la gravité de la situation, l'auteur liste les tâches que l'UE prétend avoir ou faire. En d'autres mots, il veut dire que l'UE n'a pas de politique extérieure commune, qu'elle ne défend pas des valeurs universelles, et qu'elle n'affiche pas l'exemplarité de ses démocraties. Selon lui, l'inaction et la divergence de l'opinion au sein de l'organisation font qu'elle n'est qu'une zone de libre-échange.

3.1.7. L'image après le 22 septembre

Le 22 septembre 2015, les pays membres de l'UE se sont mis d'accord sur la répartition des demandeurs d'asile, ce qui a changé les discours sur l'UE dans les éditoriaux du *Monde*.

31. « E pur, si muove ! » - « et pourtant, elle tourne ! ». On pourrait appliquer à l'Europe l'expression de Galilée à propos de la rotation de la Terre. In fine, l'Union européenne (UE) finit par bouger. Parce qu'elle n'a pas le choix. (LM 24.09.2015)

On peut voir que le changement de la ligne de conduite est surprenant et remarquable, car dans le passage 31, l'éditorialiste s'y réfère avec la réplique fameuse de Galilée en défendant sa théorie selon laquelle la Terre tourne autour du Soleil. Comme il s'agissait d'un changement bouleversant au niveau de la compréhension scientifique du monde, l'utilisation de cette phrase transmet l'idée du changement majeur également dans la politique de l'UE. Elle était obligée de « bouger », c'est-à-dire de se mettre d'accord sur les mesures de gestion de la crise tragique. L'utilisation de l'expression *in fine*²², ce qui

²² La signification de l'expression *in fine* : <http://dictionnaire.reverso.net/francais-synonymes/in%20fine> consulté le 6 mars 2017.

veut dire à *la fin*, renforce l'idée qu'il était grand temps que l'UE prenne des mesures significatives.

32. On redoutait l'incapacité de l'UE à mener la moindre action collective face à une tragédie qui concerne notre continent au premier chef. Peut-être était-on trop pessimiste. (LM 24.09.2015)

33. L'UE est débordée pour quelques semaines, mais elle a un plan d'action raisonnable. (LM 24.09.2015)

Selon l'éditorialiste (dans l'extrait 32), il était peut-être trop pessimiste de craindre que l'UE ne soit pas capable de mener une action collective. Il faut souligner quand même qu'il utilise l'adverbe *peut-être*, ce qui signifie qu'il n'est pas complètement sûr de la capacité de l'UE à mener une action collective malgré le pas que l'Union a pris le 22 septembre. Dans l'extrait 33, l'éditorialiste constate que l'UE a « un plan d'action raisonnable », c'est-à-dire qu'elle a au moins un plan pour améliorer la situation critique. Ces trois extraits (31-33) dans cette catégorie montrent que l'UE a le pouvoir de changer les discours sur elle-même en changeant la forme de son action. Ils donnent également une image de l'UE améliorée.

3.2. Image de l'Union européenne dans les éditoriaux du *Figaro*

Nous avons classé les passages pertinents pour notre analyse que nous avons trouvés dans les éditoriaux du *Figaro* sous les catégories suivantes : *L'UE ne distingue pas les réfugiés des guerres et migrants économiques*, *L'Allemagne à la tête de l'UE*, *L'UE manque d'organisation et de responsabilité*, *La politique d'asile de l'UE est un échec*, *L'UE a un rôle crucial*, et *Les pays membres ont abandonné les principes de l'UE*.

3.2.1. L'UE ne distingue pas les réfugiés des guerres et migrants économiques

34. D'abord, il est urgent de distinguer tous ceux qui fuient la guerre et ses horreurs, réfugiés syriens et irakiens notamment, des autres candidats à l'exil, sans-papiers en quête d'une vie meilleure. C'est précisément l'objectif de la chancelière allemande. (LF 26.08.2015)

35. La générosité envers les réfugiés politiques n'est concevable que si la plus grande fermeté est opposée aux clandestins économiques. (LF 26.08.2015)

Les éditorialistes du *Figaro* soulignent la nécessité de faire la distinction entre les réfugiés fuyant la guerre et les migrants économiques. Selon l'extrait 34, c'est le but

d'Angela Merkel dans la politique migratoire de l'UE. Elle représente ici au moins partiellement l'UE, car elle a adopté la position de chef de l'UE au sujet de la migration et les réfugiés. L'éditorialiste constate implicitement que l'UE ne fait pas bien la distinction entre ces deux groupes même s'il est « urgent » d'après *Le Figaro* de savoir qui a le droit à un refuge. L'extrait 35 confirme la nécessité de la distinction ; l'éditorialiste constate que l'UE ne peut pas être généreuse envers les réfugiés politiques si parmi eux il y a également des « clandestins économiques ».

3.2.2. L'Allemagne à la tête de l'UE

36. Dans l'Europe d'aujourd'hui malmenée par les crises – financière, grecque, migratoire –, il n'y a qu'un maître à bord et il ne fait pas bon lui résister. Ce maître, c'est l'Allemagne, puissance économique dominante, désormais politiquement décomplexée. (LF 15.09.2015)

L'Europe souffre de plusieurs crises, mais elle a un leader, l'Allemagne, qui essaye de conduire l'UE pour qu'elle puisse se débrouiller dans les circonstances critiques. Le fait que l'Allemagne, un seul pays membre, est le « maître » de l'UE « malmenée par les crises » donne l'impression que la situation est relativement chaotique au sein de l'UE. Comme l'Union est censée être un projet commun des pays européens nous considérons que l'essence de l'Union a changé depuis sa création si elle est dirigée par un seul pays membre.

37. Le sursaut vient d'Angela Merkel, qui tente de tirer ses homologues de leur torpeur. (LF 17.08.2015)

38. La chancelière en appelle à l'ensemble des responsables de l'Union pour trouver des solutions à l'afflux des centaines de milliers de migrants qui arrivent [...] (LF 26.08.2015)

Pourtant, il est important de noter que selon les éditoriaux du Figaro, l'Allemagne n'est pas dans la position de chef de l'UE parce qu'elle cherche à y être, mais parce que les autres chefs des États membres ne prennent pas les rênes dans la crise migratoire. On pourrait dire qu'elle est donc obligée d'essayer d'administrer le règlement de la situation si elle veut la dépasser un jour.

Selon l'extrait numéro 37, les homologues d'Angela Merkel se sont figés dans « leur torpeur », ce qui signifie qu'ils ne réagissent pas à la crise. Le mot *torpeur* fait référence

à une sorte d'indolence ou même à la veulerie. Selon Larousse, il veut dire l'« état de quelqu'un chez qui l'activité psychique et physique, la sensibilité sont réduites²³. *Torpeur* a donc une connotation très négative, et il s'agit ainsi d'une accusation grave envers les homologues d'Angela Merkel. La chancelière allemande essaye de réveiller les autres dirigeants pour qu'ils participent activement avec elle au règlement de la crise migratoire. L'usage d'une expression aussi forte que celle-là permet à l'auteur de mettre l'accent sur la gravité de la situation. Le même message se répète dans l'extrait 38, selon lequel Angela Merkel appelle les autres pays membres à chercher ensemble des solutions à l'arrivée des centaines de milliers de migrants en Europe. On peut donc interpréter que selon les éditoriaux, les pays de l'UE, sauf l'Allemagne, ne font pas un effort pour résoudre la crise.

39. La colère de Berlin devant le refus de certains États membres de se plier à des quotas obligatoires de réfugiés peut s'expliquer : près de 100.000 ont frappé à la porte du pays depuis le début du mois. Mme Merkel attend la solidarité de « toute l'Europe », mais elle néglige quelque peu sa responsabilité. (LF 15.09.2015)

40. Si dans l'Europe allemande la coercition s'exerce au mépris des souverainetés, on verra bientôt la tentation d'en sortir ailleurs qu'en Grèce ou en Grande-Bretagne. (LF 15.09.2015)

Dans le passage 39, l'éditorialiste écrit explicitement que l'UE néglige partiellement sa responsabilité, c'est-à-dire que les pays membres laissent la responsabilité à l'Allemagne qui est le seul pays membre exerçant l'activité dans ce sujet. L'auteur considère que la dirigeante de l'État allemand est en colère devant certains États membres qui n'ont pas accepté les quotas de réfugiés. Un nombre énorme de réfugiés ont frappé à la porte de l'Allemagne et elle fait de son mieux pour les accueillir, mais certains autres membres de l'Union ne montrent pas de solidarité, ce qui irrite l'Allemagne. D'après l'éditorialiste, Angela Merkel attend la solidarité de « toute l'Europe ». Il a mis *toute l'Europe* entre guillemets pour montrer qu'il s'agit des mots prononcés par la chancelière allemande, et cela donne plus de crédibilité au message de l'éditorial.

Selon l'extrait 40, l'Allemagne doit quand même essayer de se contenir avec la coercition qu'elle exerce sur les autres pays européens, car, en fin de compte, il faut respecter leurs

²³ La signification du mot *torpeur* : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/torpeur/78523?q=torpeur#77599> consulté le 22 mai 2017.

souverainetés. L'auteur utilise l'expression « l'Europe allemande » ce qui pousse à se demander si, selon lui, l'Europe est devenue allemande car l'Allemagne agit comme un conducteur de toute l'UE dans la crise migratoire.

3.2.3. L'UE manque d'organisation et de responsabilité

41. Un sursaut est urgent, comme l'ont compris Angela Merkel et François Hollande. Mais les réponses apportées sous le coup de l'émotion ou de la panique ne font souvent qu'aggraver le problème au lieu de le résoudre. (LF 03.09.2015)

D'après le passage numéro 41, les chefs d'État allemand et français ont compris la nécessité de prendre des mesures rapidement. L'éditorialiste ne mentionne qu'Angela Merkel et François Hollande quand il parle de l'urgence d'un sursaut, ce qui laisse entendre implicitement que les autres pays européens n'ont pas compris l'urgence de la situation. Ensuite, il ajoute une remarque que « les réponses apportées sous le coup de l'émotion ou de la panique ne font souvent qu'aggraver le problème au lieu de le résoudre », ce qui peut être interprété comme une sorte d'avertissement aux membres de l'UE pour qu'ils n'agissent pas sans bien réfléchir et sans évaluer les conséquences de leurs actes avant d'agir. En lisant ce passage nous sentons que l'éditorialiste a peu de confiance en l'UE pour prendre les mesures correctes.

42. L'Europe fait tout ce qu'elle peut – quoique dans le plus grand désordre – pour secourir les malheureux jetés en masse sur ses côtes et ses routes. Si elle doit avoir honte, c'est surtout d'entretenir, par de mauvaises réponses, le mirage de l'eldorado qu'elle n'est pas et pour lequel les boat people risquent leur vie. (LF 03.09.2015)

Dans l'extrait 42, l'éditorialiste parle de la manière positive de l'UE en disant qu'elle fait de son mieux dans la situation pour secourir les migrants arrivant par la Méditerranée. Toutefois, il critique l'UE pour être en désordre de marche. En plus, il l'accuse d'avoir entretenu « le mirage de l'eldorado qu'elle n'est pas » pour lequel les migrants ont pris des risques. Ceci peut être interprété comme une accusation d'irresponsabilité envers l'UE. Nous pensons que l'idée derrière les mots de l'éditorialiste est que l'Union a donné une image d'accueillante chaleureuse de soi-même aux personnes fuyant la guerre et la violence, ce qui les a encouragés à essayer d'aller jusqu'en Europe en dépit de grands risques. L'éditorialiste utilise le terme *boat people* pour faire référence aux migrants qui traversent la Méditerranée en bateau. Ce terme se réfère également aux réfugiés qui ont fui le Vietnam par voie de mer pour des raisons économiques et politiques après la guerre du Vietnam. Pour avoir choisi le

même mot, l'éditorialiste compare les réfugiés actuels avec les réfugiés de la guerre du Vietnam.

43. [...] il est irresponsable de faire naître chez des millions de déplacés un espoir qui restera lettre morte. (LF 07.09.2015)

La critique de l'UE continue dans l'extrait 43. De nouveau, on décrit l'UE comme un acteur irresponsable pour avoir donné de l'espoir « qui restera lettre morte », ce qui signifie un espoir 'qui n'est plus valable'²⁴, donc *un espoir vain*. L'éditorialiste mentionne qu'il s'agit de « millions de déplacés » pour renforcer son message et la gravité de cette irresponsabilité.

3.2.4. La politique d'asile de l'UE est un échec

Le discours de l'UE ayant une politique d'asile inopérante est le discours le plus dominant dans les éditoriaux du *Figaro*. Dans ce qui suit, nous identifierons plus exactement les contenus de ce discours.

44. Inutile de dire que le dispositif permanent et obligatoire mis en place pour répartir 160 000 personnes dans les pays de l'Union risque d'apparaître très vite insuffisant. Les réfugiés, combien seront-ils demain ? Sans doute des millions, fuyant la terreur islamiste. (LF 07.09.2015)

45. Depuis le début de cette année, 500 000 demandeurs d'asile ont frappé à la porte de l'UE. Où sont-ils dans les calculs de la Commission ? (LF 09.09.2015)

Selon les passages 44 et 45, la politique d'asile de l'UE est inopérante déjà au niveau du nombre des réfugiés que les pays peuvent accueillir. Le plan est de répartir 160 000 personnes dans les pays de l'Union, ce qui est loin d'être suffisant. D'après l'éditorialiste, les réfugiés seront bientôt « sans doute des millions », donc les plans de l'UE ne sont pas une solution durable. Les quotas fixés par l'UE sont trop petits en considérant la quantité des demandeurs d'asile déjà arrivés en Europe. Les mesures prises par l'UE sont insuffisantes et son plan est irréaliste, ce qui donne l'impression que l'organisation ne comprend pas la dimension de la crise migratoire. Cette opération donne au lecteur l'image de l'UE incapable de faire face à la situation.

²⁴ La signification de l'expression *rester lettre morte* : <http://dictionnaire.reverso.net/francais-definition/lettre%20morte> consulté le 13 avril 2017.

46. [...] la démarche a d'autant moins de chances d'aboutir qu'elle ignore superbement les causes du problème et risque même de l'aggraver en créant un nouvel appel d'air. (LF 04.09.2015)

47. Une réponse efficace à l'afflux croissant de déshérités d'Afrique et du Moyen-Orient suppose de s'attaquer aux sources du mal. (LF 04.09.2015)

Un autre problème dans la politique migratoire européenne est la manière dont l'UE règle la crise : comme les extraits 46 et 47 l'indiquent, l'UE ne s'attaque pas aux causes de l'arrivée des réfugiés. « S'attaquer aux sources du mal », est ce qu'elle devrait faire selon l'éditorialiste. La démarche adoptée empêche certainement la réussite du plan et peut même aggraver la situation. Ceci signifie que, selon l'auteur, l'UE n'a pas adopté une bonne démarche pour la situation. Dans ces extraits, on présuppose donc que l'UE a ignoré les sources du problème. L'éditorialiste utilise le mot *déshérités* pour décrire tous les migrants qui arrivent en Europe d'Afrique et du Moyen-Orient. Ce mot souligne la raison derrière une grande partie des migrants : ils sont démunis des moyens de vivre dignement dans leurs pays d'origine. L'utilisation de ce mot fait penser que l'éditorialiste met en contraste *les déshérités*, les personnes venant des sociétés moins développées qui doivent souffrir de la violence chez eux, avec *les Européens*, les personnes vivant en paix dans les sociétés (plus ou moins) développées.

48. La grande faute des Européens est d'avoir subi jusqu'ici cette crise sans tenter de reprendre l'initiative. S'il y a un devoir moral de secourir les victimes de guerres ou de persécutions, pourquoi ne pas ouvrir des « guichets » autour de pays « non sûrs » dûment listés, identifiant les réfugiés éligibles et assurant leur transport vers un pays d'accueil mutuellement accepté ? (LF 03.09.2015)

Dans le passage 48, on continue à critiquer la démarche de l'UE. Selon l'éditorialiste, l'organisation n'a pas fait de son mieux en matière de mesures pratiques : elle aurait dû mieux organiser l'arrivée des réfugiés en établissant des guichets autour des pays considérés comme non sûrs pour identifier les migrants méritant un refuge et assurer leur cheminement jusqu'au pays d'accueil. Le mot *guichets* et le concept des pays *non sûrs* sont mis entre guillemets pour montrer qu'ils ont été utilisés par les dirigeants européens en parlant de ce sujet. De même, on peut interpréter que les guillemets donnent à ces mots un sens ironique : l'auteur critique le comportement de l'UE dans la crise migratoire et il emploie les mots utilisés dans ce contexte par les dirigeants pour renforcer sa critique. D'après ce passage, on a l'impression que l'UE a fait un effort pour régler la crise mais elle n'a pas fait tout ce qu'elle pourrait faire.

49. La politique d'asile est un échec patent, les recalés restant quand même, à l'instar des clandestins attirés par les systèmes sociaux les plus généreux. Schengen et son espace de libre circulation, confort offert aux citoyens, transforme l'Union en passoire pour les trafiquants d'êtres humains et les migrants économiques. Pas plus que les murs érigés ici ou là, l'idée de répartir les réfugiés par « quotas » n'est la solution – comment garder au Portugal ceux qui rêvent d'Allemagne ? Elle exacerbe les divisions sur les « valeurs », certains pays de l'Est ne voulant recueillir que des chrétiens... (LF 03.09.2015)

On relève dans le passage 49 de nouveau le fait que la politique d'asile européenne est inopérante. Ici, l'éditorialiste l'annonce d'une manière forte en utilisant les mots « un échec patent ». Les raisons pour lesquelles la politique d'asile est un échec sont présentées également dans le passage. Une partie des réfugiés qui n'obtiennent pas l'asile restera illégalement dans les pays, car les systèmes sociaux sont généreux et ainsi attractifs. L'idée de Schengen devient contre-productive s'il « transforme l'Union en passoire pour les trafiquants d'êtres humains et les migrants économiques. » Selon l'éditorialiste, l'autre problème sont les quotas pour la répartition de réfugiés parce qu'il est difficile de garder les réfugiés ayant l'asile dans un pays s'ils veulent vivre dans un autre. Il a mis le mot *quotas* entre guillemets pour créer un effet critique et pour montrer qu'il ne croit pas que l'emploi des quotas soit la solution.

D'après l'éditorialiste, le troisième problème est la division sur les valeurs de l'UE entre les pays membres qui ne sont disposés à accueillir que des chrétiens et le reste des pays membres. Il a employé des guillemets également avec le mot *valeurs* pour créer un effet ironique et critiquer le comportement de certains pays de l'Est qui font appel aux *valeurs* pour éviter l'arrivée des réfugiés non chrétiens. En réalité, il n'est pas question des valeurs mais de la politique qui nie le droit d'asile d'une part des réfugiés, même si le droit d'asile est universel.

50. L'avenir le montrera, ce témoignage de générosité se révélera une erreur irréversible. Combien de migrants dits économiques vont continuer à s'engouffrer dans la brèche ?

Dans l'extrait 50, on constate que la politique migratoire de l'UE « se révélera une erreur irréversible », c'est-à-dire que l'UE procède de manière erronée avec les réfugiés. L'auteur paraît être certain avec sa constatation parce que la phrase ne contient aucun indicateur d'incertitude ou de possibilité que la politique migratoire soit une réussite. Il constate simplement que l'avenir montrera que la démarche de l'Union est une erreur. La proposition « ce témoignage de générosité se révélera une erreur irréversible » indique que l'UE est généreuse et elle indique également que selon l'éditorial du

Figaro, l'UE ne devrait pas être généreuse ou aussi généreuse qu'elle a été dans ce domaine. Généralement, le mot générosité a une connotation positive mais dans ce cas-là, il semble signifier quelque chose de négatif. L'éditorialiste confirme sa constatation sur le témoignage de générosité avec la question « Combien de migrants dits économiques vont continuer à s'engouffrer dans la brèche ? ». Cela laisse entendre que la politique migratoire européenne permet à un certain nombre de migrants économiques de « s'engouffrer dans la brèche »²⁵, ce qui signifie 'profiter d'un vide pour s'y introduire', c'est-à-dire profiter de la situation migratoire en Europe. L'UE est donc décrite d'une manière négative dans l'extrait 50 et qu'il est clair que pour l'auteur les actions de l'UE sont erronées.

51. En maniant cette bombe démographique, les dirigeants européens font comme s'il n'y avait pas, avant et à côté de la crise des réfugiés, un problème d'immigration illégale dans nos pays. (LF 09.09.2015)

Dans l'extrait 51, on parle du maniement d'une « bombe démographique », c'est-à-dire d'une très grande quantité de personnes. Cela veut dire que les dirigeants de l'UE se trouvent dans une position lourde de responsabilités. Le mot *bombe* donne une image défavorable de l'arrivée des réfugiés parce qu'elle fait référence à une arme puissante et destructive. Ce choix de mots fait penser que l'arrivée des réfugiés représente une menace pour l'UE. L'éditorialiste dit que les dirigeants européens font comme si le problème de l'immigration illégale était inexistant, c'est pourquoi le passage donne l'impression que l'UE est un acteur assez indigne de confiance. Feindre que le problème n'existe pas met également en doute l'aptitude professionnelle des dirigeants européens aux yeux des lecteurs de l'éditorial dont cet extrait est tiré.

52. Pour masquer l'ampleur des dégâts, les responsables européens mettent l'accent sur les « centres d'enregistrement » que l'UE doit ouvrir ou renforcer en Grèce, en Italie, voire en Hongrie, et sur le passage à la « phase 2 » de son opération navale en Méditerranée, censée arraisonner les passeurs dans les eaux internationales. (LF 14.09.2015)

Le passage 52 donne des images comparables avec l'extrait précédent : masquer l'ampleur des dégâts de la crise migratoire et mettre l'accent sur d'autres sujets pour que les gens ne fassent pas attention à ce qui va mal ne donne pas une impression fiable de

²⁵ La signification de l'expression *s'engouffrer dans la brèche* : <http://www.linternaute.com/expression/langue-francaise/14165/s-engouffrer-dans-la-breche/> consulté le 18 avril 2017.

l'UE. Elle paraît essayer de cacher la vérité. Selon notre interprétation, l'auteur a mis entre guillemets les *centres d'enregistrement* et la *phase 2* de l'opération navale pour mieux illustrer vers quoi l'UE dirige l'attention pour masquer les difficultés.

53. Comment raccompagner chez eux ceux qui ne seront pas éligibles au droit d'asile ? (LF 07.09.2015)

54. Où établir les centres de sélection entre réfugiés et simples migrants ? Le flou est total. Comment obliger les pays européens à accueillir toujours plus d'étrangers sans violer leur souveraineté et ainsi provoquer un éclatement de l'Union ? (LF 07.09.2015)

À la lecture des extraits 53 et 54, on voit que la politique migratoire de l'UE suscite plusieurs questions. Nous interprétons les questions comme des signaux de défiance en ce qui concerne les actions de l'UE. Par conséquent, cette défiance fait que l'éditorial donne l'impression d'incompétence de l'UE. Le nombre de doutes dans le plan de l'Union semble inquiétant ; il est difficile de s'appuyer sur l'idée que l'UE a la situation migratoire sous contrôle.

L'éditorialiste utilise le verbe *raccompagner* dans l'extrait 53 pour décrire le fait de renvoyer les réfugiés à leurs lieux d'origine. Raccompagner sonne une action positive : accompagner les réfugiés sur sa route de retour pour assurer que tout va bien. Quand même, en réalité, il s'agit d'une procédure douloureuse pour les réfugiés qui n'ont pas été acceptés. L'auteur aurait pu utiliser des verbes avec des connotations très négatives comme *exiler* ou *déporter*, mais il a choisi un verbe avec des connotations positives. On peut donc interpréter que l'éditorialiste essaye d'occulter l'expérience négative des réfugiés non éligibles et diriger l'attention à l'UE qui prend soin des réfugiés qu'elle renvoie. On ne sait même pas si c'est le cas en réalité, mais au moins l'éditorialiste cherche à transmettre une image de l'UE qui examine chaque réfugié soigneusement pour décider si il ou elle a besoin d'un asile et puis elle organise un chemin sûr de retour pour les non éligibles.

Dans l'extrait 54, on demande comment obliger les pays membres à accueillir toujours plus d'étrangers ce qui peut être interprété de deux manières différentes. D'après une interprétation, les pays membres ne sont pas disposés à coopérer dans les circonstances critiques comme la crise migratoire, et par conséquent, l'image de l'UE comme organisation est peu solide. L'autre forme de l'interprétation est que l'Union manque d'autorité sur les États membres. Si on a besoin de poser la question « comment obliger les pays européens à accueillir toujours plus d'étrangers », l'image que l'on obtient de

l'UE est peu crédible. On évoque également la possibilité de l'éclatement de l'Union si la souveraineté des pays européens était violée, ce qui met en doute l'engagement des pays membres dans des actions communes de l'organisation, en particulier pendant les temps de crise.

55. Au sein de l'UE, chacun se débat de son côté, avec les moyens du bord, face à un flot ininterrompu. (LF 17.08.2015)

Le manque de disposition à coopérer se reflète également dans l'extrait 55. « Chacun se débat de son côté » donne une impression de relative division de l'UE. Si chaque pays membre se débat de son côté « avec les moyens du bord », il semble que la cohésion entre les pays membres s'est affaiblie. L'idée primordiale de l'UE comme organisation qui se veut une coopération entre les pays membres paraît être perdue.

56. Si le « plan » Merkel-Hollande-Juncker a les atours de la générosité, celle-ci est bien mal ordonnée. À vouloir imposer de nouvelles règles sans tenir compte de la réalité des chiffres ni réfléchir aux conséquences de la méthode choisie, l'Union court à sa perte. (LF 09.09.2015)

Dans l'extrait 56, l'éditorialiste a employé des guillemets avec le mot plan, ce qui montre, dans ce contexte, qu'il utilise ce mot de manière ironique et critique. Il critique la démarche adoptée par Angela Merkel, François Hollande et Jean-Claude Juncker en disant que la générosité dans leur plan est mal ordonnée. Elle est mal ordonnée parce que les créateurs du plan ont ignoré la réalité des chiffres et ils n'ont pas réfléchi aux conséquences de leur plan. Les dirigeants européens ont donc créé un plan au moins partiellement inopérant. La proposition « l'Union court à sa perte » donne une image très négative de l'UE parce qu'elle veut dire que l'Union est destinée à éclater. L'éditorialiste exprime la course à la perte comme étant la faute des trois dirigeants mentionnés : Ils ont voulu imposer de nouvelles règles qui ne fonctionnent pas, alors ils sont responsables des conséquences.

57. [...] les Européens sont invités à « accueillir dans leurs bras », selon la formule de Jean-Claude Juncker, 160 000 réfugiés fuyant la guerre, principalement en Syrie et en Irak, en vertu de quotas fixés autoritairement à Bruxelles. (LF 09.09.2015)

Dans le passage 57, on traite le plan d'accueil des 160 000 réfugiés fuyant la guerre. Selon l'éditorialiste, Jean-Claude Juncker invite les Européens à « accueillir dans leurs bras des réfugiés. L'éditorialiste a mis *accueillir dans leurs bras* entre guillemets pour montrer qu'il s'agit vraiment des mots énoncés par Jean-Claude Juncker et ainsi gagner en objectivité. Il cherche également à faire comprendre au lecteur que ces mots ne

correspondent pas forcément aux idées de l'éditorialiste, c'est-à-dire à s'éloigner du contenu des mots. Ensuite, l'auteur parle des « quotas fixés *autoritairement* à Bruxelles ». On a l'impression qu'il existe une division entre les États membres et quelques dirigeants européens parce que l'éditorialiste se réfère aux « quotas fixés *autoritairement* à Bruxelles ». Nous avons déjà vu comment les États membres sont divisés entre eux sur la gestion de la crise migratoire dans l'extrait 55, mais ici il s'agit d'une division entre les pays dirigeants qui prennent les décisions à Bruxelles et le reste de l'Union. L'adverbe *autoritairement* laisse vraiment entendre qu'un groupe consistant en certains États membres exerce le pouvoir au-dessus des autres. La division met en doute la durabilité de l'UE, car nous pensons que pour bien fonctionner, elle devrait rester cohérente et coopérative.

Les extraits dans cette catégorie montrent que *Le Figaro* a une position critique envers l'UE. Les mots utilisés sont forts et les éditorialistes n'essayent pas de cacher l'idéologie du journal.

3.2.5. L'UE a un rôle crucial

58. Si l'UE n'est pas capable de rétablir l'ordre à ses frontières extérieures, les drames se multiplieront et la « maison commune » deviendra elle-même un mirage. (LF 03.09.2015)

59. [...] la gravité du drame que vivent les réfugiés devrait imposer, par respect pour eux comme pour les citoyens européens, un devoir de vérité et une obligation de réussite aux dirigeants de l'Union. (LF 09.09.2015)

Les passages 58 et 59 mettent l'accent sur le rôle crucial de l'UE dans la gestion de la crise. Dans le premier passage, l'éditorialiste renforce l'importance du rétablissement de l'ordre aux frontières extérieures en disant que « les drames se multiplieront » si l'UE ne réussit pas à le faire. La proposition subordonnée « si l'UE n'est pas capable de rétablir l'ordre à ses frontières extérieures » évoque la possibilité d'un échec ; c'est-à-dire que la formulation de la phrase montre que l'éditorialiste n'est pas certain de la réussite de l'UE. En cas d'échec, la « maison commune » des pays membres de l'Union ne sera qu'un mirage. L'auteur a employé des guillemets avec la *maison commune* pour donner un effet ironique à ce concept. Plusieurs pays riches, particulièrement les pays fondateurs de l'Union, considèrent l'UE comme la *maison commune* et ils ont un sentiment communautaire fort, tandis que les pays plus pauvres avec des problèmes sociaux graves ne la sentent pas forcément comme la *maison commune*.

Dans le passage numéro 59, on parle même d'un « devoir de vérité » et d'une « obligation de réussite », ce qui signifie qu'il s'agit vraiment d'un devoir obligatoire de réussir pour les dirigeants européens. Pour conclure : les enjeux sont majeurs – il s'agit de vies humaines.

3.2.6. Les pays membres ont abandonné les principes de l'UE

60. L'un après l'autre, les pays d'Europe – de la Roumanie aux Pays-Bas – rétablissent les contrôles aux frontières, modifient leur législation, mobilisent l'armée ou envisagent de déclarer l'état d'urgence. Les accords de Schengen sur la libre circulation n'existent plus que sur le papier. Ceux de Dublin, qui rendent le pays d'arrivée responsable de l'accueil, sont devenus inapplicables face aux millions de candidats à l'exil massés en Turquie, au Liban, en Jordanie et en Libye. (LF 14.09.2015).

L'éditorialiste évoque le fait que plusieurs pays européens ont abandonné les principes de l'UE dans l'extrait 60. Ils ont pris des mesures comme le rétablissement des contrôles aux frontières, la modification de leur législation, la mobilisation de leur armée ou la déclaration de l'état d'urgence. Un des points cruciaux de l'UE – la libre circulation – « n'existe plus que sur le papier », c'est-à-dire qu'elle ne se réalise plus comme avant. L'accord de Dublin est devenu inapplicable face au nombre énorme des demandeurs d'asile. La phrase sur l'accord de Dublin peut également signifier que les pays membres de l'UE ont *dû* abandonner le principe du pays d'arrivée responsable de l'accueil à cause de l'augmentation énorme des demandeurs d'asile. En d'autres mots, ils étaient obligés de l'abandonner dans les circonstances de la crise migratoire.

61. Elle [Angela Merkel] plaide désormais pour « un nouvel esprit européen » - une autre façon de camper sur son exigence de solidarité. (LF 15.09.2015)

Le fait qu'Angela Merkel plaide pour « un nouvel esprit européen » dans l'extrait 61 implique que l'esprit antérieur ne marche plus ou n'est plus présent. Nous interprétons qu'avec l'*esprit européen* on réfère justement aux principes ou aux idées de base de l'UE, alors cet extrait confirme ce que l'on dit dans l'extrait précédent. Cette recherche d'un nouvel esprit européen est une autre façon pour Angela Merkel de s'en tenir à sa demande de solidarité, ce qui implique qu'elle serait la seule personne ou une des personnes qui ont maintenu l'esprit européen originel. Toutefois, il est contradictoire qu'elle plaide pour un *nouvel* esprit européen, bien qu'il s'agisse d'un retour aux anciennes valeurs de l'UE. Selon notre interprétation, l'auteur a mis le *nouvel esprit européen* entre guillemets pour créer un effet ironique, c'est-à-dire pour dire une chose

et faire entendre le contraire. Dans ce cas-ci, il dit donc « un nouvel esprit européen » pour faire entendre qu'il est, en fait, question d'un *vieil* esprit européen.

3.3. Image de l'Union européenne dans les éditoriaux de *Libération*

Nous avons trouvé le plus grand nombre de discours différents sur l'UE entre les trois journaux étudiés dans les éditoriaux de *Libération*. Les neuf catégories établies sont les suivantes : *L'UE doit reformer sa politique migratoire*, *L'âme et les valeurs de l'UE*, *L'UE face à un moment crucial*, *L'UE permet de reconstruire la vie*, *Une partie de l'UE veut fermer les frontières*, *L'UE inactive*, *L'UE manque de l'organisation*, *L'incohérence intérieure de l'UE* et *La glorification d'Angela Merkel*.

3.3.1. L'UE doit reformer sa politique migratoire

62. A long terme, c'est la politique migratoire dans son ensemble qui doit être réformée en commun, non pour ouvrir les frontières à tout vent mais pour assurer à ceux qui fuient la violence et l'oppression un sort conforme aux valeurs de l'Union européenne. (Libé 17.08.2015)

63. [...] l'Europe doit instaurer des voies légales d'entrée pour les demandeurs d'asile. (Libé 16.09.2015)

Le message des extraits dans cette catégorie est très clair : il est nécessaire que l'UE reforme sa politique migratoire. D'après le passage numéro 62, les pays membres doivent réformer la politique migratoire ensemble et la réforme doit assurer que les personnes fuyant la violence et l'oppression puissent entrer dans l'UE, ce qui est conforme aux valeurs de l'organisation. L'éditorialiste spécifie que l'UE ne devrait pas ouvrir les frontières à toutes les personnes mais à celles qui ont vraiment le besoin d'avoir un asile. Ceci peut signifier que l'UE tient ou a tenu avant ses frontières ouvertes « à tout vent ». Dans l'extrait 63, l'éditorialiste concrétise ce que l'Union devrait faire dans sa réforme de la politique migratoire : elle devrait instaurer des voies sûres et légales permettant aux personnes ayant besoin d'un asile de gagner l'UE. Dans cet extrait, on peut voir clairement l'idéologie de *Libération* car ce type de position au sujet de l'immigration est typique de la gauche.

64. Entre l'angélisme de l'ouverture totale et la brutalité d'une vaine fermeture, il existe une solution conforme à nos principes et aux réalités de ce nouveau siècle. (Libé 27.08.2015)

Dans l'extrait 64, on évoque plus ou moins la même idée que dans l'extrait 62 : il faudrait trouver la juste voie entre l'ouverture totale et la fermeture des frontières, ce qui serait conforme aux principes de l'UE et approprié en prenant en compte la réalité de la situation migratoire. Ce passage signale que l'UE n'a pas encore trouvé la solution médiane entre ces deux extrémités.

65. Il est possible, répétions-nous, de construire une autre politique d'asile, à la fois réaliste et plus humaine, [...]. (Libé 03.09.2015)

L'éditorialiste dit dans l'extrait 65 qu'il est possible de construire une politique d'asile réaliste et plus humaine. Cela implique qu'actuellement, la politique d'asile n'est pas réaliste et qu'elle est peu humaine, c'est-à-dire qu'elle ne considère pas assez la réalité de la situation et qu'elle ne prend pas suffisamment en compte les nécessités des réfugiés. L'éditorialiste adopte une attitude positive quant à la réforme de la politique migratoire de l'UE en disant qu'il est possible de la modifier pour qu'elle soit réaliste et plus humaine.

66. Cet exode est extraordinaire, disions-nous bien avant l'été, il lance un défi majeur à l'Europe, il exige un changement d'attitude. (Libé 03.09.2015)

Malgré les paroles positives, dans l'extrait 66 provenant du même éditorial que l'extrait 65, l'auteur met l'accent sur le fait que l'arrivée des réfugiés « lance un défi majeur à l'Europe » et que cela « exige un changement d'attitude ». Cela signifie que l'UE devra vraiment faire de son mieux pour que la résolution de la crise migratoire soit possible mais que la tâche ne sera pas facile du tout. L'éditorialiste exprime implicitement que l'attitude de l'UE n'est pas appropriée à la résolution de la crise, donc un changement d'attitude est nécessaire. Il constate également que les éditorialistes de *Libération* ont dit « bien avant l'été » que l'arrivée des migrants en Europe est extraordinaire et qu'elle lance un grand défi pour l'Europe et qu'elle exige un changement d'attitude, ce qui implique que l'UE n'a pas pris les mesures nécessaires et qu'elle n'a pas changé son attitude depuis plusieurs mois malgré les grandes proportions de la crise migratoire et l'avertissement des auteurs de *Libération*.

67. L'Europe d'aujourd'hui, vers laquelle convergent aussi des légions de « pauvres et d'exténués », aura-t-elle le courage d'imiter l'Amérique ? Ou bien, en lieu et place de la

statue de la Liberté, construira-t-elle un autre monument : une clôture de barbelés surmontée d'un mirador ? (Libé 20.08.2015)²⁶

Dans le passage 67, l'éditorialiste soulève des questions sur les actions que l'UE entreprendra possiblement dans la crise migratoire. Ces questions montrent qu'il n'est pas certain que l'UE agisse de la manière décrite par l'éditorialiste et qu'elle réforme sa politique migratoire. On se réfère à l'Amérique en 1883 qui est décrite dans le poème d'Emma Lazarus comme le refuge des pauvres et des exténués. On se demande si l'Europe aura le courage d'imiter l'Amérique du 19^{ème} siècle, c'est-à-dire si l'UE aura le courage de recevoir des réfugiés de la même manière que les États-Unis le faisaient à l'époque ou si elle ira jusqu'au bout et construira un obstacle pour bloquer l'arrivée des réfugiés. L'éditorialiste cherche clairement à créer un effet fort car la métaphore de l'obstacle, « une clôture de barbelés surmontée d'un mirador », évoque les murs déjà construits dans le monde pour éviter l'immigration illégale (par exemple celui entre le Mexique et les États-Unis) ou elle peut même être interprétée comme faisant allusion aux camps de concentration des nazis. Le passage 67 est donc vraiment polarisé parce que l'auteur présente deux options opposées : recevoir des réfugiés généreusement ou, au contraire, les parquer comme dans des camps de concentration.

3.3.2. L'âme et les valeurs de l'UE

68. France et Allemagne défendent une certaine idée de l'Europe, qui n'est pas seulement une union économique mais surtout une œuvre politique et morale qui vise à assurer la paix et le respect de ses valeurs fondatrices. (Libé 07.09.2015)

Les éditoriaux de *Libération* évoquent brièvement ce que l'UE est par essence. Dans l'extrait 68, on dit que la France et l'Allemagne défendent une idée de l'Europe selon

²⁶ Dans l'éditorial dont cet extrait est tiré, l'éditorialiste parle des pogroms antisémites en Russie dans le 19^{ème} siècle. Avec l'expression « pauvres et exténués », il se réfère au poème écrit en 1883 par Emma Lazarus, fille d'une famille de juifs portugais qui vivait à New York. Elle était sûre que les États-Unis seraient le refuge des personnes persécutées par les pogroms russes.

Nous avons basé notre information sur Emma Lazarus sur l'éditorial de Libération de 20 août 2015 (à voir l'annexe) et sur le site Internet suivant : <https://www.poetryfoundation.org/poems-and-poets/poems/detail/46550#about>. La version anglaise du poème se trouve sur le site Internet suivant : <https://www.poetryfoundation.org/poems-and-poets/poems/detail/46550#poem>. Les deux sites Internet consultés le 25 avril 2017. Une partie du poème traduite en français se trouve dans l'éditorial.

« Donnez-moi vos pauvres, vos exténués, qui en rangs pressés aspirent à vivre libres. [...] Envoyez-les moi, les déshérités, que la tempête m'apporte. J'élève ma lumière et j'éclaire la porte d'or ! »

laquelle l'UE n'est pas uniquement une union économique mais qu'elle inclut également le côté politique et morale. Elle promeut la paix et le respect de ses valeurs fondatrices. Le fait qu'il est nécessaire de *défendre* une certaine idée de l'Europe signifie implicitement que cette idée est en train de changer ou de disparaître. L'idée de l'Europe que la France et l'Allemagne se font impliquer une défense de l'UE.

Même si l'on parle des valeurs dans le passage 68, on ne spécifie pas en quoi elles consistent. En tout cas, selon le passage, l'UE est une œuvre morale, ce qui donne une idée d'une organisation qui vise à faire ce qui est moralement correct et bien. Le passage donne aussi une image plus ou moins incohérente de l'Union parce que l'on mentionne seulement deux pays – la France et l'Allemagne – comme plaidant pour cette idée morale et les valeurs de l'organisation. Il est difficile de se défendre de l'impression que ces deux pays sont les seuls qui maintiennent l'idée fondatrice de l'UE. Mentionner uniquement la France et l'Allemagne amène à poser la question de savoir si, d'après l'éditorialiste, seulement ces deux pays devraient gérer les affaires migratoires de l'UE.

69. Une image sauvera-t-elle l'âme de l'Europe ? (Libé 03.09.2015)

Dans l'extrait 69, il s'agit du phénomène de personnification : on mentionne *l'âme* de l'Europe, comme si l'Europe était un être vivant. Nous interprétons que dans ce contexte, l'âme se réfère aux valeurs fondatrices et au côté moral de l'UE. L'image dont on parle réfère à l'image d'Alan Kurdi que nous avons mentionné auparavant dans ce travail. L'idée de la question dans cet extrait est si l'image du petit enfant mort sur la plage réveillera finalement ceux qui doivent faire un effort plus grand pour les réfugiés.

3.3.3. L'UE face à un moment crucial

70. [...] l'Europe se trouve face à un tournant historique. (Libé 20.08.2015)

Selon l'extrait numéro 70, l'Europe se trouve face à un moment crucial. « Un tournant historique » implique que les actions de l'UE sont de grande importance et qu'elle peut influencer sur le cours de l'histoire, c'est-à-dire que la manière de l'UE de gérer la crise migratoire sera rappelée dans l'avenir. Cela renforce l'image de l'UE comme jouant un rôle central dans la résolution de la crise. L'extrait peut aussi être interprété comme signe d'incertitude : on se demande quelles seront les actions suivantes de l'UE.

3.3.4. L'UE permet de reconstruire la vie

71. Ces hommes et ces femmes aux abois voient dans l'Europe démocratique le refuge qui leur permettra de reconstruire leur existence brisée. (Libé 20.08.2015)

La région de l'UE est vue comme un refuge paisible dans le passage 71. L'Europe est démocratique et permet la reconstruction de la vie. Dans l'arrière-plan, il y a l'idée d'une région paisible et libre qui contraste avec les conditions d'où viennent les réfugiés. L'UE donne l'espoir d'une meilleure vie.

3.3.5. Une partie de l'UE veut fermer les frontières

Ces extraits indiquent que l'UE a subi un changement : une des idées fondatrices était un espace sans frontières, mais pendant l'apogée de la crise migratoire quelques pays membres ont commencé à ériger des murs en tant que réponse à l'arrivée des migrants.

72. Pessimiste, désabusé, rétracté par l'angoisse identitaire et le refus de l'avenir, le Vieux Continent peut choisir la fermeture. Tétanisés par la montée des partis nationalistes, les gouvernements s'ingénieront dans ce cas à ériger des barrières le long des frontières, à construire des murs de béton, à refouler sans ménagements ces réfugiés à leurs yeux trop différents. Cette politique, qu'une grande partie de l'opinion réclame, nierait les valeurs mêmes de l'Union européenne. (Libé 20.08.2015)

Dans le passage 72, l'éditorialiste décrit d'abord le « Vieux Continent », c'est-à-dire l'Europe, comme « pessimiste, désabusé, rétracté par l'angoisse identitaire et le refus de l'avenir ». C'est une description négative de l'Europe et donne l'impression qu'elle ne croit pas en un avenir plus clair, qu'elle est déçue, qu'elle a perdu son identité et qu'elle refuse l'avenir. Ensuite, l'éditorialiste constate que l'Europe peut choisir de s'isoler et se fermer dans cet état dominé par les sentiments négatifs. Cette possibilité de choix implique que l'Europe peut également décider de ne pas fermer ses frontières. Il existe donc une incertitude en ce qui concerne les réactions des pays européens à l'arrivée des réfugiés. Puis, l'auteur décrit ce qui se passerait si l'Europe se laissait téтанiser par les partis nationalistes et choisissait la politique de fermeture : les pays de l'Europe commenceraient à construire des murs et des barrières le long des frontières pour empêcher l'arrivée des réfugiés. D'après la dernière phrase du passage, une grande partie de l'opinion réclame une politique de fermeture. Néanmoins, on évoque de nouveau les valeurs de l'UE quand l'auteur constate que la politique de fermeture nierait ces valeurs.

73. [...] on entend de bonnes âmes réclamer le rétablissement des frontières intérieures de l'Union afin d'enrayer l'afflux de migrants ou le terrorisme (au choix). (Libé 26.08.2015)

L'UE est née d'une idée de paix, et le mouvement libre des personnes à l'intérieur des pays Schengen est une partie essentielle de cette idée. D'après le passage 73, quelques « bonnes âmes » réclament le rétablissement des frontières intérieures afin d'empêcher l'arrivée des migrants ou le terrorisme. Le fait que l'éditorialiste appelle les personnes voulant rétablir les frontières intérieures de l'Union « bonnes âmes » montre que son style de rédaction dans cette phrase-là est ironique parce que le rétablissement des frontières serait contraire à l'idée essentielle de l'organisation. En général, la montée des voix réclamant le rétablissement des frontières intérieures indique que l'idée fondatrice de l'UE n'est plus évidente pour beaucoup de personnes.

3.3.6. L'UE inactive

Les extraits dans cette catégorie présentent le discours de l'UE selon lequel elle est inactive quant à la crise migratoire et qu'elle devrait prendre les choses en main afin de résoudre la crise.

74. [...] le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a ainsi fustigé lundi l'incapacité de ses homologues européens à se mettre d'accord sur une répartition contraignante des réfugiés : « Pendant que nous tergiversons, les opinions publiques nous jugent, et les migrants meurent », a-t-il indiqué. (Libé 16.09.2015)

Dans le passage 74, le ministre de l'Intérieur français, Bernard Cazeneuve, critique ses homologues européens d'être incapables de se mettre d'accord sur la répartition des réfugiés. Il constate que pendant que les dirigeants européens tergiversent, les migrants meurent. L'éditorialiste a retenu le commentaire de Bernard Cazeneuve et il l'a mis entre guillemets pour montrer qu'il s'agit vraiment de quelque chose que le ministre a dit, et ainsi les guillemets renforcent le message de l'éditorial. Comme il est question d'une critique envers les autres ministres de l'Intérieur européens, les guillemets donnent une sorte de protection pour l'éditorialiste : en utilisant les guillemets il peut montrer que la critique ne vient pas de lui mais du ministre Cazeneuve. Le message de ce passage est que l'UE doit prendre des mesures rapidement, car à chaque moment il y a des migrants qui souffrent et qui risquent leur vie pour arriver en Europe. L'UE n'a pas de temps à perdre.

75. Combien faudra-t-il de morts ? Combien faudra-t-il d'atrocités comme celle qui vient de se dérouler en Autriche, pour que les dirigeants européens se décident à se hisser à la hauteur de leur responsabilité historique ? (Libé 27.08.2015)

L'éditorialiste pose deux questions dans l'extrait 75 qui évoquent l'inaction de l'UE. L'utilisation des questions dans l'éditorial est une figure rhétorique qui renforce le message de l'éditorialiste. Il demande combien il faudra de morts et d'atrocités²⁷ pour que les dirigeants européens prennent les choses en main. L'éditorialiste souligne l'importance des actions également en mentionnant la responsabilité historique des pays européens de faire de son mieux dans cette situation critique. La question « combien faudra-t-il d'atrocités [...] pour que les dirigeants européens se décident à *se hisser* à la hauteur de leur responsabilité historique » signifie que les dirigeants européens se trouvent « plus bas » qu'ils devraient être quant à leur responsabilité historique, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas agi de manière correcte. L'extrait donne une image très négative de l'UE : elle ne prend pas les mesures nécessaires pour éviter la mort des migrants.

76. [...] ce *cimiterium nostrum* aurait dû depuis longtemps scandaliser nos leaders. (Libé 16.09.2015)

L'extrait 76 met l'accent sur ce que nous avons déjà constaté avec les extraits antérieurs de cette catégorie : selon les éditoriaux de Libération, les dirigeants de l'UE n'ont pas pu se mettre d'accord sur les mesures nécessaires pour la gestion de la crise migratoire, et beaucoup de migrants meurent pendant que l'Union reste indécise. Avec le « *cimiterium nostrum* », 'notre cimetière' en latin, l'éditorialiste se réfère à la situation tragique dans la Méditerranée où de nombreux migrants sont morts. L'expression « *cimiterium nostrum* » provient de *Mare Nostrum*, 'notre mer', l'opération navale du gouvernement italien en 2013 pour lutter contre la fatalité dans la Méditerranée.

3.3.7. L'UE manque d'organisation

77. Ouvrir les frontières sans conditions ? Certainement pas. Mais organiser et réguler l'accueil. Et d'abord celui des réfugiés, à qui les conventions internationales garantissent le droit à l'immigration et qu'il faut distinguer des migrants économiques. (Libé 20.08.2015)

78. Deux mois après avoir parlé d'une « faute morale » - celle qui consistait à répartir l'accueil entre les nations européennes -, le gouvernement promet « *une répartition [des*

²⁷ L'atrocité en question dans l'extrait 75 : 71 migrants étaient trouvés morts dans un camion en Autriche. http://www.huffingtonpost.com/entry/refugees-suffocate-dead-truck-austria_us_55defe14e4b08dc094867ca8 consulté le 27 avril 2017.

réfugiés] équitable en Europe ». Il est temps. Cette mesure suppose évidemment l'ouverture de centres d'hébergement plus nombreux, l'organisation de l'accueil, le traitement rapide des demandes. (Libé 03.09.2015)

Les passages 77 et 78 donnent l'impression que l'UE n'est pas structurée pour accueillir les réfugiés. Selon le passage 77, il faut organiser et réguler l'accueil des réfugiés, et donner la priorité aux réfugiés ayant le droit à l'immigration par les conventions internationales. Ceci implique que l'accueil des réfugiés par l'UE n'a pas été organisé et régulé, ce qui donne une image peu systématique de l'organisation. Dans le passage 78, le gouvernement de la France a promis une répartition équitable des réfugiés en Europe. L'auteur emploie des guillemets et il a mis en italique les mots « *une répartition [des réfugiés] équitable en Europe* », ce qui signale qu'il s'agit des mots du gouvernement. Citer une source officielle, dans ce cas-là le gouvernement français, donne plus de pouvoir informatif ou autoritaire à l'éditorial et l'italique souligne au lecteur la promesse du gouvernement. Nous pouvons donc présupposer à partir de la promesse que l'accueil des réfugiés entre les pays membres de l'UE n'a pas été équitable avant le moment de l'énonciation. Le commentaire de l'éditorialiste « il est temps » indique que cette action de répartition équitable a été attendue depuis longtemps. En outre, la répartition équitable suppose que les pays qui accueillent des réfugiés doivent entreprendre différentes actions pour améliorer l'accueil.

3.3.8. L'incohérence intérieure de l'UE

79. [...] les pays d'Europe, comme le font les Scandinaves ou bien, à un certain degré, l'Allemagne, doivent se répartir la tâche, ouvrir des centres d'hébergement décentes, prévoir des actions d'insertion, utiliser les compétences de ces immigrés qui sont souvent formés dans leurs pays et emplit d'ardeur professionnelle. (Libé 20.08.2015)

L'extrait 79 illustre la différence entre les pays membres de l'UE quant à l'accueil des réfugiés. D'après ce passage, les pays Scandinaves et « à un certain degré » l'Allemagne font un effort plus grand que les autres pays d'Europe. Les autres pays européens devraient donc se répartir la tâche pour que la répartition soit équitable. Cette situation soulève la question du rôle et de la puissance de l'UE dans l'affaire de la crise migratoire : N'a-t-elle pas suffisamment d'autorité et de pouvoir pour inciter les pays membres à participer de manière équitable à la gestion de la crise ? En plus, cette différence entre les pays membres donne une image incohérente, ce qui nous amène à douter de l'efficacité de toute l'organisation européenne. Néanmoins, comme dans les éditoriaux des autres journaux que nous avons déjà étudiés, ici également l'éditorialiste

place certains pays (dans cet extrait les pays Scandinaves et l'Allemagne) sur un piédestal et ignore le fait que le niveau de vie entre les pays de l'Union varie beaucoup, ce qui explique au moins partiellement les différences quant à la participation à la gestion de la crise migratoire.

80. Cette asymétrie dans le traitement de la crise historique par les Etats européens, entre le mur hongrois et le courage politique allemand ou scandinave, rend d'autant plus urgente l'élaboration d'un plan européen à la fois humain et réaliste. (Libé 27.08.2015)

Le message de l'extrait 80 est le même que celui de l'extrait précédent : il existe une asymétrie entre les pays membres de l'UE en ce qui concerne le traitement de la crise migratoire. Comme exemple d'asymétrie, l'éditorialiste donne la Hongrie avec son mur et « le courage » de l'Allemagne et des pays Scandinaves d'accueillir un grand nombre des réfugiés. Une autre fois l'éditorialiste place ces pays sur un piédestal. L'extrait 80 évoque également la nécessité d'établir un plan humain et réaliste au niveau de l'UE pour accueillir ceux qui ont besoin d'un refuge. La présupposition est donc que l'UE n'a pas encore un plan opérationnel, ou au moins qu'elle n'a pas encore un plan humain et réaliste.

3.3.9. La glorification d'Angela Merkel

Parmi les éditoriaux de *Libération*, nous avons également trouvé le discours qui glorifie Angela Merkel et selon lequel elle est le sauveur de l'UE.

81. Une dirigeante, heureusement, sauve l'honneur de l'Union européenne : Angela Merkel. (Libé 27.08.2015)

L'extrait 81 est un bon exemple de cette glorification : selon l'éditorialiste, Angela Merkel sauve l'honneur de l'UE. Nous interprétons que la dirigeante allemande est considérée comme le sauveur de l'honneur européen, car elle a fait preuve de solidarité dans sa manière de gérer la situation de crise en accueillant un nombre significatif de réfugiés dans son pays et en contribuant activement à la coopération européenne sur la gestion de la situation migratoire. D'après cet extrait, l'UE aurait perdu son honneur sans Angela Merkel. Selon Larousse, le mot 'honneur' a plusieurs définitions²⁸. Il se réfère à l'« ensemble de principes moraux qui incitent à ne jamais accomplir une action

²⁸ Les définitions du mot *honneur* : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/honneur/40341> consulté le 31 mai 2017.

qui fasse perdre l'estime qu'on a de soi ou celle qu'autrui nous porte » ou au « sentiment de sa propre dignité, réputation ». Ces définitions font entendre qu'il s'agit de quelque chose de personnel, un sentiment qu'on a de soi-même. Cependant, d'après la deuxième définition, on mentionne « l'estime qu'*autrui* nous porte ». Dans l'extrait 81, l'éditorialiste doit donc faire référence à l'honneur qui signifie *l'ensemble de principes moraux qui incitent à ne jamais accomplir une action qui fasse perdre l'estime qu'autrui nous porte*. Angela Merkel a ainsi empêché la perte de l'estime que les gens portent sur l'UE.

En ce qui concerne l'image de l'UE, cet extrait donne l'impression que l'UE était sur le point de perdre l'emprise de son essence morale, mais Angela Merkel a réussi à l'en prévenir. Si une dirigeante peut améliorer l'état de toute l'Union, on en conclut que soit la dirigeante est puissante soit l'UE est faible.

82. [...] la réaction de la chancelière aux drames insupportables qui se déroulent aux confins de l'Europe est une leçon d'humanité que chacun doit méditer. (Libé 27.08.2015)

83. [...] François Hollande fait écho aux déclarations d'Angela Merkel, dont l'effort pédagogique vis-à-vis de son peuple et des Européens a été remarquable. (Libé 07.09.2015)

Dans les passages 82 et 83, la chancelière allemande est honorée comme une sorte d'« enseignante d'humanité ». Le passage 82 décrit la réaction d'Angela Merkel à la tragédie aux confins de l'Europe comme une « leçon d'humanité » à laquelle chacun doit réfléchir. Comme l'éditorialiste dit que *chacun* doit méditer la leçon d'humanité d'Angela Merkel, on a l'impression que le reste de l'UE n'a pas réagi de manière correcte aux drames de la crise migratoire. Dans le passage 83, on parle de « l'effort pédagogique » remarquable d'Angela Merkel vis-à-vis des Européens, ce qui indique également que les gens ont à retenir de son comportement. Tous les deux passages (82 et 83) font ressortir un contraste entre Angela Merkel et les autres dirigeants de l'UE ou bien entre l'enseignante et les apprenants.

En général, les passages dans cette catégorie donnent l'impression d'une dirigeante qui se démarque des autres et qui a une grande autorité au sein de l'UE. Elle est décrite comme étant un bon exemple à donner aux peuples Européens. On a également l'impression que, d'après les éditoriaux de Libération, Angela Merkel est placée au-dessus des autres Européens.

4. Conclusion

Dans ce mémoire de maîtrise, nous avons étudié des éditoriaux publiés en août et en septembre 2015 dans trois journaux français, *Le Monde*, *Le Figaro* et *Libération*. Le but de ce mémoire était d'étudier l'image de l'Union européenne transmise aux lecteurs par les éditoriaux dans le cadre de la crise migratoire. Nous avons analysé comment on parle de l'UE, comment elle est représentée dans les éditoriaux étudiés et ce que vient à l'esprit comme lecteur en lisant les éditoriaux. Pour analyser les extraits des éditoriaux traitant de l'UE, nous nous sommes servie des outils provenant de la théorie de l'analyse du discours.

À partir des extraits trouvés, nous avons établi des catégories discursives, et nous avons mis les extraits manifestant les mêmes idées sous la même catégorie. Cette phase consistait en une analyse préalable parce qu'il fallait déjà voir ce que les extraits disaient sur l'UE pour pouvoir les placer dans les catégories appropriées. Cela était parfois problématique parce que quelques extraits incluaient des éléments de plus qu'une catégorie. Dans ce type de cas, nous avons étudié l'extrait plus en détail pour trouver son message principal et nous l'avons placé sous la catégorie qui lui correspond le plus. En tout cas, nous avons analysé individuellement chaque extrait dans toutes les catégories, ce qui a diminué le problème possible d'une erreur de placement des extraits.

Nous avons identifié un discours selon lequel l'UE ou l'Europe se trouve face à un défi majeur dans les éditoriaux du *Monde* et du *Figaro*. Le premier souligne le fait qu'il s'agit d'une crise sans précédent et que la situation est extrêmement difficile pour l'UE. Nous avons trouvé des idées similaires dans les éditoriaux du *Figaro*, mais en plus, les éditorialistes soulignent que l'UE a une grande responsabilité et qu'il est obligatoire qu'elle réussisse à résoudre la situation critique car sans la réussite les dégâts seront vraiment graves. *Le Figaro* donne donc une image plus menaçante de la situation que *Le Monde*. Nous n'avons pas trouvé de discours similaire dans *Libération* ; les éditorialistes ont constaté plus tranquillement que l'Europe se trouve à un tournant et que les actions qu'elle entreprendra auront un effet significatif sur l'avenir.

En lisant les éditoriaux du *Monde* et de *Libération*, on se fait une image inactive de l'UE. Les éditorialistes reprochent à l'Union d'être passive et de ne pas réagir avec les

mesures exigées par l'amplitude de la crise. Malgré les atrocités, elle perd son temps à tergiverser. Selon *Libération*, l'UE n'a pas agi d'une manière systématique et efficace et elle aurait besoin de passer de la réflexion à l'action afin de gérer la crise avec succès. Les éditorialistes du *Figaro* ne mentionnent pas que l'UE est inactive ; ils la réprimandent simplement pour son irresponsabilité et son manque de systématisme.

Selon le discours le plus vaste, c'est-à-dire la catégorie la plus riche en extraits, dans *Le Figaro*, la politique migratoire de l'UE est un échec. Les éditorialistes la critiquent fortement : les calculs de la Commission européenne ne correspondent pas à la situation réelle, les quotas de répartition ne fonctionnent pas, les sources de la crise migratoire sont ignorées, et les portes sont laissées ouvertes aux clandestins. On laisse entendre que l'UE ne fait pas la différence entre les réfugiés fuyant la violence et la persécution et les réfugiés économiques, alors qu'elle reçoit trop de réfugiés. L'UE est ridiculisée quand l'éditorialiste parle d'une manière sarcastique du plan des dirigeants européens. Les éditorialistes transmettent également une image non fiable des dirigeants européens car ils disent que ceux-ci prétendent que le problème de l'immigration illégale n'existe pas. En plus, l'avenir de l'Union est mis en question. L'organisation est donc vertement critiquée dans les éditoriaux du *Figaro*, et son image est très négative. Dans *Libération*, on constate que l'UE doit changer son attitude et reformer sa politique migratoire pour qu'elle corresponde mieux aux besoins de la situation actuelle, mais la critique n'est pas aussi dure que dans *Le Figaro*. Les éditorialistes du *Monde* signalent également que l'UE a besoin d'améliorer sa politique migratoire et augmenter les ressources pour la gestion de la crise migratoire si elle veut la résoudre.

Dans tous les trois journaux, l'Allemagne est présentée comme le chef de la gestion de la crise migratoire. Selon les éditoriaux du *Figaro*, l'Allemagne est en colère contre les autres pays de l'Union parce qu'ils négligent leurs responsabilités pour la résolution de la situation critique. Les auteurs utilisent des mots forts pour décrire les opinions de l'Allemagne sur l'inaction des autres pays. Dans *Libération*, on regarde la situation d'un point de vue différent et le ton des éditorialistes est plus positif. Angela Merkel est traitée comme la reine de l'UE parce qu'elle sauve la réputation de l'UE, elle réagit de la manière appropriée et donne une leçon d'humanité au reste de l'Union. La ligne du *Monde* est similaire à que celle de *Libération* : la chancelière allemande est la fierté de l'Europe et elle lutte pour les droits civils universels et la solidarité.

En analysant les éditoriaux, nous nous sommes rendue compte de la position pro-allemande des éditoriaux du *Monde* et de *Libération*. On glorifie la gestion de la crise et l'attitude de l'Allemagne et on critique les pays de l'Europe de l'Est tout en ignorant les différences dans le niveau de vie et les ressources entre ces pays et les pays riches de l'Europe occidentale. *Libération* place également les pays Scandinaves sur un piédestal avec l'Allemagne. Selon notre analyse, *Le Figaro* ne se manifeste pas particulièrement pro-allemand, car, parmi ses extraits, on ne mentionne qu'une fois le fait que l'Allemagne est en colère à cause de certains États membres qui ont refusé les quotas obligatoires. Les éditorialistes du *Monde* mentionnent également que la France doit prendre les rênes à côté de l'Allemagne dans la gestion de la crise migratoire. On a donc l'impression que d'après les auteurs ce deux grands pays devraient prendre les décisions concernant la politique d'asile de l'UE.

En lisant les éditoriaux du *Figaro*, on obtient une image de l'UE changée car les auteurs disent que les États membres ignorent l'accord de Schengen et que l'accord de Dublin est devenu inapplicable. Les principes communautaires paraissent être perdues. Dans les éditoriaux de *Libération*, on dit que l'Europe risque de perdre son âme. Par contre, selon *Libération*, l'Europe est également vue comme un havre de paix pour les réfugiés fuyant la terreur.

Finalement, les éditoriaux du *Monde* et de *Libération* donnent une image incohérente de l'UE comme organisation. Selon *Le Monde*, les pays membres sont en désaccord sur la politique migratoire de l'UE et ils ne peuvent pas parvenir à un consensus. La Commission européenne fait des propositions mais les États membres ne les acceptent pas. Les éditorialistes de *Libération* disent qu'il existe une asymétrie entre les pays : certains pays accueillent chaleureusement un grand nombre de réfugiés, d'autres construisent des murs. On a donc l'impression que l'organisation n'a pas de voix commune. L'image incohérente peut également être équivalente à l'image inopérante de l'UE, car les pays membres qui n'arrivent pas à se mettre d'accord dans une situation de crise empêchent l'organisation de produire des résultats.

Nous avons une catégorie qui traite les sujets comme l'essence, les principes, les valeurs et l'âme de l'UE dans le chapitre de chaque journal. On peut dire que ceci révèle le côté « doux » de l'Union et peut amplifier son image, c'est-à-dire que l'on remarque qu'il ne s'agit pas simplement d'une organisation centrée sur la politique « dure », comme les

questions financières, mais qu'elle a son côté humain. Néanmoins, même si l'on parle des valeurs et de l'essence de l'UE, les éditorialistes ne spécifient pas ses contenus exacts dans aucun éditorial.

On peut dire que les résultats de cette étude correspondent à nos hypothèses présentées au début du travail. L'UE est, en effet, dépeinte comme un organe supranational cherchant à résoudre la crise migratoire. En même temps, la crise est un défi sans précédent pour l'UE, et il y a également beaucoup de questions qui signalent des doutes sur la manière dont elle réussira à résoudre la crise. La difficulté du consensus et le manque d'un plan fonctionnel qui l'accompagne sont présents comme nous l'avions anticipé. Cependant, nous avons trouvé aussi d'autres discours que ceux mentionnés dans l'hypothèse. Nous n'avions pas anticipé que l'UE serait présentée comme si inactive dans la gestion de la crise. La critique forte de la politique d'asile de l'Union dans *Le Figaro* était également un résultat non prévu.

Nous avons analysé les passages au niveau de ce que tout le passage veut dire, au niveau des propositions et au niveau des mots. À partir de notre analyse, nous avons réalisé des interprétations pour voir quel type d'image on obtient de l'UE. Nous sommes consciente du fait que dans l'interprétation des textes, bien que l'on cherche à réaliser une analyse objective, il s'agit toujours d'une vue subjective des choses parce que les idées mentales préalables, les croyances, les présomptions et les circonstances jouent un rôle dans le processus de l'interprétation. Pour cette raison, il serait intéressant de lire une analyse similaire faite par quelqu'un d'autre dans les circonstances différentes. En général, nous croyons qu'il serait fructueux de faire une autre étude sur l'image de l'UE mais avec des journaux différents ou dans le cadre d'un contexte différent que celui de la crise migratoire. Ce type d'études est important parce qu'il inclue l'analyse non seulement du contenu explicite mais aussi de l'implicite, ce qui aide à dévoiler les discours dominants des textes.

5. Bibliographie

Chanteau, Jean-Pierre 1998 : « Où sont les médias ? Analyse sociologique du discours journalistique », *Langage et société*, 85, 55-81.

Charaudeau, Patrick 2006 : « Discours journalistique et positionnements énonciatifs. Frontières et dérives. » *Revue de Sémio-linguistique des textes et discours*, 22 : 29-43.

Fairclough, Norman 1989 : *Language and power*. New York : Longman Group UK Limited.

Fairclough, Norman 1992 : *Discourse and social change*. Cambridge : Polity Press.

Fairclough, Norman 1995a : *Critical discourse analysis : the critical study of language*. New York : Longman Group Limited.

Fairclough, Norman 1995b : *Media discourse*. London : Edward Arnold.

Herman, Thierry et Jufer, Nicole 2001 : « L'éditorial, « vitrine idéologique du journal » ? », *Revue de sémio-linguistique des textes et discours*, 13, 125-149.

Jeandillou, Jean-François 1997 : *L'Analyse textuelle*. Paris : Armand Colin/Masson.

Jokinen, Arja ; Juhila, Kirsi et Suoninen Eero 2016 : *Diskurssianalyysi – Teoriat, peruskäsitteet ja käyttö*. Tampere : Vastapaino.

Kunelius, Risto 2003 : *Viestinnän vallassa – johdatus joukkoviestinnän kysymyksiin*. Porvoo: WS Bookwell Oy.

Le, Elisabeth 2010 : *Editorials and the power of media*. Amsterdam/Philadelphie : John Benjamins Publishing Company.

Maingueneau, Dominique 2007 : *Analyser les textes de communication*. Paris : Armand Colin.

Richardson, John E. 2007 : *Analysing newspapers. An approach from critical discourse analysis*. Basingstoke : Palgrave Macmillan.

Tuomarila, Ulla 2000 : *La Citation – mode d’emploi. Sur le fonctionnement discursif du discours rapporté direct*. Saarijärvi : Gummerus Kirjapaino Oy.

Les sources en ligne :

Le nombre de demandeurs d’asile : http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Asylum_statistics consulté le 4 mai 2017.

Le nombre de premières demandes d’asile : http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/04/21/asile-plus-360-000-refugies-accueillis-en-2015-en-europe_4906413_4355770.html consulté le 6 mai 2017.

L’information sur le nombre de demandes d’asile accordé par les États membres de l’Union européenne : <http://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/7233427/3-20042016-AP-FR.pdf/ec39010f-9f64-45e5-a57c-ec8cb05a5b2f> consulté le 6 mai 2017.

La Déclaration universelle des droits de l’homme : <http://www.un.org/en/universal-declaration-human-rights/> consulté le 5 mai 2017.

L’information générale sur la Convention de Genève : <http://www.unhcr.org/1951-refugee-convention.html> consulté le 5 mai 2017.

La Convention de Genève : <http://www.unhcr.org/3b66c2aa10> consulté le 5 mai 2017.

Le contenu du Règlement Dublin : <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0604&from=en> consulté le 5 mai 2017.

La diffusion des journaux : <http://www.acpm.fr> consulté le 15 février 2017.

Le Monde 30.10.2010 : http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/10/30/ligne-politique-par-veronique-maurus_1433279_3232.html consulté le 9 février 2017.

Van Dijk, Teun A. 1996 : « Opinions and Ideologies in Editorials » : <http://www.discursos.org/unpublished%20articles/Opinions%20and%20ideologies%20in%20editorials.htm> consulté le 22 mars 2017.

Le Monde 22.09.2015 : http://www.lemonde.fr/europe/article/2015/09/22/l-union-europeenne-s-accorde-sur-la-repartition-en-deux-temps-de-120-000-refugies_4767331_3214.html consulté le 19 mars 2017.

Le document officiel du Conseil de l'Union européenne sur la décision prise le 22 septembre 2017 : <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32015D1601> consulté le 6 mars 2017.

La photo d'Alan Kurdi (1) : <https://www.theguardian.com/world/2015/sep/02/shocking-image-of-drowned-syrian-boy-shows-tragic-plight-of-refugees> consulté le 22 mars 2017.

La photo d'Alan Kurdi (2) : <http://www.bbc.com/news/world-europe-34141716> consulté le 22 mars 2017.

Le Traité de Lisbonne : https://www.traite-de-lisbonne.fr/Traite_de_Lisbonne.php?Traite=2 consulté le 8 mai 2017.

Les valeurs de l'Union européenne dans sa Constitution : <http://www.robert-schuman.eu/fr/supplements-lettre/0185-les-valeurs-de-l-union-dans-la-constitution-europeenne> consulté le 11 mai 2017.

La poétesse Emma Lazarus : <https://www.poetryfoundation.org/poems-and-poets/poems/detail/46550#about> consulté le 25 avril 2017.

Le poème d'Emma Lazarus : <https://www.poetryfoundation.org/poems-and-poets/poems/detail/46550#poem> consulté le 25 avril 2017

71 migrants étaient trouvés morts dans un camion en Autriche. http://www.huffingtonpost.com/entry/refugees-suffocate-dead-truck-austria_us_55defe14e4b08dc094867ca8 consulté le 27 avril 2017.

Le dictionnaire Larousse en ligne : <http://www.larousse.fr/>

Le dictionnaire l'Internaute en ligne : <http://www.linternaute.com/dictionnaire/fr/>

Le dictionnaire Reverso en ligne : <http://dictionnaire.reverso.net/>

Annexes

Les éditoriaux qui constituent notre corpus dans cette étude dans l'ordre suivant : *Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération*.

Migrants et réfugiés : Europe, réveille-toi !

Edito du « Monde ». La crise des réfugiés sera abordée, lundi, lors d'une réunion entre la chancelière allemande et les présidents français et ukrainien à Berlin.

LE MONDE | 24.08.2015 à 11h07 • Mis à jour le 24.08.2015 à 11h38

Editorial du « Monde ». La chancelière Merkel et le président Hollande ont été bien inspirés d'ajouter la question des réfugiés à celle de l'Ukraine au menu de leurs entretiens, lundi 24 août à Berlin. Il n'est pas aujourd'hui de crise plus pressante, plus dramatique ni plus lourde de menaces pour la stabilité de l'Europe que celle qui se déroule à nos frontières depuis près de deux ans. Sous nos yeux, mais sans que nous ayons voulu voir qu'elle s'aggravait de mois en mois.

Angela Merkel et François Hollande ne vont pas, bien sûr, résoudre cette crise à eux deux, pas plus que les quelques mesures annoncées par les ministres de l'intérieur britannique et français, le 20 août, n'apportent une solution à la « jungle » de Calais. Mais ils peuvent, et doivent, ensemble, lancer enfin l'appel à la mobilisation générale dont l'Union européenne a cruellement besoin pour comprendre qu'il faut d'urgence changer de paradigme sur ce dossier.

Débordées, l'Italie puis la Grèce crient au secours depuis longtemps – en vain. A Bruxelles, la Commission européenne prêche dans le désert. Tardivement mais clairement, l'Allemagne a, ces derniers jours, pris la mesure des choses et le fait savoir. Mme Merkel a évoqué une crise potentiellement bien plus grave pour l'UE que celles de l'euro ou de la dette grecque. Son ministre de l'intérieur, Thomas de Maizière, a annoncé le chiffre record de 800 000 demandeurs d'asile cette année pour son pays, quatre fois plus que l'an dernier.

L'Europe risque de perdre son âme

L'Allemagne, a-t-il dit, va s'organiser en conséquence, mais il faut impérativement « des solutions européennes ». Dimanche, le vice-chancelier Sigmar Gabriel et le ministre des affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier, deux figures importantes du Parti social-démocrate, ont appelé à une répartition plus équitable des réfugiés entre Etats membres de l'UE et plaidé pour la création d'un « code d'asile européen ».

Berlin tire le signal d'alarme et propose des pistes. Paris n'en est encore qu'à constater, comme l'a fait Laurent Fabius, le ministre des affaires étrangères, dans un entretien publié par Le Journal du dimanche, qu'il s'agit d'une « crise considérable et qui va durer » – doux euphémisme. Londres fait mine de ne pas voir plus loin que le bout de l'Eurotunnel. Sans rougir, les pays d'Europe centrale ont adopté, eux, l'attitude proprement honteuse de commencer par refuser d'accueillir des réfugiés, puis de n'accepter que des chrétiens.

Ces réactions sont indignes de l'Europe, de son histoire et de son identité. Elles sont aussi dangereuses, comme le souligne le chef de la diplomatie italienne, Paolo Gentiloni, dans les colonnes du *Messaggero* : le risque de la poursuite du chacun-pour-soi est l'effondrement des accords de Schengen, qui garantit la libre circulation des personnes au sein de l'espace constitué par les vingt-six pays signataires. L'un des piliers de la construction européenne pourrait ainsi se trouver en péril ; la crise des migrants, résume M. Gentiloni, peut amener l'Europe « à redécouvrir son âme ou à la perdre pour de bon ».

Le moment est venu de répondre aux appels de Rome, de Bruxelles et de Berlin. La crise des migrants, avec ses deux composantes, celle des réfugiés politiques, qui doivent être accueillis dignement dans toute l'UE, et celle des migrants économiques, qui doivent être dissuadés d'entrer illégalement, est un défi de nature à transformer l'Europe. Humainement et politiquement, ne pas le relever serait désastreux.

L'Union européenne au défi de l'immigration

Edito. Face à la poussée migratoire dont l'Europe est le théâtre, Angela Merkel a convoqué « les droits civils universels » pour appeler à un sursaut commun de « solidarité », requis par une situation exceptionnelle, mais durable.

LE MONDE | 01.09.2015 à 11h42 • Mis à jour le 01.09.2015 à 17h28

Editorial du « Monde ». L'Allemagne donne l'exemple, et le bon exemple. Face à la poussée migratoire dont l'Europe est le théâtre, Angela Merkel a eu, lundi 31 août, les mots les plus justes. La chancelière a convoqué ce qui est au cœur de l'Union européenne – « les droits civils universels », selon ses mots – pour appeler à un sursaut commun de « solidarité », requis par une situation qui, pour être exceptionnelle, n'en va pas moins être durable.

Dans l'UE, tout se passe comme si ni les opinions ni nombre de gouvernants n'avaient encore pris la mesure du drame en cours. Une bonne partie de l'afflux de migrants actuels – réfugiés politiques ou économiques – vient de ce que les Américains appellent le Grand Moyen-Orient : de l'Afghanistan aux marches du Maghreb. C'est là un monde en guerre, plongé dans le chaos (souvent par la faute des interventions occidentales de ces dernières années) et qui mettra dix à quinze ans avant de se stabiliser.

En attendant, les gens fuient – hommes, femmes, enfants. D'Afghanistan, d'Irak, de Syrie et d'ailleurs encore, ils partent, par milliers, chaque jour. Destination ? D'abord, les voisins les plus proches que sont le Liban, la Jordanie, la Turquie et qui, ensemble, accueillent plus des trois quarts des réfugiés. Ensuite, la zone la plus sûre, la plus riche et la plus proche : l'Europe. N'eût-elle pas institué la libre circulation (les accords dits de Schengen) entre la plupart de ses membres que l'UE n'en serait pas moins la destination privilégiée de ces migrants. Pour d'élémentaires raisons géographiques et matérielles.

Schengen doit être réformé

L'UE aurait pu décider un effort massif, exceptionnel, d'aide aux réfugiés du Liban, de Jordanie ou de Turquie. Elle ne l'a pas fait. Elle est maintenant en première ligne. Elle doit s'organiser face à cette crise majeure et durable. Mme Merkel, dont le pays est le

plus généreux dans ce domaine, appelle les plus réticents d'entre ses membres, les nations d'Europe de l'Est, à faire preuve de solidarité. Polonais, Hongrois, Tchèques, Slovaques sont, avec les Allemands, parmi les plus attachés à Schengen. La libre circulation a assuré une partie de leur décollage économique. La chancelière menace : Schengen ne tiendra pas si l'Europe de l'Est ne prend pas sa part du fardeau.

Mais Schengen doit être réformé. Les pays-frontières de l'UE que sont la Grèce, l'Italie, la Hongrie, tous débordés, ont moins besoin de leçons de morale que d'une aide conséquente pour créer dans l'urgence des centres d'accueil où opérer une première sélection entre candidats au statut de réfugié et migrant économique (souvent venus des Balkans). A terme, c'est dans les régions dites de départ – Grand Moyen-Orient et Afrique – que l'Europe devra se donner les moyens d'une politique migratoire commune. Cela suppose de s'entendre sur une liste de pays dits « sûrs », dont les ressortissants n'ont pas vocation au statut de réfugié politique ; d'unifier les législations sur le droit d'asile ; d'accepter une clé de répartition des migrants décidée en commun.

Tout cela n'a de sens qu'au niveau européen, dit-on, avec raison, à Berlin et à Paris. La vague migratoire ne s'arrêtera pas de sitôt. Ceux qui prétendent le contraire, et prônent le renfermement national, sont, quelles que soient leurs intentions, des vendeurs de dangereuses illusions. Dans vingt ans, l'UE sera jugée sur la politique d'immigration qu'elle décidera ou non de mettre aujourd'hui en œuvre aujourd'hui.

Angela Merkel, la fierté de l'Europe

Editorial. Face à une crise migratoire sans précédent, la chancelière allemande a su prendre les décisions qui s'imposent.

LE MONDE | 09.09.2015 à 11h23 • Mis à jour le 10.09.2015 à 11h47

Editorial du « Monde ». La petite musique s'installe sur Internet : et si Angela Merkel recevait le prix Nobel de la Paix ? L'hypothèse n'est pas absurde. Face à la crise migratoire sans précédent à laquelle l'Europe est confrontée, la chancelière allemande a été à la hauteur de l'enjeu. On l'avait vilipendée lors de la crise grecque pour sa lenteur et sa prétendue intransigeance. Mais, lorsque les réfugiés ont afflué en Europe par centaines de milliers, cet été, Angela Merkel a su concilier éthique de responsabilité et éthique de conviction, défendre les valeurs de l'Europe, prendre les décisions opérationnelles qui s'imposent... et faire un extraordinaire coup de communication.

Les valeurs d'abord. Pour avoir grandi derrière le rideau de fer, Angela Merkel a une sensibilité particulière au destin des réfugiés de guerre. Ses concitoyens aussi, qui fuirent par millions les Soviétiques en 1945, accueillirent les dissidents de l'Est pendant la guerre froide, puis les victimes de la guerre de Yougoslavie. Pour Merkel, un réfugié a droit à l'asile. Point. A la différence de la France, l'Allemagne refuse d'aller faire la guerre sur des théâtres extérieurs. Elle se rattrape traditionnellement en aidant les populations en détresse.

L'urgence ensuite. Merkel n'a pas fait venir les réfugiés, ils étaient là. Pragmatiquement, elle a organisé leur accueil dans une Allemagne traditionnellement bien préparée à répartir dans tout le pays les nouveaux venus. Le ministre des finances, Wolfgang Schäuble, a indiqué vouloir débloquer 6 milliards d'euros pour l'accueil des réfugiés. Les propos de Marine Le Pen, qui accuse l'Allemagne de « recruter des esclaves via une immigration massive », sont indignes. Certes, le patronat allemand se réjouit de l'arrivée d'une main-d'œuvre, plutôt qualifiée, dont il a grand besoin. Mais les Allemands font preuve d'une mobilisation générale et généreuse. Celle-ci permet d'organiser la riposte contre les néonazis...

Migrants : l'Europe des égoïsmes nationaux

Edito du « Monde ». Les vingt-huit membres de l'Union européenne sont incapables de parler d'une seule voix face aux drames des réfugiés.

LE MONDE | 15.09.2015 à 11h22 • Mis à jour le 15.09.2015 à 20h07

Editorial du Monde. Il n'y aura pas de politique commune de l'Union européenne (UE) à l'égard des réfugiés fuyant les guerres de la banlieue sud de l'Europe – de la Syrie à l'Irak. Face à une tragédie humanitaire à ses marches, l'UE est incapable d'action collective. Ses vingt-huit membres ne peuvent se mettre d'accord sur les quelques opérations de solidarité et de bon sens proposées par le président de la Commission, le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker.

Tel est, livré brut de décoffrage, sans circonvolutions diplomatiques à la « bruxelloise », le « résultat » de la réunion, lundi soir 14 septembre, des ministres de l'intérieur de l'Union sur l'immigration. L'Allemagne et la France ont échoué à faire l'unanimité des Européens sur les propositions de la Commission : répartition « solidaire » (« obligatoire », disait François Hollande) de quelque 120 000 réfugiés des guerres de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan, aujourd'hui présents en Grèce, en Italie et en Hongrie ; installation aux frontières de l'UE de structures chargées d'enregistrer les demandes d'asile politique et celles concernant les migrants économiques ; esquisse d'un début d'harmonisation des législations sur l'asile politique au sein de l'Union.

LE FRONT DU REFUS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE A EMPÊCHÉ UN ACCORD EN BONNE ET DUE FORME

Au terme d'échanges peu aimables, le front du refus d'Europe centrale et orientale a empêché un accord en bonne et due forme qui aurait ressemblé à une réponse collective de l'Europe. Pas question pour ces pays-là d'accepter le principe d'une répartition, même décidée ensemble, des réfugiés – peu importe le nombre, c'est affaire de souveraineté. Si l'on avait été jusqu'au vote, sans doute y aurait-il eu une majorité qualifiée pour adopter le plan Juncker, mais on n'a pas voulu prendre le risque d'afficher ainsi la division de l'UE. L'Allemagne a dit, mardi matin, qu'elle se résignait mal à cet échec : elle menace les récalcitrants de sanctions financières. Elle a raison.

Laissons de côté le fait que l'attitude des obstructionnistes est peu conforme aux valeurs fondatrices de l'UE : après tout, l'immigration ne fait pas partie, ou seulement très peu, des compétences communautaires. Evitons les leçons de morale qui, venant du monde politico-médiatique, ont peu de chance de convaincre les Etats réfractaires – la Hongrie, la Slovaquie, la Tchéquie, la Roumanie, par exemple – et encore moins des opinions publiques dont les hésitations, légitimes, sont exploitées par des partis sans scrupule à d'uniques fins électorales. Tout cela serait contre-productif. De même peut-on comprendre que nombre de pays membres des accords de Schengen, qui instaurent la libre circulation de leurs ressortissants au sein de l'UE, aient provisoirement rétabli des contrôles aux frontières face à un afflux massif et soudain de réfugiés.

Mais il faut bien, pour autant, tirer une conclusion politique de cet échec des Européens à décider ensemble d'un minimum d'action collective face aux drames des réfugiés. Il n'est pas seulement le symbole d'une Europe qui se referme face aux malheurs de l'époque, une Europe qui entend ignorer la tragédie qui frappe à ses portes. C'est le sens de l'Union européenne qui est remis en question. Elle prétend avoir une politique extérieure commune, défendre des valeurs universelles, afficher l'exemplarité de ses démocraties, en somme être autre chose qu'une simple zone de libre-échange.

A ce premier grand test, elle répond par son absence. Elle réagit comme une association d'Etats liés par un accord de marché unique et pas grand-chose d'autre. C'est une régression par rapport à ses ambitions originelles. C'est aussi un aveu d'impotence collective dangereuse. Les guerres du Proche-Orient ne vont pas s'apaiser de sitôt. Même si l'Europe décide d'être relativement indifférente au sort des familles qui fuient la guerre et les persécutions les plus atroces, elle n'échappera pas aux effets déstabilisateurs du chaos proche-oriental. Du seul point de vue de la défense de ses intérêts, elle doit agir collectivement. C'eût été bien de commencer par les réfugiés.

Migrants : l'Europe en progrès

Editorial du « Monde ». L'Union européenne est débordée pour quelques semaines, mais elle a un plan d'action raisonnable.

LE MONDE | 24.09.2015 à 11h48 • Mis à jour le 25.09.2015 à 11h00

Editorial du « Monde ». « E pur, si muove ! » – « et pourtant, elle tourne ! ». On pourrait appliquer à l'Europe l'expression de Galilée à propos de la rotation de la Terre. In fine, l'Union européenne (UE) finit par bouger. Parce qu'elle n'a pas le choix. Il en fut ainsi de la longue crise de l'euro. Il en est ainsi également de la crise des migrants et des réfugiés, Syriens et autres, qui cherchent à rejoindre le Vieux Continent par centaines de milliers. L'UE est toujours mal armée lorsque survient une crise majeure, mais, souvent, elle progresse dans l'adversité. La réunion des ministres de l'intérieur, mardi 22 septembre, suivie de celle des chefs d'Etat et de gouvernement, mercredi, le démontre. On redoutait l'incapacité de l'UE à mener la moindre action collective face à une tragédie qui concerne notre continent au premier chef. Peut-être était-on trop pessimiste.

D'abord, le concept adopté, mercredi, sur proposition du couple franco-allemand, est le bon. Premier rappel : l'asile est un droit absolu pour chaque individu persécuté, comme l'a dit haut et fort la chancelière Angela Merkel. La Commission a raison de lancer des procédures d'infraction contre dix-neuf pays défaillants (dont la France). Certes, dans un monde où les réfugiés ont souvent pour seul bien leur téléphone portable, les déclarations de la chancelière allemande ont pu amplifier l'afflux de migrants. L'UE est débordée pour quelques semaines, mais elle a un plan d'action raisonnable.

Elle va aider les réfugiés à rester près de chez eux. La clé réside dans la résolution la plus rapide possible du conflit syrien, mais l'aide d'un milliard d'euros aux réfugiés restés dans les pays voisins de la Syrie (Turquie, Jordanie, Liban) est une première bonne décision. Ces fonds devraient aller aux agences des Nations unies dont le rabetage des moyens a été la véritable cause du départ de nombreux Syriens des camps de réfugiés.

Front du rejet

Nicolas Sarkozy a cru bon d'agiter la peur d'une Europe submergée, brocardant les 120 000 réfugiés que vont se repartir les Européens : « Ces 120 000 ne représentent rien parce que ce sont derrière des millions et des millions qui poussent. » C'est faux : les réfugiés préfèrent rester proches de la Syrie, proches de chez eux, et la France n'est nullement submergée.

L'ancien président aurait dû, au contraire, saluer la réforme en cours des accords de Schengen et des règles européennes, qu'il n'a cessé de réclamer. Désormais, les réfugiés dont le droit à l'asile est incontestable (Syrie, Irak, Erythrée) seront accueillis selon des clés de répartition fixées par la Commission en accord avec les gouvernements. Fini le petit jeu où l'on cherche à savoir dans quel pays de l'UE un réfugié a mis le pied en premier pour l'y renvoyer, selon le principe de la très inadaptée convention de Dublin.

Pour ce faire, des camps d'accueil, baptisés « hot spots », seront installés dans les pays d'entrée de l'UE pour enregistrer les réfugiés et gérer le cas des déboutés du droit d'asile. Les migrants économiques, des Balkans ou d'Afrique de l'Ouest, relèvent d'un autre statut et d'un autre traitement. Enfin, le contrôle à toutes les frontières de l'UE est resserré avec le renforcement de l'agence qui en est chargée, Frontex.

Même le front du rejet, celui des pays d'Europe de l'Est, commence à évoluer, sous la pression de la Pologne, qui s'est ralliée à l'ensemble de ces mesures. L'Europe commence à faire face.

Réfugiés : une photo pour ouvrir les yeux

Editorial. L'image d'Aylan Kurdi, 3 ans, retrouvé mort sur une plage de Turquie, restera comme l'emblème de cet afflux migratoire sans précédent que nous ne voulons pas voir.

LE MONDE | 03.09.2015 à 11h16 • Mis à jour le 04.09.2015 à 18h17 | Par Jérôme Fenoglio (Directeur du "Monde")

Editorial du « Monde ». Il s'appelle Aylan Kurdi, il est âgé de 3 ou 4 ans. Un petit corps sans vie échoué sur une plage turque. C'est un enfant syrien qui fuyait la guerre, avec sa famille. Ils voulaient gagner l'Europe, en l'espèce la Grèce, par la Turquie. Leur embarcation comptait au moins onze personnes à bord. Elle a sombré quelque part au large de l'île de Kos. La mer a rejeté certains des corps sur une plage turque. Et, un peu à part, tout seul, celui de ce petit bonhomme en tee-shirt rouge et pantalon bleu, qui restera comme l'emblème de cet afflux migratoire sans précédent que nous ne voulons pas voir. Ou pas assez.

Le Monde a déjà publié des photos d'enfants morts, notamment lors de l'attaque chimique d'un quartier de Damas par la soldatesque de Bachar Al-Assad en 2013. Nul voyeurisme, nul sensationnalisme, ici. Mais la seule volonté de capter une part de la réalité du moment.

Cette photo, celle de l'enfant, témoigne très exactement de qui se passe. Une partie du Proche-Orient s'effondre à nos portes. Des Etats qui étaient des piliers de la région se décomposent – la Syrie et l'Irak, notamment. Les pays voisins immédiats croulent sous une masse de réfugiés qui représentent souvent près du quart de leur population – en Jordanie et au Liban. Ces Etats-là, si l'on n'y prend garde, vont commencer à vaciller à leur tour.

Par dizaines de milliers, chaque mois, chaque semaine, Syriens, Irakiens, mais aussi Afghans et autres, fuient. Nos querelles juridiques sur l'exacte nature de ces migrants ont quelque chose d'ubuesque. Aux termes de conventions datant de l'immédiat après-guerre, il y aurait les migrants économiques et les migrants politiques : les premiers fuient la misère, les autres les persécutions politiques et la guerre. Ils n'ont pas les mêmes droits.

L'exode ne fait que commencer

Mais l'enfant, lui, l'enfant de la plage, le petit Aylan, où faut-il le ranger ? La vérité est que ce ne sont plus seulement des hommes jeunes en quête d'emploi et d'un avenir meilleur qui forment le flux migratoire de l'heure ; ce sont des familles entières, femmes et enfants compris, qui fuient la misère et les combats. Il faudra encore des années avant que le mélange de guerres civiles, religieuses et régionales nourrissant le chaos proche-oriental ne s'apaise. L'exode ne fait que commencer, il ne s'arrêtera pas de sitôt. Et l'Union européenne est sa destination naturelle.

Peut-être faudra-t-il cette photo pour que l'Europe ouvre les yeux. Et comprenne un peu ce qui arrive. Pas d'angélisme : on ne fait pas de bonne politique sur de l'émotion. Pas de leçon de morale : nos Etats-providence, encore malmenés par la crise de 2008, lourdement endettés, faisant souvent face à un chômage massif, en proie, pour certains, à un malaise identitaire sérieux, sont désemparés face à l'afflux des migrants. Nos démocraties sont naturellement perméables aux mouvances protestataires les plus démagogiques – championnes du « y a qu'à » et autres solutions toutes faites.

Tout cela est vrai, comme il est exact que l'accueil de populations étrangères pose effectivement nombre de difficultés, qu'il est irresponsable de nier. Mais, enfin, l'Europe est déjà passée par là. La seule France a su, dans les années 1920, alors qu'elle comptait 37 millions d'habitants, recevoir quelque 140 000 Arméniens. On trouvera d'autres exemples.

Tellement décriée, ici et là, notre Union européenne nous a tout de même appris à gérer ensemble des politiques complexes et difficiles. Nos Etats-providence savent faire face à des situations d'urgence. Nos sociétés civiles sont tissées de liens associatifs qui ont fait leurs preuves, dès lors que l'opinion était convaincue de la justesse de telle ou telle cause.

Il ne faut pas se tromper. Dans quelques années, les historiens jugeront les Européens sur la façon dont ils ont accueilli ceux qui fuyaient la mort sous les bombes, l'esclavage sexuel, les persécutions religieuses, les barils de TNT sur leurs quartiers, l'épuration ethnique. Dans les livres d'histoire, le chapitre consacré à ce moment-là s'ouvrira sur une photo : celle du corps d'un petit Syrien, Aylan Kurdi, noyé, rejeté par la mer, un sinistre matin de septembre 2015.

(Le Figaro) Aux sources du mal

Publié le 04/09/2015 à 19h58

L'éditorial de Philippe Gélie

Le ralliement surprise de François Hollande à des «quotas» de réfugiés imposés aux Européens - un reniement politique après son refus en juin - n'est qu'un pis-aller. Faute de meilleure idée, il se range derrière l'Allemagne d'Angela Merkel, que l'explosion des demandes d'asile a rapprochée de la Grèce et de l'Italie. Mais, accueillie froidement par le reste de l'UE - du Royaume-Uni aux pays de l'Est -, la démarche a d'autant moins de chances d'aboutir qu'elle ignore superbement les causes du problème et risque même de l'aggraver en créant un nouvel appel d'air.

Une réponse efficace à l'afflux croissant de déshérités d'Afrique et du Moyen-Orient suppose de s'attaquer aux sources du mal. Celles-ci se trouvent dans un monde arabe en pleine déliquescence qui, de la Syrie à l'Irak et à la Libye, déverse ses exilés ou migrants de passage vers nos côtes. On sait dans quel chaos l'intervention de 2011 contre Kadhafi a plongé Tripoli. On mesure aujourd'hui combien le défi posé par l'armée du califat de Daech est plus sérieux encore. Après un an de frappes aériennes en Irak et en Syrie, la coalition menée par les États-Unis affiche un bilan si maigre que les communicants du Pentagone ont été surpris en train de l'embellir.

L'État islamique a subi 6 500 bombardements, perdu 10 000 hommes et plusieurs de ses chefs, mais il fait preuve d'une résilience intacte. Les territoires qu'il contrôle sont peu ou prou les mêmes qu'il y a un an et ses effectifs restent constants grâce à l'arrivée de nouveaux volontaires. Il continue à narguer le monde en lançant des offensives jusqu'aux abords de Damas et de Bagdad, en décapitant des innocents et en dynamitant des trésors architecturaux, tels ceux de Palmyre.

La puissante coalition arabo-occidentale qui promettait d'en venir à bout patine, cherche avec peine une stratégie de substitution. On ne gagne pas une guerre sans troupes au sol, mais le souvenir des invasions de l'Irak et de l'Afghanistan refroidit les ardeurs. Pendant ce temps, la cohorte des exilés marche sur l'Europe. Les stratèges savent bien que les deux maux sont liés, et leurs solutions aussi.

(Le Figaro) Capharnaüm

Publié le 14/09/2015 à 21h11

L'éditorial de Philippe Gélie.

Angela Merkel nous avait habitués à plus de sérieux et de circonspection dans la gestion des crises. L'élan de «générosité» qui lui avait fait ouvrir en grand les portes de l'Allemagne aux réfugiés syriens, salué par un tonitruant «bravo» de Ségolène Royal et de toute la gauche française, n'a pas mis longtemps à se retourner contre elle. Comme l'avaient prédit ses alliés de la CSU, l'Allemagne est en train de «perdre le contrôle de la situation». La fermeture «temporaire», dimanche, de sa frontière avec l'Autriche n'est qu'un aperçu de l'invraisemblable capharnaüm qui règne aujourd'hui en Europe, et que l'emballlement et les zigzags de Berlin n'ont fait qu'aggraver.

L'un après l'autre, les pays d'Europe - de la Roumanie aux Pays-Bas - rétablissent les contrôles aux frontières, modifient leur législation, mobilisent l'armée ou envisagent de déclarer l'état d'urgence. Les accords de Schengen sur la libre circulation n'existent plus que sur le papier. Ceux de Dublin, qui rendent le pays d'arrivée responsable de l'accueil, sont devenus inapplicables face aux millions de candidats à l'exil massés en Turquie, au Liban, en Jordanie et en Libye.

N'en déplaise à Berlin et Paris, le principe d'une répartition par «quotas» a été dynamité quand Mme Merkel s'est déclarée prête à recevoir 800 000 demandeurs d'asile cette année - estimation désormais portée à 1 million. L'appel d'air ainsi créé a bouleversé la donne pour tout le monde. La France n'a pas accepté d'héberger 24 000 réfugiés pour solde de tout compte, elle soutient un système qui fait peser sur elle 20 % de la charge totale.

Pour masquer l'ampleur des dégâts, les responsables européens mettent l'accent sur les «centres d'enregistrement» que l'UE doit ouvrir ou renforcer en Grèce, en Italie, voire en Hongrie, et sur le passage à la «phase 2» de son opération navale en Méditerranée, censée arraisonner les passeurs dans les eaux internationales. Mais ces rustines ne suffiront ni à assécher la source de l'exode, ni à canaliser le flux des migrants. Seules une remise à plat de l'espace Schengen et, à plus long terme, la fin du chaos en Syrie sont de nature à résoudre la crise actuelle.

(Le Figaro) Face aux drames, ne plus subir

Mis à jour le 03/09/2015 à 23h45 | Publié le 03/09/2015 à 19h32

L'éditorial de Philippe Gélie

Après la découverte sordide de 71 cadavres dans un camion en Autriche, l'horreur suscitée par la photo d'un enfant syrien de 3 ans retrouvé noyé sur une plage de Turquie peut déclencher une prise de conscience: voilà les drames qu'entraîne l'inefficacité des politiques européennes d'immigration et d'asile. Un sursaut est urgent, comme l'ont compris Angela Merkel et François Hollande. Mais les réponses apportées sous le coup de l'émotion ou de la panique ne font souvent qu'aggraver le problème au lieu de le résoudre.

La famille Kurdi a péri en tentant de rejoindre la Grèce, à défaut du Canada. L'Europe fait tout ce qu'elle peut - quoique dans le plus grand désordre - pour secourir les malheureux jetés en masse sur ses côtes et ses routes. Si elle doit avoir honte, c'est surtout d'entretenir, par de mauvaises réponses, le mirage de l'eldorado qu'elle n'est pas et pour lequel les boat people risquent leur vie.

La politique d'asile est un échec patent, les recalés restant quand même, à l'instar des clandestins attirés par les systèmes sociaux les plus généreux. Schengen et son espace de libre circulation, confort offert aux citoyens, transforme l'Union en passoire pour les trafiquants d'êtres humains et les migrants économiques. Pas plus que les murs érigés ici ou là, l'idée de répartir les réfugiés par «quotas» n'est la solution - comment garder au Portugal ceux qui rêvent d'Allemagne? Elle exacerbe les divisions sur les «valeurs», certains pays de l'Est ne voulant recueillir que des chrétiens...

La grande faute des Européens est d'avoir subi jusqu'ici cette crise sans tenter de reprendre l'initiative. S'il y a un devoir moral de secourir les victimes de guerres ou de persécutions, pourquoi ne pas ouvrir des «guichets» autour de pays «non sûrs» dûment listés, identifiant les réfugiés éligibles et assurant leur transport vers un pays d'accueil mutuellement accepté? Encore faut-il en parallèle dissuader les fraudeurs et neutraliser les passeurs. Si l'UE n'est pas capable de rétablir l'ordre à ses frontières extérieures, les drames se multiplieront et la «maison commune» deviendra elle-même un mirage.

(Le Figaro) L'Allemagne et les autres

Publié le 15/09/2015 à 21h12

L'éditorial de Philippe Gélie

Dans la communauté de nations rêvée par les pères fondateurs pour pacifier le Vieux Continent, chaque État unissait ses forces à celles de ses voisins, partageait l'effort au nom d'intérêts communs et conservait une voix au chapitre égale à celle des autres. Dans l'Europe d'aujourd'hui malmenée par les crises - financière, grecque, migratoire -, il n'y a qu'un maître à bord et il ne fait pas bon lui résister. Ce maître, c'est l'Allemagne, puissance économique dominante, désormais politiquement décomplexée.

La colère de Berlin devant le refus de certains États membres de se plier à des quotas obligatoires de réfugiés peut s'expliquer: près de 100.000 ont frappé à la porte du pays depuis le début du mois. Mme Merkel attend la solidarité de «toute l'Europe», mais elle néglige quelque peu sa responsabilité. Après avoir invité tous les demandeurs d'asile syriens à venir profiter de la générosité allemande, elle a fermé sa frontière, faute de capacités d'accueil suffisantes, provoquant un effet domino.

Au lieu de corriger leurs erreurs, les responsables allemands ont eu un réflexe punitif: qui n'obtempère pas à leur diktat serait menacé de rétorsions financières. Pour un pays qui se voit, non sans raison, comme «le payeur» de l'UE, les fonds structurels - censés rapprocher les pays les plus pauvres des plus riches - représentent un «moyen de pression» légitime.

Angela Merkel a compris combien la méthode est déplaisante et y a mis un bémol. Elle plaide désormais pour «un nouvel esprit européen» - une autre façon de camper sur son exigence de solidarité. Pour l'insuffler, Berlin aurait bien besoin de l'aide de Paris. Mais la France de François Hollande est aux abonnés absents. Sa faiblesse politique et sa fragilité économique l'empêchent de tenir son rôle d'égale puissance. Le président s'est mis à la remorque de la chancelière et l'on voit sa difficulté à la suivre dans ses zigzags. Or l'enjeu est central. Si dans l'Europe allemande la coercition s'exerce au mépris des souverainetés, on verra bientôt la tentation d'en sortir ailleurs qu'en Grèce ou en Grande-Bretagne.

(Le Figaro) Le compte n'est pas bon

Publié le 09/09/2015 à 20h59

L'éditorial de Philippe Gélie.

Sous la férule d'Angela Merkel, soutenue par un François Hollande en panne d'initiative, les Européens sont invités à «accueillir dans leurs bras», selon la formule de Jean-Claude Juncker, 160 000 réfugiés fuyant la guerre, principalement en Syrie et en Irak, en vertu de quotas fixés autoritairement à Bruxelles. Invoquant «la dignité humaine», le président de la Commission souligne que «la peur» n'est pas bonne conseillère. Certes, mais la panique encore moins, lorsqu'il s'agit d'une politique qui engage l'Europe pour des années, peut-être des décennies.

Si le «plan» Merkel-Hollande-Juncker a les atours de la générosité, celle-ci est bien mal ordonnée. À vouloir imposer de nouvelles règles sans tenir compte de la réalité des chiffres ni réfléchir aux conséquences de la méthode choisie, l'Union court à sa perte. Déjà, plusieurs pays regimbent à l'est du continent. Lorsque les centaines de milliers se transformeront en millions, comme l'anticipe - avec enthousiasme! - le vice-chancelier allemand Sigmar Gabriel, le principe de libre circulation en Europe aura vécu.

Depuis le début de cette année, 500 000 demandeurs d'asile ont frappé à la porte de l'UE. Où sont-ils dans les calculs de la Commission? Angela Merkel est la seule à faire à demi-preuve de franchise en souhaitant des quotas «ouverts», évidemment à la hausse. En maniant cette bombe démographique, les dirigeants européens font comme s'il n'y avait pas, avant et à côté de la crise des réfugiés, un problème d'immigration illégale dans nos pays.

On s'étonne du délai de cinq jours en forme d'ultimatum laissé par Juncker aux Vingt-Huit pour accepter sa proposition. La gestion des frontières, la politique migratoire et le droit d'asile restent jusqu'à nouvel ordre des prérogatives nationales: un tel abandon de souveraineté doit-il être décidé hâtivement, sans débat dans les pays concernés? Au-delà des postures séduisantes, la gravité du drame que vivent les réfugiés devrait imposer, par respect pour eux comme pour les citoyens européens, un devoir de vérité et une obligation de réussite aux dirigeants de l'Union.

(Le Figaro) L'engrenage

Publié le 07/09/2015 à 19h50

L'éditorial d'Yves Thérard.

Il est des choix qui compteront pour le «jugement de l'histoire». C'est à cette aune-là que François Hollande entend agir pour relever le défi que posent les réfugiés à l'Europe et à la France. 24 000 d'entre eux seront donc accueillis sur notre sol, en plus des 6 800 autorisés à venir en juillet. L'histoire, mais que retiendra l'histoire?

Une preuve d'humanité et de générosité? Ici et maintenant, peut-être. Nul ne veut avoir mauvaise conscience, surtout après la photo du petit Aylan gisant sur une plage turque. Mais plus tard? Quatre millions d'individus peuplent déjà les camps de déplacés du Moyen-Orient, 350 000 autres sont arrivés en Europe depuis le début de l'année, et ils seront plus du triple d'ici au mois de décembre. Inutile de dire que le dispositif permanent et obligatoire mis en place pour répartir 160 000 personnes dans les pays de l'Union risque d'apparaître très vite insuffisant. Les réfugiés, combien seront-ils demain? Sans doute des millions, fuyant la terreur islamiste.

L'avenir le montrera, ce témoignage de générosité se révélera une erreur irréversible. Combien de migrants dits économiques vont continuer à s'engouffrer dans la brèche? Comment raccompagner chez eux ceux qui ne seront pas éligibles au droit d'asile? François Hollande s'est montré pour le moins évasif à ce propos. Récemment, la Cour des comptes a souligné que seuls 1 % des recalés quittaient le territoire.

Où établir les centres de sélection entre réfugiés et simples migrants? Le flou est total. Comment obliger les pays européens à accueillir toujours plus d'étrangers sans violer leur souveraineté et ainsi provoquer un éclatement de l'Union? Certes, il y a la gestion de l'urgence, mais une bonne politique commande d'en prévoir les conséquences. Celles-ci s'annoncent des plus sombres.

Les quotas sont «une faute morale et éthique», affirmait Manuel Valls en mai. Il avait raison. N'en déplaise aux belles âmes qui en appellent à l'histoire, il est irresponsable de faire naître chez des millions de déplacés un espoir qui restera lettre morte.

(Le Figaro) Que fait l'Europe ?

Publié le 17/08/2015 à 20h35

L'éditorial de Philippe Gélie

Chaque jour, de nouveaux drames exposent la détresse des réfugiés, la détermination des migrants économiques, la brutalité cynique des trafiquants d'êtres humains, la sophistication des filières de passeurs et l'exaspération des populations européennes. Au sein de l'UE, chacun se débat de son côté, avec les moyens du bord, face à un flot ininterrompu. Patrouilles en mer, murs aux frontières, centres d'accueil... Rien n'y fait.

À l'heure de ce constat lamentable, où est l'Europe? De Bruxelles parviennent des incantations sur la «pire crise de réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale», qui jette 600.000 personnes vers nos côtes. Mais de politique migratoire européenne, point. Le budget de l'agence Frontex a été triplé sans grand effet, tant il partait de bas, et un plan ridicule de répartition par quotas des demandeurs d'asile, qui ne tenait même pas compte des chiffres réels, a été rejeté par les États membres.

Le sursaut vient d'Angela Merkel, qui tente de tirer ses homologues de leur torpeur. La crise des réfugiés «va nous occuper bien plus que la Grèce ou la stabilité de l'euro», prévient la chancellerie, qui souhaiterait en parler avec François Hollande. Espérons que le président, qui avait promis un «plan d'action» vite oublié, y verra aussi une priorité. Mme Merkel a déjà quelques idées pertinentes, comme celle d'établir une liste des pays «sûrs», dont les ressortissants ne pourraient prétendre au droit d'asile. Depuis un an, le nombre de réfugiés syriens a été divisé par cinq, tandis qu'explosait celui des Maliens, des Ivoiriens ou des Kosovars attirés par nos généreux systèmes de protection sociale. Même l'ONU reconnaît qu'il n'y a «pas d'urgence humanitaire dans ces pays».

À l'Europe d'en tirer les conséquences. Une politique globale doit combiner fermeté à l'extérieur - pour dissuader les faux réfugiés - et réalisme à l'intérieur - pour faire respecter les règles d'asile. Si l'UE échoue à endiguer l'afflux de migrants, il ne restera qu'à enterrer le beau rêve de Schengen et à rétablir les contrôles aux frontières nationales. Son inaction compromet ses intérêts et ses valeurs, lorsqu'on voit la misère et la violence de l'immigration clandestine.

(Le Figaro) Réfugiés ou clandestins

Publié le 26/08/2015 à 20h50

L'éditorial d'Yves Thérard

Tous ceux qui, en Europe, ont fait d'Angela Merkel «la femme à abattre» ont désormais une bonne raison de changer de discours. Face à ce qui est certainement l'un des plus grands défis du XXI^e siècle, elle a décidé de prendre les choses en main. La chancelière en appelle à l'ensemble des responsables de l'Union pour trouver des solutions à l'afflux des centaines de milliers de migrants qui arrivent désormais par deux voies: la Méditerranée et les Balkans.

L'initiative aurait pu venir de Paris. Elle est finalement venue de Berlin, et de sa «dame de fer». Sans elle, que ferait François Hollande?

Certes, l'Allemagne est autrement plus exposée que la France: quelque 800 000 demandeurs d'asile sont attendus cette année outre-Rhin. Mais la déferlante touche tout le monde, d'Athènes à Amsterdam, de Madrid à Londres. La parade ne peut donc être que commune.

D'abord, il est urgent de distinguer tous ceux qui fuient la guerre et ses horreurs, réfugiés syriens et irakiens notamment, des autres candidats à l'exil, sans-papiers en quête d'une vie meilleure. C'est précisément l'objectif de la chancelière allemande. Elle est prête à accueillir les premiers, pas les seconds, ressortissants balkaniques pour la plupart, désertant les campagnes kosovares ou albanaises. La France devrait suivre l'exemple, en refusant et en renvoyant chez eux les très nombreux Africains de l'Ouest qui tentent l'aventure sur son sol.

Ensuite, l'Union européenne ne fera pas l'économie d'une révision complète des accords de Schengen. Ces textes sur la libre circulation des personnes sont dépassés et inadaptés. Ils ouvrent la voie au laisser-faire et à la confusion. Car ce n'est ni en Grèce ni en Espagne que les migrants veulent s'installer, mais dans les riches pays d'Europe du Nord.

La générosité envers les réfugiés politiques n'est concevable que si la plus grande fermeté est opposée aux clandestins économiques. C'est la première des réponses à donner.

(Libération) Consciences

Par Laurent Joffrin — 3 septembre 2015 à 19:36

Une image sauvera-t-elle les réfugiés du malheur ? Une image sauvera-t-elle l'âme de l'Europe ? Depuis de longues semaines, Libération et quelques autres multiplient les reportages, les enquêtes et les éditoriaux pour alerter l'opinion - et le gouvernement - sur le sort des réfugiés en provenance de Syrie, de Libye ou d'Erythrée. Cet exode est extraordinaire, disions-nous bien avant l'été, il lance un défi majeur à l'Europe, il exige un changement d'attitude. Il est possible, répétons-nous, de construire une autre politique d'asile, à la fois réaliste et plus humaine, pour faire face à l'urgence de la guerre et de l'oppression qui chassent des centaines de milliers de réprouvés sur des routes incertaines et sur des mers dangereuses. Vox clamantis in deserto ! Après l'un de nos dossiers, l'hebdomadaire Marianne, toujours aussi lucide, nous reprocha même de faire le jeu du Front national... La photo déchirante d'un enfant mort sur une plage ensoleillée, avec la mer bleue pour linceul, va-t-elle éveiller les consciences ? La chose est fréquente dans les drames humanitaires : la raison a beau se mobiliser, c'est l'émotion qui commande. Indifférente ou hostile - en dehors d'une valeureuse avant-garde de bénévoles -, l'opinion comprend qu'on ne peut rester les bras ballants devant la tragédie. Face aux vociférations du Front national et de ses intellectuels annexes, qui ont un barbelé à la place du cœur, une autre attitude prend corps, qui peut modifier le paysage moral et politique du pays. Face aux adeptes des murs et des chiens policiers, un informel parti de la main tendue se constitue. Vient donc le temps de l'action. Libération décrit les initiatives individuelles ou associatives qui tendent à aider les réfugiés. Depuis l'origine, des Français ont choisi la voie de l'accueil et de l'entraide, considérant, à l'inverse de tant de lepénistes ou de souverainistes, que les réfugiés ont des droits imprescriptibles. Ces militants de l'universel ont besoin de renfort : il faut les soutenir. Mais cette mobilisation ne saurait se passer d'une action de l'Etat. Deux mois après avoir parlé d'une «faute morale» - celle qui consistait à répartir l'accueil entre les nations européennes -, le gouvernement promet «une répartition [des réfugiés] équitable en Europe». Il est temps. Cette mesure suppose évidemment l'ouverture de centres d'hébergement plus nombreux, l'organisation de l'accueil, le traitement rapide des demandes. A ces conditions seulement, le martyre du petit Aylan Shenu ne restera pas vain.

(Libération) Cul-de-sac

Par Laurent Joffrin — 17 août 2015 à 19:36

Dans l'univers des Misérables, il y a toujours des Thénardier. La nature humaine est ainsi faite qu'il existera toujours, au sein des populations les plus pauvres, des individus plus durs ou plus cyniques qui tireront avantage de cette pauvreté. Tels sont les passeurs de Calais, dont Libération décrit en détail les méthodes et les profits, et qui peuvent extorquer jusqu'à 10 000 euros par tête à des migrants prêts à tout pour franchir la Manche. Avec ce cruel codicille au contrat : moins le migrant paie, plus il risque sa liberté ou sa vie. Un business sans scrupule s'est ainsi greffé sur la situation de ces réfugiés bloqués dans le cul-de-sac portuaire né des accords du Touquet entre Paris et Londres, qui arrêtent sur les côtes de France les candidats à l'immigration en Grande-Bretagne. Les autorités françaises ont parfaitement raison de débusquer avec énergie ces acteurs sans foi ni loi. Il serait en revanche illusoire de penser que la lutte contre les passeurs, aussi légitime soit-elle, résoudra la question des flux migratoires. La situation calaisienne procède d'un problème bien plus vaste, qui se pose à l'Europe tout entière, comme le remarquait récemment Angela Merkel : celui de l'accueil nécessaire - et organisé - des réfugiés des pays en guerre, dont beaucoup, il faut toujours le rappeler, disposent d'un droit à l'asile reconnu par les chartes internationales. A court terme, l'établissement de conditions d'hébergement décentes, déjà pratiquées dans plusieurs pays, apparaît comme une action minimale. A long terme, c'est la politique migratoire dans son ensemble qui doit être réformée en commun, non pour ouvrir les frontières à tout vent mais pour assurer à ceux qui fuient la violence et l'oppression un sort conforme aux valeurs de l'Union européenne.

(Libération) «Donnez-moi vos pauvres, vos exténués...»

Par Laurent Joffrin — 20 août 2015 à 18:46

L'Europe se trouve face à un tournant historique. Aura-t-elle le courage de mettre en œuvre une autre politique ?

Ce sont quelques vers gravés dans le bronze, au pied de la statue de la Liberté dont la torche se dresse haut dans le ciel, à l'entrée du Nouveau Monde. Ils sont extraits d'un poème écrit en 1883 par Emma Lazarus, fille d'une famille de juifs portugais installée à New York, révoltée par les pogroms russes et sûre que son pays serait le refuge des réprouvés. «Donnez-moi vos pauvres, vos exténués, qui en rangs pressés aspirent à vivre libres. [...] Envoyez-les moi, les déshérités, que la tempête m'apporte. J'élève ma lumière et j'éclaire la porte d'or !»

Les autorités américaines ont choisi cet hymne à l'accueil, à la compassion et à l'humanité pour donner une devise à la statue de Bartholdi, érigée en 1886 à l'initiative de républicains français. Elles y ont vu le symbole de leur nation, où se réfugiaient tant d'Européens chassés par la violence, la discrimination et la misère du Vieux Continent. L'Europe d'aujourd'hui, vers laquelle convergent aussi des légions de «pauvres et d'exténués», aura-t-elle le courage d'imiter l'Amérique ? Ou bien, en lieu et place de la statue de la Liberté, construira-t-elle un autre monument : une clôture de barbelés surmontée d'un mirador ?

Si l'on use de ce ton quelque peu solennel, c'est que l'Europe se trouve face à un tournant historique. Trois conflits où les pays du Nord ont été impliqués à divers titres, ceux d'Irak, de Syrie et de Libye, auxquels s'ajoutent les exactions d'une dictature implacable, celle d'Erythrée, ont jeté sur les routes de l'exil des millions de réfugiés, comme l'avait fait en son temps le conflit yougoslave. Ces hommes et ces femmes aux abois voient dans l'Europe démocratique le refuge qui leur permettra de reconstruire leur existence brisée. Jean-Christophe Dumont, spécialiste des migrations à l'OCDE, évalue à plus d'un million le nombre de ces réprouvés qui frapperont cette année ou l'année prochaine à la porte du continent. Un chiffre réaliste, attesté par l'augmentation brutale des arrivées enregistrées depuis quelques mois, qui dépassent de loin celles constatées auparavant.

Pessimiste, désabusé, rétracté par l'angoisse identitaire et le refus de l'avenir, le Vieux Continent peut choisir la fermeture. Tétanisés par la montée des partis nationalistes, les gouvernements s'ingénieront dans ce cas à ériger des barrières le long des frontières, à construire des murs de béton, à refouler sans ménagements ces réfugiés à leurs yeux trop différents. Cette politique, qu'une grande partie de l'opinion réclame, nierait les valeurs mêmes de l'Union européenne.

Elle nierait aussi bien... la réalité. Quoi qu'en disent les démagogues à la Le Pen, ces murs n'arrêteront pas des réfugiés prêts à risquer la mort pour les franchir, comme le font ceux qui s'embarquent sur des cercueils flottants pour rallier Kos ou Lampedusa. Il faudra dépenser des milliards pour barricader l'Europe, tout en comptabilisant froidement le nombre des noyés hebdomadaires.

Il existe une autre politique, plus conforme aux chartes dont on se réclame et dont le coût financier ne serait guère supérieur. Ouvrir les frontières sans conditions ? Certainement pas. Mais organiser et réguler l'accueil. Et d'abord celui des réfugiés, à qui les conventions internationales garantissent le droit à l'immigration et qu'il faut distinguer des migrants économiques.

Une fois leur qualité attestée, les pays d'Europe, comme le font les Scandinaves ou bien, à un certain degré, l'Allemagne, doivent se répartir la tâche, ouvrir des centres d'hébergement décents, prévoir des actions d'insertion, utiliser les compétences de ces immigrés qui sont souvent formés dans leur pays et emplis d'ardeur professionnelle.

Chassés de chez eux par la violence, ces arrivants n'ont d'autre but que de se faire une petite place au soleil. Nombre d'entre eux, comme le montre le précédent yougoslave, retourneront dans leur pays une fois la paix civile revenue. Réaliste et humaine, cette politique que préconisent nombre d'experts qui n'ont rien d'utopistes échevelés est la seule conforme aux valeurs qui nous réunissent, autant qu'à la logique du monde contemporain.

(Libération) La frontière, un fantasme dangereux

Par Jean Quatremer — 26 août 2015 à 17:56

La frontière, cette ligne invisible née au XVI^e siècle dans son acception moderne d'une ligne étroitement définie, a connu son apogée au XX^e siècle, à la suite du premier conflit mondial : frontière politique, bien sûr, celle qui marque la limite de l'autorité de l'Etat et de l'effet des lois, frontière militaire avec la construction de murs (ligne Maginot, ligne Siegfried), frontière administrative avec la généralisation des contrôles d'identité ou encore frontière idéologique matérialisée par une barrière comme le Rideau de fer. Dans les pays autoritaires, communistes surtout, on a même inventé les frontières intérieures avec la nécessité d'obtenir une autorisation pour se déplacer.

La frontière, c'est bien plus qu'une ligne juridique, c'est le fantasme d'un espace homogène qui protège de l'autre, définit par rapport à l'autre : il y a le dedans et le dehors, le national et l'étranger, la sécurité et la menace... La suppression de ces fronts et frontières a longtemps été un rêve, celui où les êtres humains pourraient circuler librement d'un espace à l'autre, une revendication libertaire dans un monde qui ne cessait d'accentuer les contrôles sur les hommes et les femmes alors qu'il libérait les mouvements des marchandises et des capitaux.

La chute du communisme soviétique, en 1989, et la libération des peuples d'Europe de l'Est ont laissé croire que ce moment était enfin arrivé : c'était la fin de l'histoire. Dans la foulée, l'Union européenne, née d'un rêve de paix, a réalisé le premier espace sans frontière de l'histoire moderne en supprimant en 1995, avec la convention de Schengen, le contrôle à ses frontières intérieures. Mais, l'exemple européen n'a pas été suivi.

Bien au contraire : les frontières et les murs se sont multipliés. Non seulement les murs existant, comme celui qui sépare les deux Corées ou Chypre du Nord et Chypre du Sud, ne sont pas tombés, mais ils se sont multipliés à travers la planète, soit pour des raisons militaires, soit, et c'est la majorité des cas, pour stopper les mouvements de personnes. Mur entre Israël et les Territoires occupés, mur entre les Etats-Unis et le Mexique, mur entre la Corée du Nord et la Chine, mur entre l'Inde et le Bangladesh, mur entre le Botswana et le Zimbabwe, etc. Pis, l'Union s'est mise à son tour à construire des murs à

ses frontières extérieures : entre l'Espagne et le Maroc, entre la Bulgarie et la Turquie, entre la Grèce et la Turquie, entre la Hongrie et la Serbie.

La frontière s'est même sophistiquée : elle est physique, mais aussi dématérialisée. Caméras de surveillance, systèmes informatiques perfectionnés (SIS, Système d'information Schengen, ou PNR, Passenger Name Recorder), surveillance satellitaire et aérienne, etc. Mieux : elle n'est plus limitée à une simple ligne. Dans l'espace Schengen, les contrôles peuvent avoir lieu sur une bande de 20 kilomètres de part et d'autre des frontières extérieures, mais aussi intérieures, dans le pays d'origine via les visas, dans les aéroports. La frontière est désormais partout. Le XXI^e siècle a déjà dépassé le XX^e siècle.

Et pourtant, on entend de bonnes âmes réclamer le rétablissement des frontières intérieures de l'Union afin d'enrayer l'afflux de migrants ou le terrorisme (au choix). Cette mystique de la frontière, qui se renouvelle sans cesse, ne devrait pas, en bonne logique, s'arrêter aux frontières nationales : pourquoi ne pas rétablir les barrières d'octroi (placées à l'entrée des villes) ou les livrets de déplacement intérieur afin de contrôler les allées et venues de chacun, puisque le terrorisme est surtout le fait de nationaux...

Une exagération ? Même pas. Cette logique de surveillance générale est déjà à l'œuvre, puisqu'il faut bien traquer les présumés terroristes et les clandestins : la loi française sur la sécurité intérieure et les contrôles systématiques d'identité sont là pour le montrer. L'idéologie de la frontière étanche aboutit à l'extension de son domaine naturel à l'ensemble du territoire : tous suspects !

Une frontière, c'est le renoncement à de nombreuses libertés : liberté de se déplacer et de travailler, droit au respect de sa vie privée, obligation des autorités de justifier un refus d'entrée, etc. Dès lors que la frontière est partout, l'arbitraire administratif est partout. La sécurité a un prix, la liberté. Et qu'importe que cela ne fonctionne pas : aucune frontière n'a jamais rien empêché. L'armée allemande qui tirait pourtant à vue n'est jamais parvenue à contrôler la frontière avec l'Espagne, pas plus que le mur entre les Etats-Unis et le Mexique n'empêche l'afflux de Latino-Américains. La Méditerranée, une belle frontière naturelle pourtant, ne dissuade pas les migrants de risquer la mort pour fuir conflits et misère. Les murs qui ont échoué, de la Grande

Muraille de Chine au Rideau de fer en passant par le mur d'Hadrien, auraient pourtant dû nous apprendre quelque chose sur le sort des empires qui s'isolent.

(Libération) Premier pas

Par Laurent Joffrin — 7 septembre 2015 à 19:36

Les mots sont forts. Les actes seront-ils à la hauteur ? Le droit d'asile fait partie de «la chair, de l'âme de la France», a dit François Hollande ; celle-ci, en conséquence «fera son devoir». On eût aimé que le gouvernement, au lieu de parler d'une «faute morale» quand il s'est agi une première fois de répartir les réfugiés en Europe, tienne ce langage d'emblée. Mais enfin, mieux vaut tard... Par ses propos solennels, François Hollande fait écho aux déclarations d'Angela Merkel, dont l'effort pédagogique vis-à-vis de son peuple et des Européens a été remarquable. France et Allemagne défendent une certaine idée de l'Europe, qui n'est pas seulement une union économique mais surtout une œuvre politique et morale qui vise à assurer la paix et le respect de ses valeurs fondatrices. Voilà un acte symbolique qu'il faut saluer... C'est une réponse à tous ceux en France qui voudraient changer l'identité du pays pour en faire une petite nation ethnique et étriquée, qui a peur de l'avenir et ne verrait de salut que dans le retour des frontières nationales, qu'on ne manquerait pas, si cette logique devait l'emporter, de protéger à terme avec du fil de fer barbelé, à l'instar du mur que l'on construit en Hongrie. Hollande annonce l'accueil de 24 000 personnes sur deux ans, chiffre plus conséquent que les quelques milliers dont on parlait auparavant. Le geste est appréciable. Mais dans le même temps, il a rappelé que la France recevrait cette année environ 60 000 demandes d'asile (contre 800 000 en Allemagne). La disproportion des nombres, entre ceux qui ont le droit de venir et ceux qu'on veut accueillir, est lourde de difficultés futures. On fait un pas dans la bonne direction. Mais nous ne sommes qu'au début d'un processus, qui demandera un vaste effort d'explication...

(Libération) Réalité

Par Laurent Joffrin — 27 août 2015 à 21:36

Combien faudra-t-il de morts ? Combien faudra-t-il d'atrocités comme celle qui vient de se dérouler en Autriche, pour que les dirigeants européens se décident à se hisser à la hauteur de leur responsabilité historique ? L'apathie ou la dureté d'une partie de la classe politique européenne atteint désormais les limites du supportable. Une dirigeante, heureusement, sauve l'honneur de l'Union européenne : Angela Merkel. Ceux qui l'ont récemment affublée d'un casque à pointe en couverture de leur journal devraient avoir honte. Pas seulement parce qu'ils agitaient un cliché anti-allemand qui n'a rien à voir avec la République fédérale d'aujourd'hui, qui n'est ni militariste ni impérialiste. Mais surtout parce que la réaction de la chancellerie aux drames insupportables qui se déroulent aux confins de l'Europe est une leçon d'humanité que chacun doit méditer.

Cette asymétrie dans le traitement de la crise historique par les Etats européens, entre le mur hongrois et le courage politique allemand ou scandinave, rend d'autant plus urgente l'élaboration d'un plan européen à la fois humain et réaliste. Il s'agit, pour l'essentiel, aujourd'hui, d'une affaire de réfugiés, lesquels ont droit, de par les traités internationaux, à un traitement digne. Il est possible, comme le suggère Angela Merkel par son attitude, d'ouvrir un canal d'immigration légale. Il donnera aux réprouvés chassés de leur pays par la violence un espoir qui peut limiter, à l'avenir, les risques insensés qu'ils prennent pour rejoindre un pays où ils ont une chance de refaire leur vie ou bien, dans beaucoup de cas, d'attendre dans des conditions décentes, que la situation de leur pays revienne à une relative normalité. Entre l'angélisme de l'ouverture totale et la brutalité d'une vaine fermeture, il existe une solution conforme à nos principes et aux réalités de ce nouveau siècle.

(Libération) Réfugiés : non, Merkel ne s'est pas reniée

Par Michel Henry, Journaliste au service Monde@michelhenry — 16 septembre 2015 à 20:06

En rétablissant provisoirement les contrôles à ses frontières, la chancelière allemande ne s'est pas alignée sur les positions de la droite française, comme le claironne un très respectable fils d'immigré hongrois qui brigue l'Elysée. Pourquoi ? Primo, parce que cette possibilité est offerte à titre exceptionnel par l'accord de Schengen, et Angela Merkel n'entend pas le remettre en question comme le prône Nicolas Sarkozy, ce qui ne changerait d'ailleurs rien aux flux actuellement constatés. Secundo, parce que la politique bienveillante de Berlin n'a pas changé. Pendant les contrôles aux frontières autrichiennes, les arrivées de réfugiés se poursuivent : on en a compté 3 800 lundi. Fin 2015, l'Allemagne aura ainsi accueilli 800 000 à 1 million de demandeurs d'asile, douze fois plus que la France. Merkel ne fait preuve en la matière d'aucune fantaisie : elle applique simplement, comme la loi le prévoit, le droit d'asile, pour lequel il ne peut y avoir de limitation quantitative. La chancelière se retrouve ainsi bien loin des attitudes restrictives en vogue dans notre pays, où l'on saluera néanmoins un changement de ton.

Jusqu'ici plus adepte de fermeté que d'humanité, le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a ainsi fustigé lundi l'incapacité de ses homologues européens à se mettre d'accord sur une répartition contraignante des réfugiés : «Pendant que nous tergiversons, les opinions publiques nous jugent, et les migrants meurent», a-t-il indiqué. Réjouissons-nous : le gouvernement n'a pas toujours eu cette pensée pour les 2 800 personnes noyées en Méditerranée depuis janvier, alors que ce cimiterium nostrum aurait dû depuis longtemps scandaliser nos leaders. Il leur a fallu la photo du petit Aylan pour se réveiller : on s'en félicitera, tout en restant perplexe devant un tel retard à l'allumage. Depuis, les petits Aylan se multiplient, hélas sans photo : 38 noyés dimanche en mer d'Egée, entre Turquie et Grèce, 22 victimes mardi dans une barque tentant de rejoindre Kos. Ces morts ne font pas les gros titres : on n'a pas d'image... Mais il faut rappeler ceci : la responsabilité en incombe en partie à la politique des pays européens. Comme le remarquait Médecins sans frontières, dimanche, dans une lettre ouverte au président de la République, certaines mesures «ont même aggravé» la situation, comme ces «barrières et empreintes digitales obligatoires [qui] ne font qu'inciter les gens à opter pour des itinéraires clandestins toujours plus dangereux».

«Peu importe les obstacles, ces personnes continueront de venir», souligne l'ONG. Qui dégage une proposition déjà évoquée, mais en vain jusqu'ici : l'Europe doit instaurer des voies légales d'entrée pour les demandeurs d'asile. C'est effectivement la seule solution possible si l'on veut que le compteur des morts - dix par jour environ en 2015 - freine sa course folle.